GSMA

# Accélérer la transformation numérique de l'économie au Kenya

## Opportunités, réformes politiques et le rôle du mobile

Octobre 2024



Copyright © 2024 GSMA

## GSMA

La GSMA est une organisation mondiale qui unifie l'écosystème mobile afin de découvrir, développer et mettre en œuvre des innovations essentielles à des environnements économiques favorables et au changement sociétal. Notre vision est de libérer tout le potentiel de la connectivité pour que les personnes, l'industrie et la société prospèrent. Représentant les opérateurs mobiles et les organisations de l'ensemble de l'écosystème mobile et des secteurs connexes, la GSMA agit pour ses membres autour de trois grands piliers : Connectivité pour le bien commun, Services et solutions pour l'industrie et Sensibilisation. Cette action comprend la promotion de politiques publiques, la réponse aux plus grands défis sociétaux actuels, le soutien aux technologies et à l'interopérabilité qui font fonctionner le mobile, ainsi que la mise à disposition de la plus grande plateforme mondiale de rassemblement de l'écosystème mobile à travers les séries d'événements MWC et M360.

Pour en savoir plus, rendez-vous sur **www.gsma.com**

Suivez la GSMA sur Twitter/X: **@GSMA**

## Through Line Advisors

Through Line Advisors a été créée en 2022 afin de réunir un groupe de conseillers experts qui, bien que venant de domaines différents, partagent tous le même engagement à fournir un travail de la plus haute qualité à leurs clients. L'entreprise rassemble des expertises en économie, finance et stratégie dans un très large éventail de secteurs et de contextes. Chez Through Line, chaque collaborateur a pour unique objectif d'offrir les meilleurs conseils possibles à ses clients.

Email: info@throughlineadvisors.com
Phone: +44 (0) 203 813 0976

Through Line Advisors 2024. Siège Social 85 Great Portland Street, London, W1W 7LT

**Auteurs:**
Matthew Harrison Harvey, Through Line Advisors

Daniel Pate, Through Line Advisors

Gaia Penteriani, Through Line Advisors

Mark Williams, Through Line Advisors

Angela Wamola, Directeur de l'Afrique subsaharienne,GSMA

Caroline Mbugua, HSC, Directeur principal, Politique publique et Communication, GSMA

Linus Melly, Responsable principal des politiques, Afrique subsaharienne, GSMA

# Table des matières


**1. Résumé Exécutif et Messages Clés 3**

**2. Cadre de l'économie numérique 7**
A. Introduction 8
B. Comment l'économie numérique stimule-t-elle le développement ? 8
C. Le rôle du secteur des télécommunications mobiles dans l'économie numérique 9
D. Cette étude 11

**3. Transformation Numérique de l'Économie Kenyane 13**
A. Aperçu du pays : Kenya 14
B. L'économie du Kenya 18
C. Stratégies économiques et numériques du Kenya 20
D. L'impact économique potentiel de la numérisation au Kenya 20

**4. Le Secteur des Télécommunications au Kenya 39**
A. Aperçu du secteur 39
B. Priorités politiques pour le secteur des télécommunications 47
C. Modélisation des évolutions futures du secteur des télécommunications 61

**5. Recommandations politiques 65**

GSMA

# 1. Résumé Exécutif et Messages clés



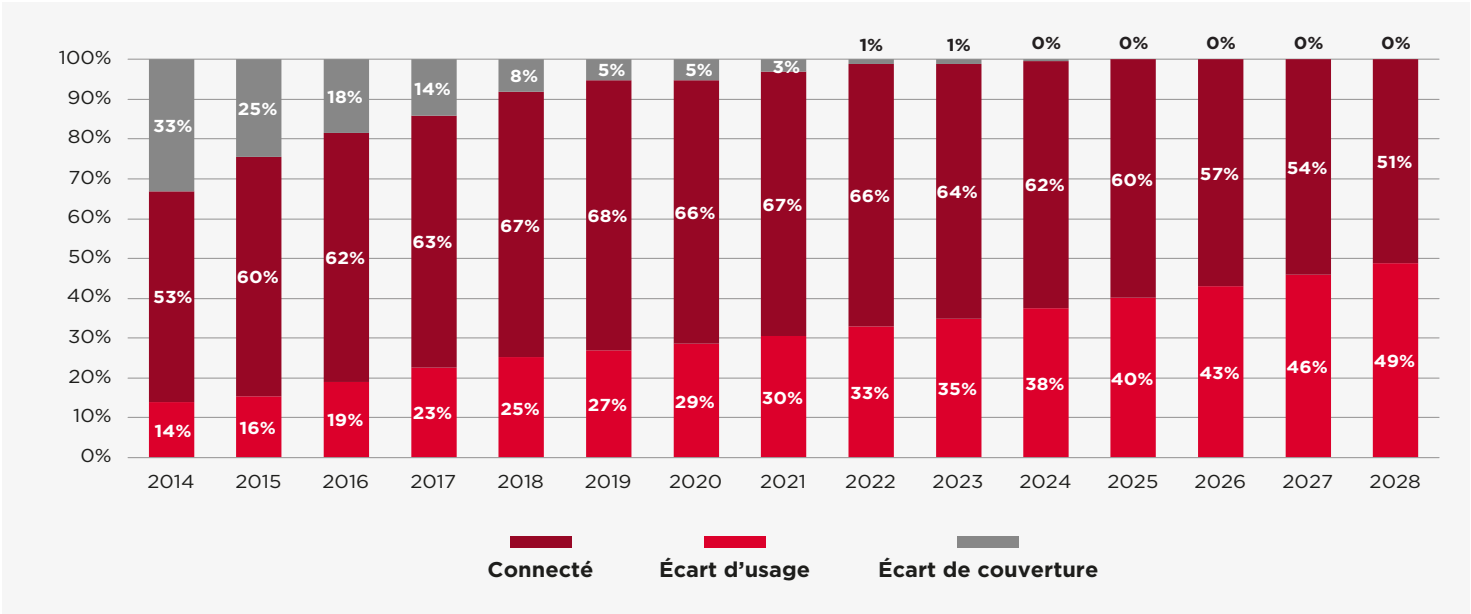
**La numérisation de l'économie est un moteur clé de la croissance économique et des revenus gouvernementaux, tout en soutenant le développement socio-économique et offrant une voie vers une prospérité partagée**. En tirant parti des opportunités de numérisation, le gouvernement du Kenya peut atteindre une croissance économique durable et un changement structurel.

**L'adoption des technologies numériques dans les secteurs public et privé a eu un impact positif sur la croissance économique**. Elle augmente la productivité dans l'agriculture, améliore l'accès aux chaînes de valeur mondiales (CVM) et améliore l'efficacité et la transparence du gouvernement et des services publics. De plus, l'accès aux technologies émergentes telles que l'argent mobile, l'intelligence artificielle (IA) et l'informatique en nuage est souhaitable en tant que moteur de l'inclusion numérique et financière, qui à son tour soutient le développement humain.

**Cette étude identifie les opportunités et quantifie la valeur économique de l'adoption des technologies numériques dans certains secteurs de l'économie kenyane.** Elle identifie comment ces opportunités peuvent être débloquées grâce à des réformes politiques, en se concentrant particulièrement sur le rôle clé que le secteur des télécommunications mobiles joue dans le soutien au processus de numérisation.

**Le Kenya est un leader régional en matière de connectivité mobile et de services financiers mobiles (SFM).** Il a été le pionnier de l'utilisation de l'argent mobile, réalisant d'énormes progrès dans l'inclusion financière des non-banqués, et a conservé sa position de leader mondial dans ce domaine. Étendre davantage sa portée en tant que facilitateur des paiements électroniques dans l'économie numérique, ainsi que dans les secteurs traditionnels, peut propulser la numérisation et la croissance pour de nombreux Kenyans de plus et atteindre une résilience et des revenus accrus pour le gouvernement.

Figure 1:
**Évolution de la connectivité Internet mobile au Kenya, sous réserve de réformes politiques**




Source: GSMA Intelligence et calculs des auteurs. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[1] « Connecté » désigne les abonnés uniques à l'internet mobile[2] en % de la population ; « Écart d'usage » désigne les populations qui vivent dans la zone de couverture d'un réseau haut débit mobile mais qui n'utilisent pas l'internet mobile ; « Écart de couverture » désigne les populations qui ne vivent pas dans la zone de couverture d'un réseau haut débit mobile (3G ou plus)..

1 GSMA, Moteur de la transformation numérique des économies africaines – Document de données probantes et de méthodologie, mai 2024. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

2 Dans ce rapport, « utilisateurs de l'internet mobile » ou « utilisateurs uniques de l'internet mobile » désigne les personnes physiques uniques utilisant l'internet mobile. Cela ne fait pas référence au nombre de cartes SIM ou de comptes internet mobile, qui est généralement supérieur au nombre de personnes utilisant internet.

**Ce rapport identifie une série de recommandations** politiques qui, si elles sont mises en œuvre, permettront de réduire l'écart d'usage d'internet du niveau actuel de plus de 64 % de la population à 51 % en 2028. Cela entraînerait 49 % de la population du Kenya étant connectée à Internet, ce qui équivaut à plus de 10 millions de personnes supplémentaires. Les réformes politiques prioritaires sont :

**1** Réforme de la fiscalité du secteur des télécommunications en vue d'encourager l'usage de manière ciblée..

**2** Mettre en place des politiques et programmes pour rendre les appareils plus abordables

**3** Garantir un environnement d'investissement durable et prévisible. Cela inclut :

- Soutenir la viabilité financière par des déductions fiscales sur les paiements liés au spectre,
- Réduire le coût de l'énergie nécessaire à l'alimentation des infrastructures,
- Adopter un modèle de tarification du spectre favorable, et
- Accelerating the licence renewal process

**4** Soutenir l'usage productif des technologies numériques par les entreprises dans tous les secteurs économiques, à travers des politiques ciblées visant à améliorer les compétences numériques et le capital humain, à soutenir les MPME et les start-ups, et à privilégier des technologies adaptées au contexte ainsi que les besoins locaux.

Ces réformes politiques sont susceptibles de contribuer de manière significative aux objectifs économiques du Kenya, notamment à sa transformation économique.

dans des secteurs importants tels que l'agriculture et l'industrie manufacturière. Les impacts macroéconomiques potentiels sont résumés ci-dessous :

Figure 2:
**Impacts sectoriels de la numérisation accrue au Kenya suite à la mise en œuvre des réformes politiques proposées**

| | Agriculture | Industrie | Transport | Commerce | Santé | Gouvernement |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Valeur ajoutée numérique (KES) | **124 bn** | **122 bn** | **107 bn** | **22 bn** | **19 bn** | **–** |
| % du PIB du secteur | **3.0%** | **3.5%** | **4.4%** | **1.4%** | **5.3%** | **2.1%** |
| % du PIB total | **0.6%** | **0.6%** | **0.5%** | **0.1%** | **0.1%** | **0.4%** |
| Emploi | **290 k** | **158 k** | **152 k** | **31 k** | **17 k** | **–** |
| Recettes fiscales (KES) | **23 bn** | **22 bn** | **19 bn** | **4 bn** | **3 bn** | **75 bn** |

Source: Calculs des auteurs. Voir le document méthodologique distinct qui accompagne ce rapport. 3

3 GSMA, Moteur de la transformation numérique des économies africaines – Document de données probantes et de méthodologie, mai 2024. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document



GSMA

# 2.
# Cadre de l’économie numérique



# A. Introduction

**L'aspiration de l'Agenda 2063 de l'Union africaine à parvenir à une Afrique intégrée, prospère et pacifique, portée par ses citoyens et reconnue comme une puissance mondiale**, repose sur l'engagement de ses États membres en faveur d'un développement inclusif et durable.

**Le Gouvernement du Kenya, à travers la Vision 2030 du Kenya et le Manifeste Kenya Kwanza[5], a reconnu le rôle des technologies numériques comme moteur de la croissance économique et du développement. Le secteur a été classé parmi les cinq secteurs qui constituent les piliers fondamentaux de ce plan. Il s'agit de : 1. Agriculture,** 2. Économie des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), 3. Logement et habitat, 4. Santé, 5. Autoroute numérique et économie créative.

**La mise en œuvre d'un plan aussi ambitieux n'est pas toujours aisée, car les décideurs politiques sont souvent confrontés à des objectifs concurrents,** tels que l'augmentation des recettes intérieures et la réduction de la pauvreté et des inégalités, tout en stimulant le développement du secteur privé et en attirant les investissements.

La numérisation de l'économie constitue une solution à ce défi. Elle a le potentiel de stimuler la transformation sociale et économique du Kenya d'une manière qui soutient la réalisation des objectifs de développement énoncés dans le Manifeste. Le secteur du mobile est l'épine dorsale de ce processus de numérisation, et un secteur en croissance est une condition préalable essentielle à tout programme national de transformation numérique.[6]

# B. Comment l'économie numérique stimule-t-elle le développement ?

Le processus de numérisation se poursuit dans tous les pays d'Afrique, y compris au Kenya. Les services numériques, reposant principalement sur les réseaux de télécommunications mobiles, deviennent de plus en plus accessibles, et leur utilisation continue de croître. Ce faisant, ils s'intègrent davantage aux autres secteurs de l'économie.

**Le secteur des télécommunications mobiles, et plus largement le secteur numérique, contribuent de manière significative à l'économie et aux services publics au Kenya.** L'adoption généralisée des technologies numériques dans les secteurs public et privé permet de meilleures interactions entre les individus et une utilisation plus efficiente des ressources, ce qui accroît la productivité et soutient l'innovation.

**La majeure partie de l'impact économique de la technologie mobile se réalise donc en dehors du secteur mobile lui-même**, grâce à l'effet positif qu'elle exerce sur la productivité dans des secteurs tels que l'agriculture, l'industrie manufacturière et le commerce de détail ; ainsi que dans les services publics comme l'administration gouvernementale, l'éducation et la santé.

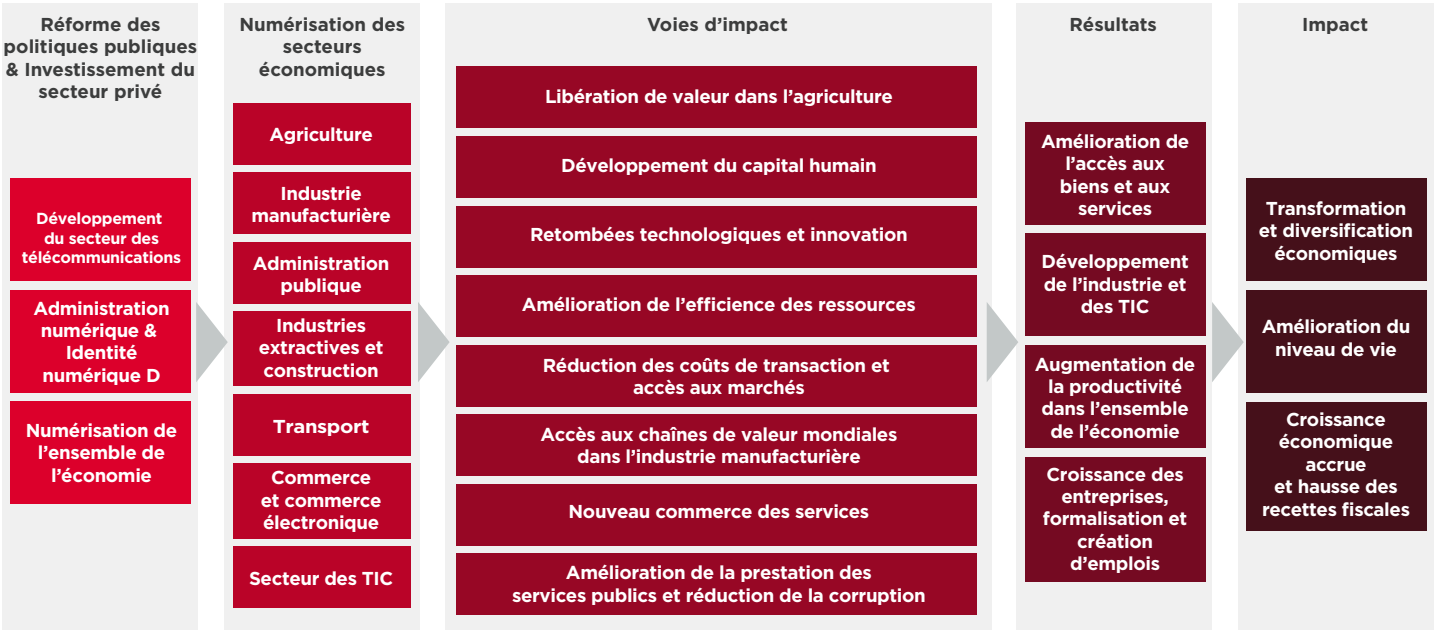
À son tour, **l'adoption des technologies numériques dans les secteurs économiques et les services publics peut ouvrir des voies importantes pour une transformation numérique inclusive**, par exemple en valorisant davantage les ressources agricoles existantes, en améliorant l'accès aux chaînes de valeur mondiales (CVM), en renforçant l'offre d'éducation et de santé, en réduisant les coûts de transaction et en améliorant l'efficience, la transparence et la gouvernance des services gouvernement-entreprises et gouvernement-citoyens. L'accès aux technologies émergentes telles que l'IA, les mégadonnées et l'informatique en nuage, ainsi qu'à des services comme l'argent mobile, favorise une inclusion numérique et financière accrue qui, à son tour, soutient le développement humain.

À mesure que la numérisation se déploie dans chaque secteur de l'économie, les effets qui en résultent incluent des gains de productivité, la création d'emplois et la formalisation de l'économie, ce qui entraîne une amélioration du niveau de vie, une croissance économique plus forte et une plus grande disponibilité des ressources publiques. Bien entendu, l'adoption plus large des technologies numériques comporte également des risques et des défis, tels que les menaces de cybersécurité, les préoccupations liées à la confidentialité des données, la mésinformation et la désinformation. Ces aspects ne sont pas traités directement dans le présent rapport, bien qu'il soit reconnu que les politiques publiques doivent répondre à ces préoccupations afin d'équilibrer les avantages.

5 https://africacheck.org/sites/default/files/media/documents/2022-08/Kenya%20Kwanza%20UDA%20Manifesto%202022.pdf

6 Dans toute la présente étude, le terme « numérisation » désigne l'adoption de nouvelles technologies par les consommateurs, les entreprises et les pouvoirs publics dans l'ensemble des secteurs économiques. La transformation numérique est la transformation économique qui résulte de cette adoption. L'économie numérique englobe les acteurs et les échanges qui ont lieu dans l'économie du fait de la numérisation.

Figure 3:
**Les voies numériques vers la transformation économique**




Source: Synthèse des auteurs basée sur la littérature, la stratégie du Gouvernement et les échanges avec les parties prenantes.

## C. Le rôle du secteur des télécommunications dans l'économie numérique

**Le secteur des télécommunications mobiles fournit la connectivité et la plateforme numériques qui constituent la base sur laquelle repose le processus de transformation numérique.** Cela est reconnu par le Gouvernement du Kenya et reflété dans le Manifeste Kenya Kwanza.

**La numérisation de l'économie est un moteur essentiel de la croissance socio-économique et des recettes publiques, et peut offrir de nouvelles opportunités en matière de croissance, de création d'emplois et de diversification de l'économie.** L'économie de l'internet devrait atteindre 5,2 % du PIB en Afrique d'ici 2025,[7] et le développement de l'écosystème numérique a démontré qu'il pouvait ajouter jusqu'à 1,9 % au PIB par habitant en Afrique subsaharienne.[8] Le secteur des technologies mobiles est essentiel pour concrétiser ce potentiel et la valeur économique associée, étant donné que les appareils mobiles constituent le moyen d'accès à internet et aux services financiers le plus courant en Afrique. Par exemple, une augmentation de 10 % du taux de pénétration de l'internet mobile est estimée accroître le PIB par habitant de jusqu'à 2,5 % en Afrique.[9]

La numérisation est le processus de changement technologique qui passe par l'adoption des technologies numériques dans l'ensemble des activités économiques. Ces technologies émergentes sont rendues possibles par les télécommunications et l'accès à internet, et vont de l'intelligence artificielle au cloud computing, des réseaux électriques intelligents et de l'Internet des objets à la blockchain. Elles ont le potentiel de réduire les coûts de production, de rendre les échanges — comme le commerce de biens et services — plus efficaces, et de permettre la diffusion des idées et des connaissances, favorisant ainsi davantage l'innovation et la croissance.

7 Accenture, Prévisions iGDP pour l'Afrique.
8 UIT 2019, Contribution économique du haut débit, de la numérisation et de la réglementation des TIC : Modélisation économétrique pour l'Afrique.
9 Ibid.



**L'impact le plus important se réalise à travers l'augmentation de la productivité au-delà du secteur des TIC, via l'adoption dans l'agriculture, l'industrie manufacturière, le commerce de détail et d'autres secteurs de l'économie.** L'augmentation de la productivité des entreprises est une composante clé des impacts de la numérisation, une adoption plus poussée des technologies étant associée à des hausses de productivité du travail pouvant atteindre 2 % au Ghana, au Kenya, au Malawi et au Sénégal, avec un bénéfice significativement plus élevé pour les entreprises informelles.[10] De plus, comprendre comment les changements technologiques « traversent » un secteur permet d'identifier les innovations qui créent des emplois et améliorent la productivité non pas par l'automatisation, mais en créant de nouvelles tâches et des gains d'efficacité par travailleur.[11]

L'adoption de la 5G à elle seule devrait bénéficier à un large éventail de secteurs économiques, apportant près de 0,37 % du PIB en 2030.[12] La large couverture géographique permise par la 5G en bande basse sera particulièrement importante pour impulser la transformation numérique des secteurs agricole et manufacturier, avec des applications IoT telles que les solutions d'agriculture intelligente, les usines intelligentes, les villes intelligentes et les réseaux électriques intelligents.[13] Alors que l'industrie manufacturière, l'agriculture et les mines en bénéficieront le plus, d'autres secteurs tels que le secteur public, les services et les transports représenteront également une part significative des bénéfices économiques..

Dans la prestation des services publics, **la technologie numérique accroît la visibilité et la tenue des registres, ce qui contribue à réduire la corruption et à renforcer la transparence,** entraînant ainsi une utilisation plus efficace des ressources publiques. Les services d'argent mobile jouent également un rôle de plus en plus important dans le développement économique en favorisant l'inclusion financière, en réduisant les coûts de transaction et en donnant aux citoyens et aux petites entreprises accès à une gamme de services financiers.

Cependant, **le secteur mobile au Kenya continue de faire face à plusieurs défis politiques et réglementaires** qui risquent de compromettre la viabilité future de l'infrastructure mobile et de mettre en péril les acquis en matière d'inclusion numérique et financière. Si ces défis sont relevés, le secteur mobile peut avoir un impact économique plus important grâce à un accès, une adoption et un usage accrus des technologies numériques.

10 Banque mondiale, Jobs, et Cirera, Comin et Cruz, 2022.
11 Acemoglu et Johnson, 2023.
12 GSMA, Mobile Economy Africa, 2023..
13 GSMA, Avantages socio-économiques de la 5G : l'importance du spectre en bande basse, 2023.

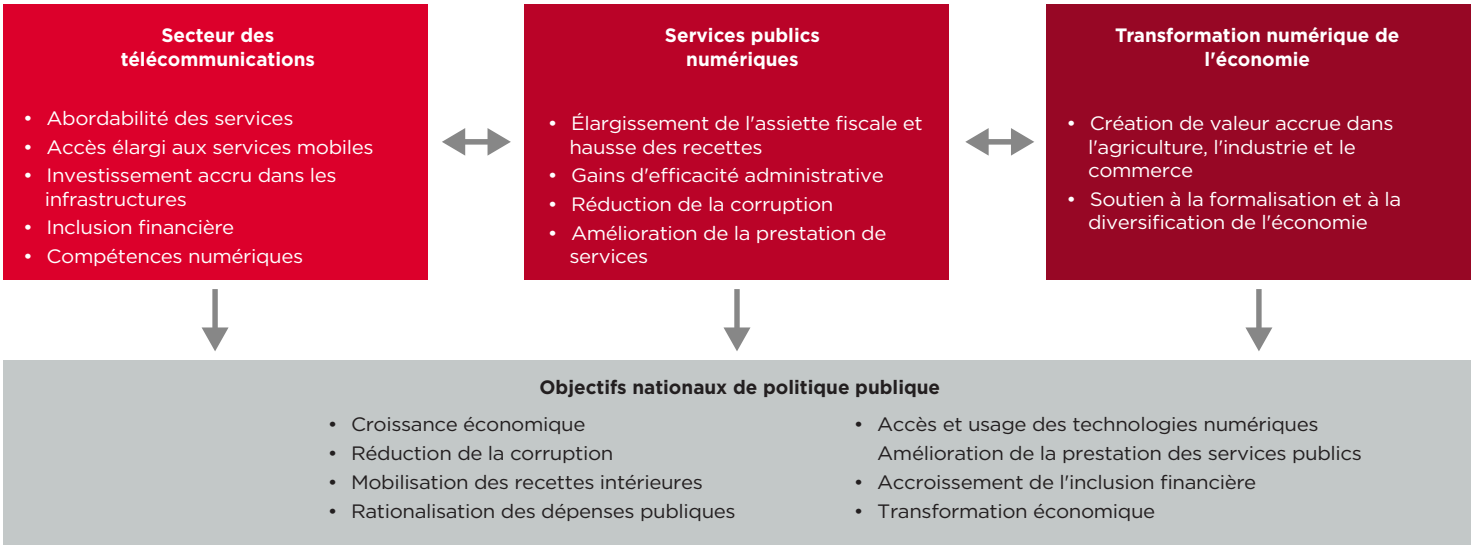
## D. Cette étude

**La présente étude examine le rôle des technologies numériques dans la transformation économique du Kenya.** Le point de départ est une analyse de la manière dont les technologies numériques peuvent stimuler le développement socio-économique à travers une productivité accrue et la création d'emplois, ainsi que de la façon dont elles peuvent être utilisées pour améliorer le fonctionnement de l'État.

**Elle identifie les opportunités et quantifie la valeur économique de l'adoption des technologies numériques dans des secteurs spécifiques de l'économie.** Elle explique comment ces opportunités peuvent être débloquées grâce à des réformes politiques, en reconnaissant le rôle que joue le secteur des télécommunications mobiles dans le soutien au processus de numérisation.

**Les impacts quantitatifs potentiels de la numérisation sur chaque secteur sont fondés sur ces scénarios de réforme. Leur effet sur l'adoption et l'usage est modélisé, et ces effets se répercutent sur les autres secteurs de l'économie.** Cela est résumé dans la Figure 4, et davantage de détails sont fournis à la Section 5 du rapport.

Figure 4:
**Liens entre économie numérique et politiques publiques**




Source: Synthèse des auteurs.

Les sections suivantes examinent la manière dont la numérisation influe sur les résultats dans certains secteurs clés de l'économie. Elles sont organisées comme suit :

- Section 3 : elle traite de la numérisation de l'économie kenyane et analyse ses effets positifs potentiels sur la productivité, la croissance économique et la création d'emplois. Pour chaque secteur, l'impact économique potentiel de la numérisation est estimé sur la base des réformes politiques détaillées plus loin dans le rapport.
- La section 4 est consacrée au secteur des télécommunications. Elle analyse l'état des infrastructures, l'accès et l'adoption des services numériques et du mobile money, recense les défis politiques majeurs et estime l'impact quantitatif de chaque scénario de réforme.
- Section 5 : elle résume les réformes que le Gouvernement pourrait entreprendre pour soutenir le développement du secteur mobile et, plus largement, le processus de transformation numérique.



GSMA

# 3.
# Transformation numérique de l’économie du Kenya



# A. Aperçu du Kenya

**Pays à revenu intermédiaire d'environ 55 millions d'habitants**[14], le Kenya possède la première économie d'Afrique de l'Est et joue le rôle de hub régional pour le commerce, les transports et les services financiers[15]. **Il affiche depuis dix ans une croissance soutenue, des avancées sociales et une stabilité politique renforcée,** malgré des vulnérabilités persistantes, notamment en matière de soutenabilité de la dette, de chômage des jeunes et d'impacts du changement climatique. La croissance du PIB réel s'est accélérée à 5,4 % en 2023, contre 4,9 % l'année précédente, et le pays devrait croître en moyenne de 5,2 % sur la période 2024-2026[16].

Table 1:
**Kenya – principaux indicateurs**

| | |
|---|---|
| **Produit intérieur brut (PIB, KES)** | 15,000 bn |
| **Produit intérieur brut (PIB, US$)** | 107 bn |
| **Croissance du PIB (en % annuel)** | 5.4% |
| **RNB par habitant (méthode Atlas, USD courants)** | 2,110 |
| **Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)** | 30.5* |
| **Taux brut de scolarisation dans le primaire (%)** | 97.2* |
| **Espérance de vie à la naissance (années)** | 62* |
| **Population, dont % de population rurale** | 55 m, 71% |
| **Taux de pauvreté à 2,15 $ par jour (PPA 2017) (% de la population)** | 36.1% |
| **Net ODA received (% of GNI)** | 2.4%* |
| **Abonnés uniques à l'internet mobile (% de la population)** | 35% |
| **Couverture du réseau 4G (% de la population)** | 99% |
| **Taux de détention d'un compte financier (% des adultes de 15 ans et +)** | 79%** |

Données 2023, sauf 2022 si marqué * et 2021 si marqué **. Source : Banque mondiale (Indicateurs du développement dans le monde, Findex), GSMA.

**Le numérique et la téléphonie mobile ont apporté des bénéfices économiques et sociaux considérables au Kenya, et l'investissement continu dans les infrastructures de télécommunications a jeté les bases d'un écosystème technologique solide.** La connectivité à l'internet mobile s'est nettement améliorée ces dix dernières années : les réseaux 3G couvraient 99 % de la population en 2023 et la 4G atteignait 98 %, une part importante des abonnés 3G étant déjà passée à la 4G.[17] Les réseaux 5G couvraient 6 % de la population en 2023 ; la couverture devrait atteindre 13 % fin 2024 puis 99 % en 2030, soutenant l'ambition du Kenya de devenir un hub technologique régional.

Cependant, un important écart d'usage persiste : des personnes couvertes par les réseaux mobiles ne les utilisent pas. **Plus de 65 % de la population reste non connectée à l'internet mobile.**[18]

14 Indicateurs du développement dans le monde 2024.

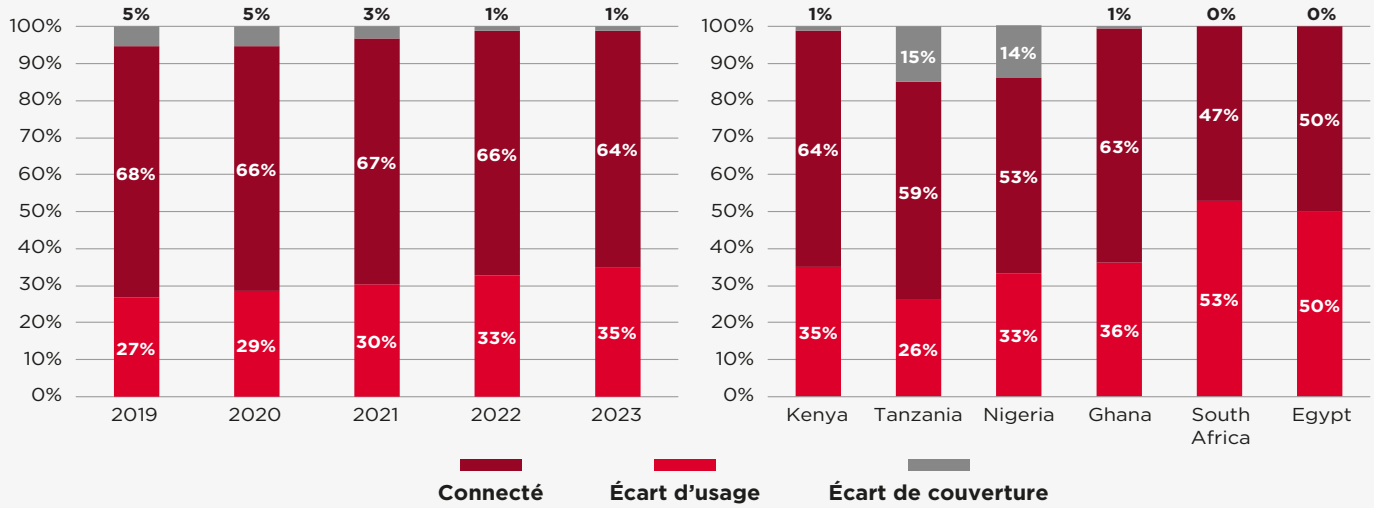
15 Banque mondiale, WDI.

16 Banque mondiale, Kenya Economic Update, juin 2024.

17 Entretiens avec les opérateurs mobiles. Il est plus facile d'arrêter la 3G (que la 2G), car la plupart des appareils compatibles 3G peuvent basculer sans difficulté vers la 4G. Pour réduire les coûts, il est plus efficient de faire transiter moins de trafic en 3G et davantage en 4G, selon les observations de modélisation des coûts de Safaricom.

18 GSMA Intelligence.

Figure 5:
**Évolution de la connectivité mobile au Kenya et comparaison internationale – 2023**




Source: GSMA Intelligence et calculs des auteurs. Voir le document méthodologique distinct accompagnant ce rapport.[19] « Connectés » désigne les abonnés uniques à l'internet mobile[20] en % de la population ; « écart d'usage » désigne les populations vivant dans une zone couverte par un réseau mobile haut débit mais n'utilisant pas l'internet mobile ; « écart de couverture » désigne les populations ne vivant pas dans une zone couverte par un réseau mobile haut débit (3G ou plus).

**Le Kenya est sans conteste un leader des services d'argent mobile, avec un marché mature qui contribue à un niveau d'inclusion financière élevé par rapport à ses pairs.** La détention d'un compte d'argent mobile a dépassé celle des comptes bancaires traditionnels dès 2014 et concernait 70 % de la population adulte en 2021. Le mobile s'impose de plus en plus comme mode d'épargne privilégié, avec 24 % d'adultes épargnant via l'argent mobile en 2021.[21]

La Banque centrale du Kenya recensait 77 millions de comptes d'argent mobile enregistrés début 2024[22], tandis que l'Autorité des communications faisait état de 38,7 millions d'abonnements actifs à l'argent mobile fin mars 2024[23]. On comptait 320 000 agents actifs début 2024. Les dépôts et retraits auprès des agents ont totalisé 8 000 milliards de KES en 2023, avec une croissance soutenue des volumes et des valeurs au fil des ans. Le volume total des transactions d'argent mobile est estimé à 37 milliards pour 2023[24].

19 www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

20 Dans ce rapport, « utilisateurs de l'internet mobile » ou « utilisateurs uniques de l'internet mobile » désigne des personnes uniques utilisant l'internet mobile. Il ne s'agit pas du nombre de cartes SIM ou de comptes internet mobile, généralement supérieur au nombre de personnes utilisant internet.

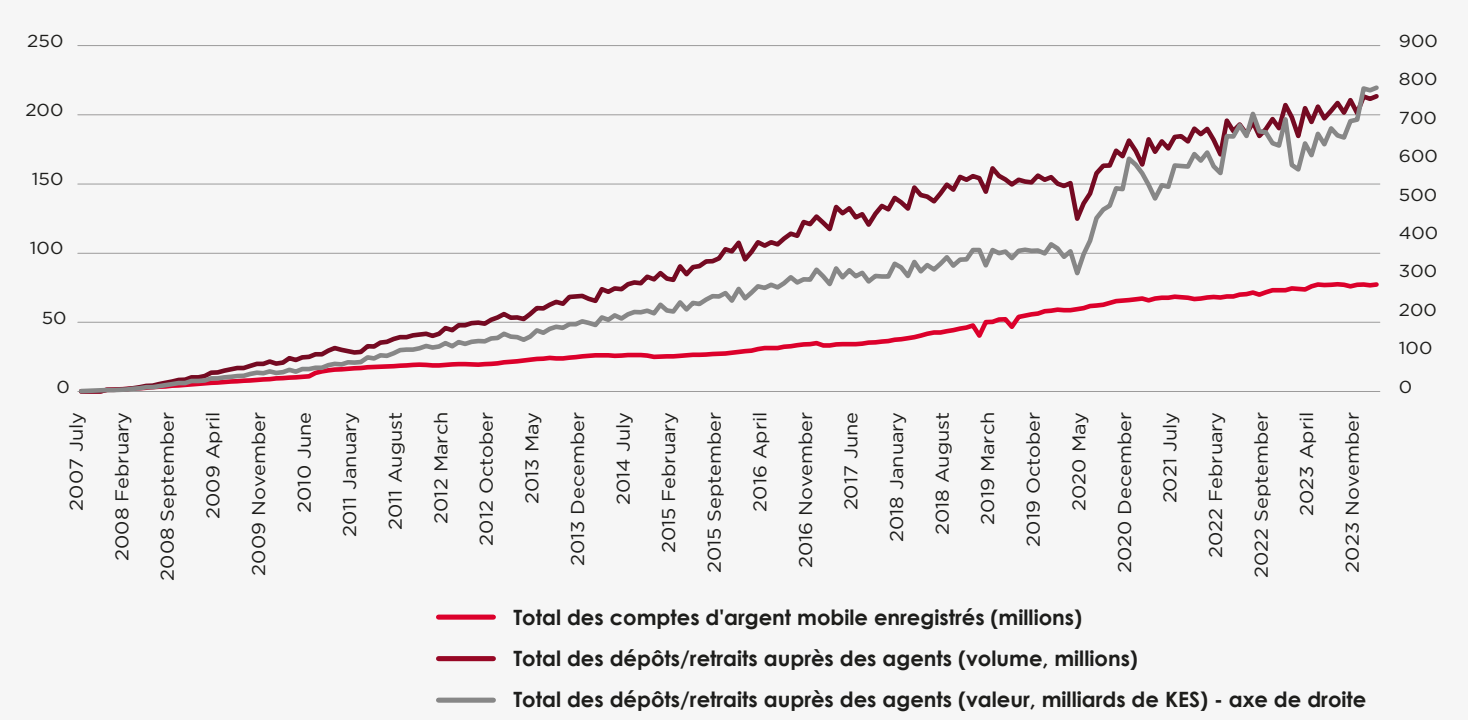
21 Banque mondiale, Findex 2021.

22 https://www.centralbank.go.ke/national-payments-system/mobile-payments/

23 Autorité des communications du Kenya, Rapport statistique sectoriel du troisième trimestre, exercice 2023/2024.

24 Les valeurs CICO proviennent de la CBK, tandis que la valeur totale des transactions est une estimation fondée sur les données des opérateurs d'argent mobile et le rapport annuel 2024 de Safaricom. Inclut l'ensemble des dépôts et retraits, P2P, transferts, P2G et G2P.

Figure 6:
**Évolution des comptes d'argent mobile et des transactions au Kenya**



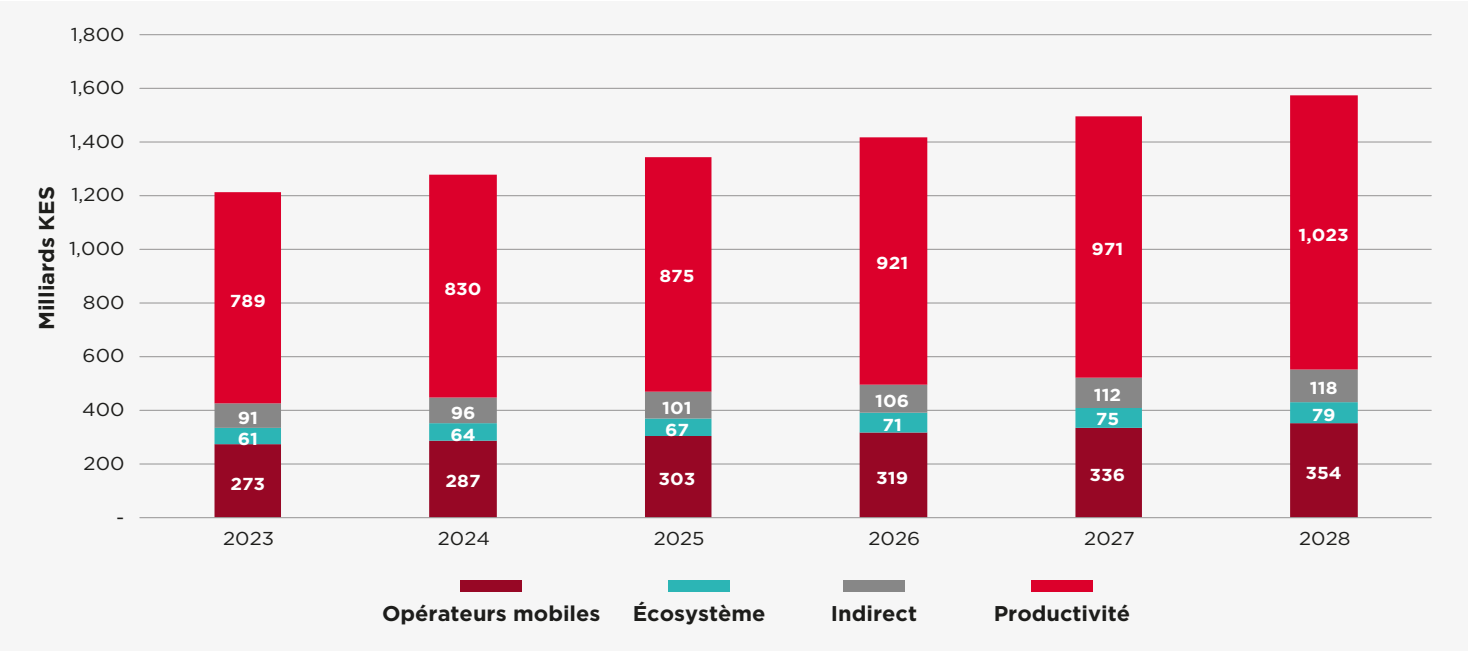

Source: Banque centrale du Kenya et données des opérateurs d'argent mobile. Valeur des transactions sur l'axe de droite.





**Le secteur mobile apporte une contribution significative à l'économie du Kenya.** En 2023, on estime que le secteur des télécommunications a contribué à hauteur de 1 200 milliards de KES à l'économie kényane, soit environ… à 8 % du PIB, en incluant l'écosystème, les effets indirects et les gains de productivité. Cela s'est traduit par 212 milliards de KES d'impôts versés au gouvernement.

Figure 7:
**Impacts directs, indirects et de productivité du mobile au Kenya**

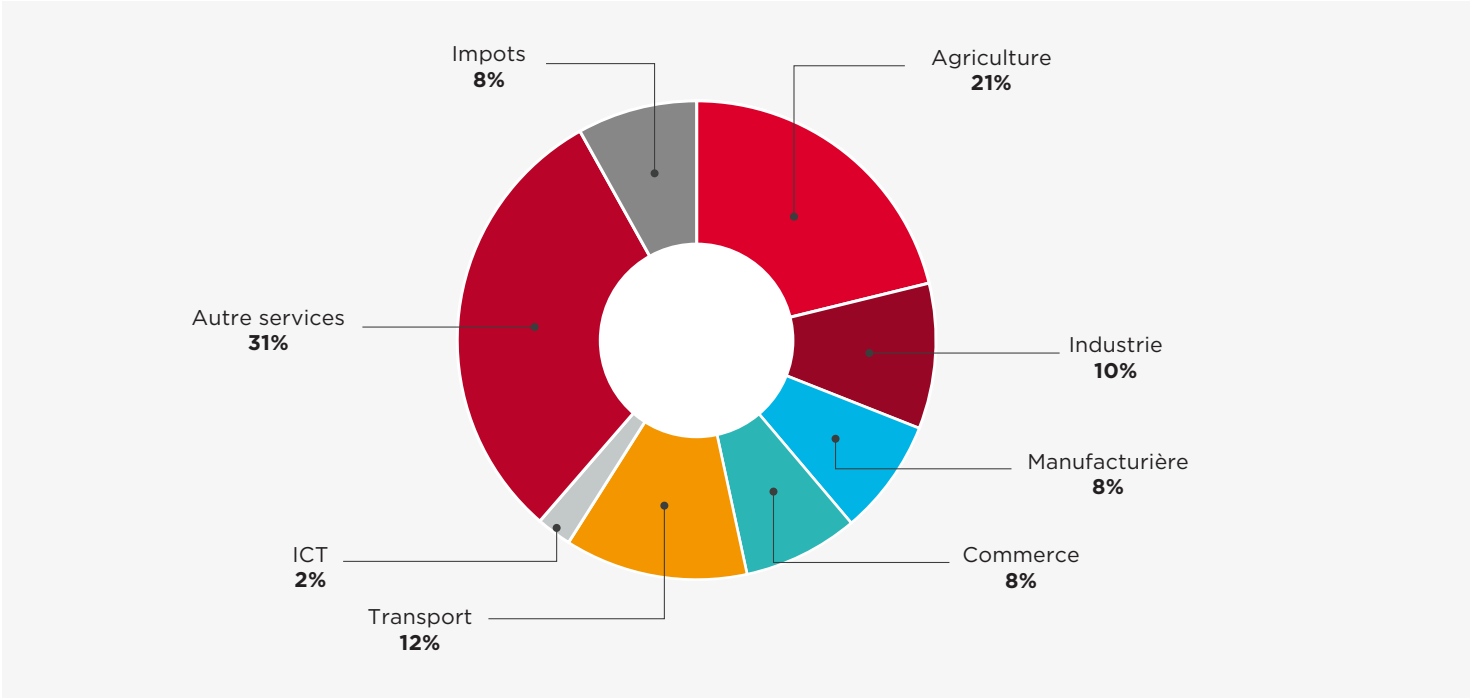



Source: GSMA Mobile Economy SSA, FMI WEO, Bureau national des statistiques du Kenya, Economic Survey 2023 et calculs des auteurs

## B. L'économie du Kenya

**L'agriculture reste la colonne vertébrale de l'économie au Kenya**, contribuant à plus de 20 % du PIB et employant 33 % de la population. Le thé et le café sont les principales exportations agricoles, les autres produits d'exportation incluant les textiles, le tabac, les produits sidérurgiques et les produits pétroliers, ciment.[25] L'industrie manufacturière et l'industrie représentent 18 % du PIB, **tandis que les services contribuent à plus de 54 % du PIB**, grâce à une forte croissance au cours des dernières décennies.

Figure 8:
**Composition du PIB par secteur au Kenya, 2021**



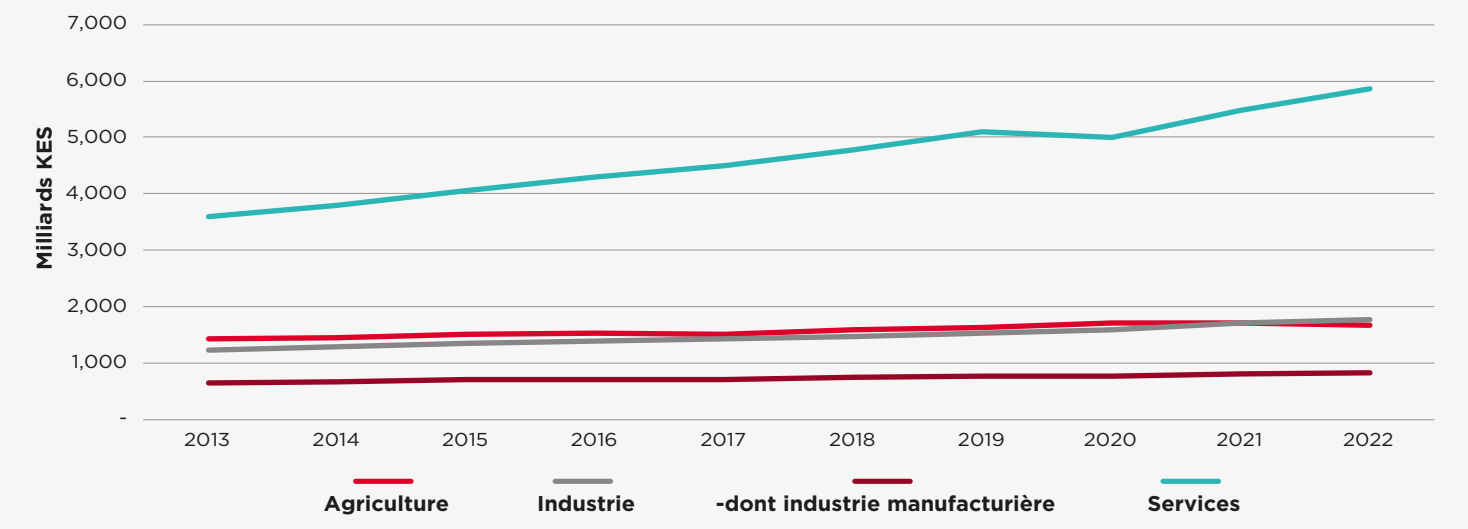

Source: Bureau national des statistiques du Kenya. L'industrie hors industrie manufacturière comprend les mines et carrières ; Les autres services incluent les services financiers, l'administration publique, les services professionnels, l'éducation, la santé, l'immobilier et autres.

Le secteur agricole est de plus en plus soumis aux changements climatiques mais a connu une forte reprise grâce à des pluies améliorant les rendements des cultures et la santé du bétail après deux années de sécheresse.[26] La contribution de l'agriculture ainsi que de l'industrie au PIB est restée largement stable ces dernières années, avec peu de gains de productivité. En revanche, **le secteur des services a connu une croissance forte et soutenue, grâce au changement technologique et en particulier à la digitalisation**, augmentant la productivité.[27]

Cependant, **comme les services constituent des intrants importants pour les autres secteurs de l'économie**, cette croissance peut offrir des opportunités de croissance pour l'ensemble de l'économie, y compris pour les secteurs manufacturier et agricole, comme nous le montrerons dans la suite du rapport.

25 Trading Economics
26 WB, Kenya economic update, Dec 2023.
27 WB, Kenya Economic memorandum, 2023, and Nayyar et al. 2021.

Figure 9:
**Évolution de la valeur ajoutée au Kenya, KES**

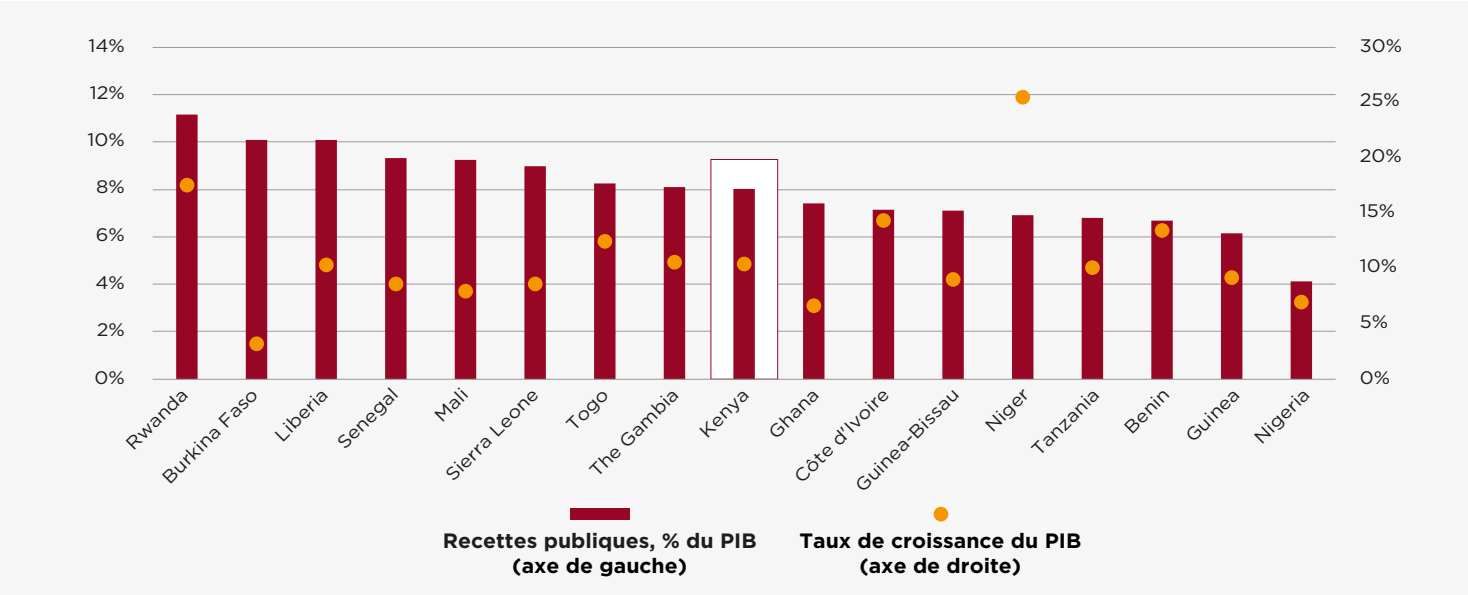



Source: Indicateurs du développement dans le monde. KES constants de 2015.

**L'économie kényane a connu une croissance soutenue avant la pandémie, avec une moyenne de 4,8 % par an entre 2015 et 2019.** Cette croissance positive devrait se poursuivre à moyen terme. Cependant, la pandémie a également inversé les progrès durement acquis du Kenya en matière de réduction de la pauvreté et certains secteurs importants, comme le tourisme, sont restés sous pression.[28]

De plus, le Kenya a connu **une baisse prolongée de son ratio impôts/PIB depuis 2014,** en partie en raison d'une assiette étroite des principaux impôts (par ex., IS, IRPP/PAYE, TVA)[29], et de l'augmentation des paiements du service de la dette. Ainsi, le pays a eu recours à un programme d'accord au titre de la facilité élargie de crédit (FEC) / mécanisme élargi de crédit (MEDC) du FMI d'environ 2,6 milliards USD et s'est engagé sur une trajectoire de consolidation budgétaire.

Figure 10:
**Recettes publiques et croissance du PIB au Kenya et dans les pays pairs d'Afrique subsaharienne**




Source: Indicateurs du développement dans le monde.

28 BM, Mise à jour économique du Kenya, déc. 2021.
29 FMI, Article IV

## C. Stratégie économique et numérique du Kenya

La Vision 2030 du Kenya guide la planification du développement depuis 2008 à travers des plans quinquennaux à moyen terme (MTP) successifs. Le **Kenya a connu une croissance impressionnante et a accédé au statut de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure en 2014,** mais il a également fait face à des sécheresses prolongées, à des invasions de ravageurs et de maladies qui ont affecté la performance du secteur agricole ; à la pandémie de COVID-19 ; aux perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales ; à la volatilité du taux de change ; à la hausse des taux d'intérêt ; et à un espace budgétaire étroit.

L'administration Kenya Kwanza est arrivée au pouvoir en septembre 2022 et a mis en œuvre le quatrième plan à moyen terme, aligné sur les aspirations de la Vision 2030 du Kenya **et sur le Bottom-Up Economic Transformation Agenda (BETA) de Kenya Kwanza**, le manifeste électoral de l'administration.

Grâce à cette approche de planification et à ces stratégies, le Gouvernement se concentre sur la promotion de l'industrialisation et l'accroissement de la productivité du secteur agricole, ainsi que sur la réalisation d'une croissance inclusive mettant l'accent sur la sécurité alimentaire, l'augmentation de l'emploi et la promotion d'une répartition équitable des revenus.

Cinq secteurs prioritaires ont été identifiés, censés avoir le plus grand impact sur les ménages et présentant les liens les plus forts avec d'autres secteurs, à savoir :

- l'agriculture,
- les MPME,
- le logement et l'habitat,
- les soins de santé, et
- **l'autoroute numérique et l'industrie créative.**

En se concentrant sur la stimulation de la croissance dans ces secteurs, le Gouvernement vise à rééquilibrer la qualité de la croissance, en passant d'investissements tirés par le secteur public à une croissance dynamique tirée par le secteur privé, tout en mettant en œuvre **une trajectoire de consolidation budgétaire favorable à la croissance qui ralentira la progression annuelle de la dette publique sans compromettre la prestation de services.** Le MTP privilégie une approche par chaîne de valeur qui peut bénéficier de la numérisation à chaque étape de la production, de la transformation et de la commercialisation.

La numérisation est un catalyseur clé de la stratégie économique globale. Plus tôt cette année, le Gouvernement a annoncé 125 millions USD pour soutenir plusieurs initiatives mises en œuvre par le ministère des TIC, notamment des fonds pour les services partagés du gouvernement, l'initiative d'autoroute numérique, et la construction du Kenya Advanced Institute of Science and Technology à Konza Technopolis, qui comprend un centre de données et des fonctionnalités de ville intelligente.[30] Des fonds supplémentaires ont été engagés pour le Projet d'accélération de l'économie numérique du Kenya et le Hustler Fund (prêts numériques pour les MPME).

## D. L'impact économique potentiel de la numérisation au Kenya

Cette section estime les impacts macroéconomiques d'une numérisation accrue au Kenya pour chaque secteur clé de l'économie, sur la base de recherches universitaires et politiques et de données sur l'économie kényane. Ces impacts reflètent les voies numériques vers la transformation économique et sont alignés sur les objectifs stratégiques du Gouvernement, tels qu'articulés dans le MTP, le Bottom-Up Economic Transformation Agenda et le plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Économie numérique.

Les objectifs politiques, les impacts de la numérisation par secteur et leurs interrelations sont présentés dans le tableau ci-dessous, ainsi que les éléments probants utilisés pour les quantifier. De plus amples détails sur la méthodologie et l'examen des données sont disponibles dans le document méthodologique distinct qui accompagne ce rapport. La méthodologie et les sources de données pour les impacts calculés dans cette section figurent également dans ce document méthodologique distinct.[31]

30 www.connectingafrica.com/author.asp?section_id=816&doc_id=786911&utm_source=eloqua&utm_medium=email&utm_campaign=FEST_News_ConnectingAfrica_NL_20240621&sp_cid=7710&utm_content=FEST_News_ConnectingAfrica_NL_20240621&sp_rid=13950218&sp_aid=10954&sp_eh=9c210b1efb1e06734cba2e0c098b40f8693a72b-b1a5a0689fc4bcce77f7a4a23

31 www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

Table 2:
**Cartographier la numérisation par rapport aux objectifs politiques du Bottom-Up Economic Transformation Agenda et estimer l'impact**

| Secteur | Objectifs politiques | Résultats de la numérisation | Relation d'impact | Règle de preuve |
|---|---|---|---|---|
| **Agriculture** | Développement agricole et productivité agricole, accès aux marchés, accroître et diversifier la production | Agriculture de précision, information ciblée, meilleur accès aux marchés | Accès des agriculteurs à la technologie - productivité, accès au marché, profits | L'accès à la technologie et l'agriculture de précision augmentent les rendements des cultures de 10,5 % à 20 %, et les profits jusqu'à 23 % |
| **Industrie manufacturière** | Diversifier et développer l'industrie manufacturière, attirer les IDE, augmenter les exportations de technologies | Élargir les capacités manufacturières, diversifier la production, accroître les IDE et les exportations | Adoption de nouvelles technologies par les entreprises - productivité, PIB, exportations | L'application de l'IoT industriel et de l'Industrie 4.0 augmente la valeur ajoutée de 15 à 25 % |
| **Transports** | Améliorer les liens commerciaux, les infrastructures de transport et de logistique, renforcer la compétitivité des ports | Réduire les coûts de transaction et de logistique, les retards aux frontières et les fuites fiscales. Augmente la productivité et l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales (CVM) | Plateformes et infrastructures numériques - augmentation de la productivité, capacité portuaire, PIB | Les améliorations du transport augmentent les revenus de 10 %. La numérisation des ports réduit les coûts logistiques de 15 à 25 %. La douane numérique augmente les recettes de 54 % en 5 ans |
| **Commerce** | Diversification économique, renforcer le commerce et les exportations | Améliore les flux commerciaux, croissance du commerce électronique et des exportations de services TIC[32] et de services fournis par voie numérique | Commerce numérique - intégration accrue dans la ZLECAf, commerce électronique et exportations de services | Potentiel d'augmenter la valeur du commerce électronique à 15 % du PIB et la valeur des exportations de TIC à 7 % du PIB |
| **Construction** | Stimuler l'investissement dans le logement et la construction, développer les capacités de production, y compris vertes | Surveillance à distance et RV des chantiers de construction. Données en temps réel, réduction des accidents, modélisation des informations du bâtiment (BIM), analytique et IA | Industrie de la construction numérisée - productivité | Les techniques de construction numériques peuvent augmenter la productivité de 15 % et réduire les coûts de 6 % |
| **Santé** | Accroître l'accès aux soins de santé, améliorer le bien-être, augmenter la productivité du secteur de la santé | Télémédecine, dossiers de santé numériques, paiements numériques des cotisations d'assurance accroissent l'accès aux services de santé et la productivité | Santé numérique - accès accru aux services de santé et productivité | Les solutions de santé numérique permettent aux médecins d'augmenter les consultations de 30 % |
| **Industries créatives** | Développer la production culturelle, donner aux jeunes les moyens d'accéder à des emplois numériques et créatifs | L'accès numérique, les technologies numériques et les services de streaming développent les industries créatives | Accès et plateformes numériques - renforcement des industries du film et de la création | Les plateformes créatives augmentent la contribution au PIB et l'emploi des industries créatives |
| **MPME** | Renforcer la compétitivité et la formalisation des MPME | Améliore les bénéfices des MPME. Facilite l'enregistrement des entreprises, l'accès au financement, les contrats formels | AAccès des MPME au numérique - augmentation des revenus et formalisation | L'adoption de la technologie est associée à une productivité du travail de 2 à 4 % pour les petites entreprises |
| **Gouvernement** | Renforcer la mobilisation des recettes intérieures, prévenir la corruption, améliorer la prestation de services | Augmente les recettes fiscales et génère des économies dans les dépenses publiques grâce à un meilleur ciblage, à la transparence et à la réduction de la corruption | Adoption du mobile money, P2G, G2P - augmentation du PIB, des recettes fiscales, réduction des fuites | L'adoption du mobile money augmente les recettes fiscales de 12 % en moyenne. L'identité numérique pour la protection sociale réduit les fuites de 41 à 47 % |

Note: For details and references see separate methodological document that accompanies this report.[33]

32 TIC signifie Technologies de l'Information et de la Communication. Terme couramment utilisé au cours des deux dernières décennies. Plus récemment, on parle désormais de « numérique ».

33 GSMA, Driving digital transformation of African economies – Document de preuves et de méthodologie, mai 2024. Pages 33 à 36.www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document



## Impact de la numérisation sur le secteur agricole au Kenya

**L'augmentation de la productivité et de la production Agricole** sont des priorités clés pour le gouvernement, l'agriculture restant le principal contributeur à l'économie kényane, plus des deux tiers des Kenyans tirant leurs moyens de subsistance directement ou indirectement de l'agriculture.[34] L'agriculture est également le sous-secteur le plus compétitif du Kenya à l'échelle mondiale, tant pour les exportations traditionnelles comme le thé, le café, les fleurs coupées et les légumes, que pour les cultures d'exportation émergentes comme l'avocat et la noix de macadamia, ainsi que les exportations liées à l'élevage. **La numérisation peut soutenir la diversification de la production vivrière**, et améliorer la productivité agricole, grâce notamment aux outils d'information et de formation en ligne, **aux informations en temps réel sur les cultures et les conditions météorologiques, et à l'agriculture de précision** fournie par des outils numériques. Les progrès récents permettent de fournir des conseils plus efficaces aux agriculteurs grâce à l'agriculture « de précision » utilisant le big data, le GPS, les drones et la communication à haut débit, avec un impact considérable découlant de la diffusion de connaissances expertes, de données et d'informations aux agriculteurs en temps réel. Il a été démontré que l'information combinée à l'accès aux engrais augmente les rendements agricoles de 20 % et les profits de 23 %.[35]

**L'accès accru aux marchés régionaux** peut également être facilité par les bourses agricoles numériques et le soutien aux MPME fournissant des services aux chaînes de valeur des produits de base. L'argent mobile est aussi l'épine dorsale des paiements dans la chaîne de valeur agricole pour les petits exploitants, avec de nombreuses initiatives développées au Kenya pour répondre aux besoins des agriculteurs. Par exemple, le partenariat du gouvernement avec Safaricom a soutenu 8,5 millions d'agriculteurs avec 16 millions de sacs d'engrais via eVoucher/M-PESA[36]

34 MTP IV.

35 Arouna et al. 2021.

36 Rapport annuel de Safaricom et demande d'information au ministère des TIC du Kenya.



## Comment les start-up agri-tech alimentent la numérisation de l'agriculture au Kenya

Le Kenya dispose d'un écosystème de start-up agri-tech prospère et en croissance, à l'avant-garde de l'adoption des technologies numériques pour stimuler la performance agricole et l'accès au marché. Par exemple, la start-up **UjuziKilimo** fournit des recommandations personnalisées sur les plantations par SMS aux agriculteurs en utilisant des capteurs pour mesurer et analyser les qualités du sol. Elle fournit également une plateforme de données pour la gestion des exploitations et l'analyse de données pour appuyer la prise de décision.

**Apollo Agriculture** fournit un financement aux petits exploitants pour se développer, leur permettant d'acheter de meilleurs intrants, d'augmenter leurs récoltes et de transformer leur agriculture de subsistance en agriculture commerciale. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants chez Apollo au comptant ou à crédit. Les agriculteurs peuvent acheter des intrants à crédit et rembourser via leur compte mobile money, et avec le prêt ils reçoivent une formation et une assurance. Apollo rapporte que ses agriculteurs produisent généralement 2,5 fois plus que l'agriculteur kényan moyen. One Acre Fund propose une combinaison similaire d'intrants, de formation et de microfinance ciblée sur les petits exploitants.

**Plusieurs entreprises s'emploient également à améliorer l'accès au marché via des plateformes numériques.** Par exemple, la plateforme de gestion et de commerce de marché agricole numérique de CoAmana fournit aux agriculteurs et aux parties prenantes dans le chaîne de valeur agricole avec des outils numériques essentiels (via USSD, web et application mobile) pour soutenir les ventes et les achats, faciliter les comparaisons de prix, permettre les paiements numériques. Aquatech fournit une plateforme numérique similaire spécialisée dans la pisciculture, connectant pêcheurs, fabricants d'aliments et acheteurs.

**SunCulture** propose un ensemble de services numériques pour stimuler l'agriculture et soutenir les agriculteurs grâce à un meilleur accès à l'énergie et à l'eau : la technologie solaire hors réseau fournit un accès fiable à l'eau, à l'irrigation, à l'éclairage et à la recharge mobile, et les agriculteurs peuvent payer par mobile money en plusieurs fois. L'entreprise affirme que son système peut augmenter les rendements des cultures de **300%** et réduire la consommation d'eau de **80%.**

**Le gouvernement du Kenya soutient ces efforts via le Commodities Fund**, agence gouvernementale créée sous le ministère de l'Agriculture pour fournir des services financiers durables, abordables et accessibles pour le développement du secteur agricole. Visant à encourager l'adoption des technologies informatiques par la communauté agricole, il s'est associé à VunaPay pour #numériser les #coopératives #agricoles et utiliser notre solution de paiement #LastMile pour autonomiser les #petits #exploitants avec un accès à des prêts et avances subventionnés.

L'enquête de la Banque mondiale sur l'adoption de la technologie au niveau des entreprises (FAT) indique que les entreprises formelles de plus de cinq employés au Kenya présentent un degré élevé de sophistication technologique, cependant, la majeure partie de la production étant assurée par des petites exploitations informelles, il subsiste probablement d'importants écarts dans l'adoption de la technologie. L'enquête de la GSMA auprès des micro-entreprises a révélé qu'entre 38 et 68 % utilisent l'internet mobile, comme détaillé ci-dessous.

**Les politiques décrites à la section 4 augmenteraient l'accès et l'adoption de la technologie mobile par les agriculteurs, en particulier à petite échelle, et auraient donc un effet positif sur le niveau de numérisation des chaînes de valeur agricoles.**

**Nous estimons que 10 millions de personnes supplémentaires adoptant les technologies mobiles augmenteraient la productivité agricole à mesure que les applications décrites ci-dessus seraient davantage utilisées, augmentant le rendement par acre, réduisant les pertes post-récolte et améliorant l'accès au marché. Cela pourrait donc ajouter 124 milliards de KES à la valeur ajoutée agricole**, soit 3 % de la valeur ajoutée totale du secteur d'ici 2028. Cela entraînerait la création d'environ 290 000 emplois supplémentaires dans l'agriculture d'ici 2028 et 23 milliards de KES de recettes fiscales supplémentaires générées par le secteur.

Table 3:
**Impacts potentiels d'une numérisation accrue du secteur agricole au Kenya à l'horizon 2028**

| | |
|---|---|
| **Valeur ajoutée du numérique agricole (KES billion)** | 124 |
| **% du PIB sectorial** | 3% |
| **% du PIB** | 0.6% |
| **Emploi** | 290,000 |
| **Recettes fiscales (KES billion)** | 23 |

Constant 2023 KES. Se référer au document méthodologique annexé à ce rapport..[37]

## Impact de la numérisation sur l'industrie manufacturière et Construction au Kenya

**Le sous-secteur manufacturier au Kenya est largement agro-industriel et il existe un grand potentiel pour diversifier et accroître la production industrielle**, augmenter la R&D et la part des exportations technologiques du secteur manufacturier, promouvoir la transformation alimentaire par la transformation locale et la valeur ajoutée.

Les entreprises kényanes pourraient bénéficier des technologies de l'Industrie 4.0 en adoptant des technologies numériques avancées, telles que le cloud computing, l'impression 3D, l'analyse du big data et l'IA. L'automatisation des usines avec la technologie IoT cellulaire optimise les processus de fabrication avec une efficacité accrue, moins d'erreurs humaines, une fiabilité et une sécurité accrues et une réduction le gaspillage et les temps d'arrêt. Des capacités manufacturières élargies peuvent conduire à une plus grande intégration aux chaînes de valeur mondiales et à une augmentation supplémentaire des productions, à une moindre concentration des produits et des marchés et à des liens avec des marchés spécialisés.[38] Dans un large éventail de secteurs, la mise en œuvre des technologies de l'industrie 4.0 a permis d'obtenir des réductions de 30 à 50 % des temps d'arrêt des machines, des augmentations de 10 à 30 % du débit, des améliorations de 15 à 30 % de la productivité du travail, et des prévisions 85 % plus précises.[39] L'application de l'Internet des objets dans le contexte manufacturier à elle seule pourrait **augmenter la productivité manufacturière de 10 à 25 % et la valeur ajoutée de 20 %.[40]**

37 GSMA, Conduire la transformation numérique des économies africaines – Document de preuves et méthodologie, mai 2024. Pages 33 à 36.www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

38 Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde 2020.

39 www.mckinsey.com/capabilities/operations/our-insights/capturing-the-true-value-of-industry-four-point-zero ; www.ptc.com/en/solutions/maximizing-revenue-growth

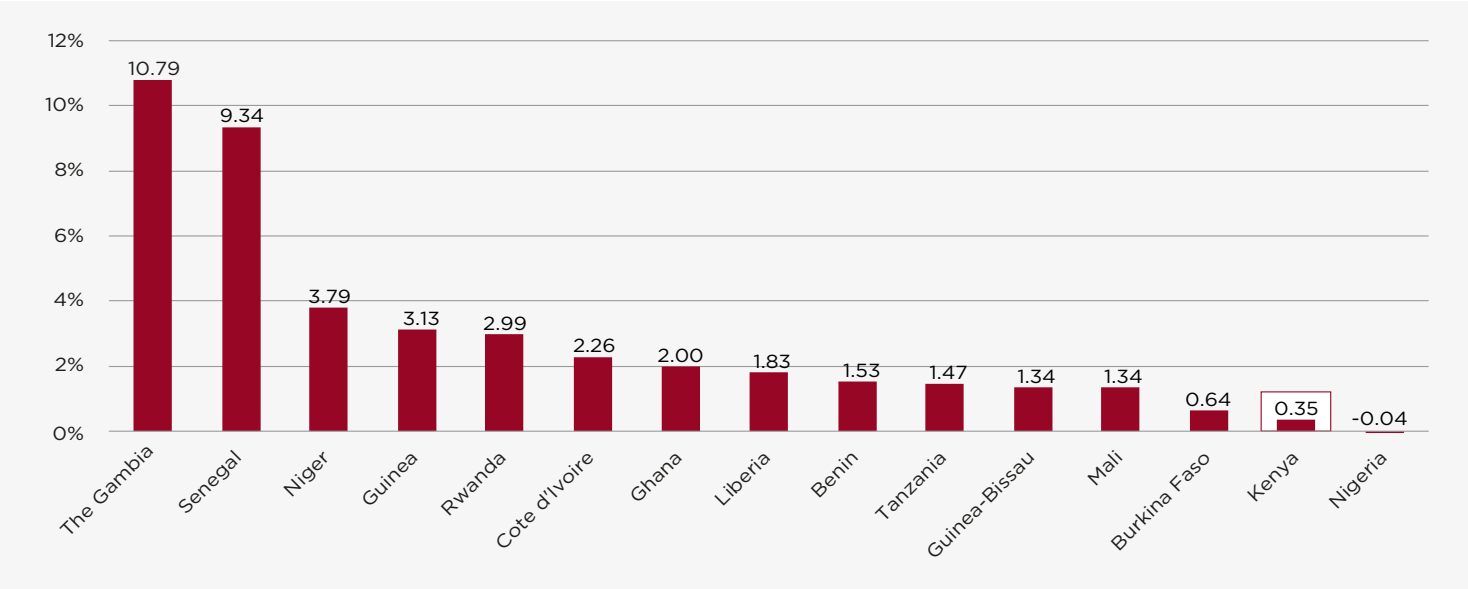
40 Service de recherche des députés du Parlement européen, « Industrie 4.0 : la numérisation pour la productivité et la croissance », (Parlement européen, septembre 2015).

Une enquête de la Kenya Association of Manufacturers a montré que les entreprises kényanes utilisent déjà des capacités de fabrication avancées telles que l'impression 3D, mais des défis demeurent concernant le développement des compétences pertinentes et le financement, en particulier pour les MPME, qui constituent la grande majorité des entreprises manufacturières du pays.[41]

En outre, l'industrie soutient l'objectif du gouvernement de développer des capacités de fabrication de dispositifs intelligents abordables avec une gamme de prix de 40 $ US grâce à la promotion de la fabrication locale.[42]

Les entreprises étrangères jouent un rôle important dans le renforcement des capacités industrielles et l'accélération de la croissance de la production locale, et elles sont attirées par des investissements dotés d'une infrastructure de connectivité solide et d'un écosystème numérique dynamique. Bien que le Kenya ait pris du retard en matière de flux d'IDE ces dernières années, il peut **attirer davantage d'investissements en défendant la transformation numérique du secteur industriel kényan,** une plus grande disponibilité des technologies numériques pour la fabrication et le savoir-faire.

Figure 11:
**Comparaison par pays des flux d'IDE**




Source: Indicateurs du développement dans le monde 2022.

41 How to grow manufacturing and creaste fjobs in a digital economy, 10 policy priorities for Kenya, KAM and ODI, 2018.

42 MTP



Le gouvernement a conçu et investi dans Konza Technopolis, une ville intelligente qui vise à attirer l'externalisation des processus métier, le développement de logiciels, les centres de données, les centres de reprise après sinistre, les centres d'appels et les industries manufacturières d'assemblage léger. Le gouvernement reconnaît que le succès du projet repose sur un secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) florissant et une infrastructure de connectivité fiable pour attirer les investisseurs, ainsi que sur des partenariats avec les universités et les start-ups pour soutenir la recherche et le développement. [43]

**Le secteur de la construction est également un secteur qui a tout à gagner de la numérisation**. Bien qu'il soit encore largement en retard dans l'exploitation des technologies numériques, le secteur pourrait rapidement tirer parti des gains d'efficacité grâce à la surveillance à distance et à la RV des chantiers de construction, aux données en temps réel, à la réduction des accidents, à la modélisation des informations du bâtiment, à l'analyse et à l'IA. Cela pourrait contribuer substantiellement au pilier Logement et Habitat de l'Agenda de transformation économique par le bas.

**Les politiques décrites à la section 4 augmenteraient le niveau de numérisation du secteur manufacturier. Nous estimons que 10 millions de personnes supplémentaires ayant accès à la technologie mobile entraîneraient une adoption accrue de technologies plus avancées dans le secteur manufacturier. Cela pourrait ajouter 122 milliards de KES à la valeur ajoutée industrielle,** soit 3,5 % de la valeur ajoutée totale du sous-secteur, d'ici 2028, dont 37 milliards de KES proviendraient du secteur de la construction. Cela entraînerait la création d'environ 158 000 emplois supplémentaires dans l'industrie d'ici 2028 et 22 milliards de KES de recettes fiscales supplémentaires provenant de l'augmentation de la valeur ajoutée pour l'économie.

Tableau 4:
**Impacts potentiels d'une numérisation accrue du secteur manufacturier et BTP au Kenya en 2028**

| | Numérisation du secteur manufacturier | Numérisation du secteur Construction |
|---|---|---|
| **Valeur ajoutée (KES billion)** | 122 | 37 |
| **% du PIB sectoriel** | 3.5% | 2.6% |
| **% du PIB** | 0.6% | 0.2% |
| **Emploi** | 158,000 | 47,000 |
| **Recettes fiscales (KES billion)** | 22 | 7 |

Constant 2023 KES. Se référer au document méthodologique annexé à ce rapport. [44]

43 https://konza.go.ke/

44 GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, May 2024. Pages 33 to 36. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

## Impact de la numérisation sur le secteur des transports au Kenya

**Le sous-secteur des transports et de la logistique est l'un des sous-secteurs habilitants clés pour l'industrie manufacturière du Kenya, un intrant clé pour le secteur agricole et pour une plus grande intégration dans les chaînes de valeur mondiales.** La performance du sous-secteur logistique au Kenya s'est améliorée, mais il reste une marge d'amélioration. Le temps de séjour médian des exportations kényanes est de 5,3 jours.[45]

**La numérisation de l'épine dorsale des transports et des procédures frontalières facilite le commerce et améliore la connectivité des flux commerciaux internationaux.** Par exemple, Lori System opère au Kenya pour mettre en relation les propriétaires de cargaisons avec des transporteurs de confiance afin de déplacer efficacement les marchandises à travers l'Afrique. Elle gère un réseau de plus de 20 000 camions au Kenya, au Nigeria et en Ouganda, utilisant la technologie pour optimiser les tarifs facturés par les transporteurs et coordonner les mouvements des camions.

Lori estime que l'exploitation numérique du fret de retour pourrait **réduire le coût du transport de 20 à 25 %.** Cela pourrait s'avérer extrêmement avantageux financièrement pour le Kenya, qui exporte de grandes quantités de matières premières et de produits de base qui pourraient devenir plus compétitifs si les coûts de transport étaient réduits : si ces économies se concrétisaient pour toutes les exportations de biens, cela permettrait au pays **d'économiser jusqu'à 2 milliards de dollars US par an**. La confirmation numérique en temps réel de la livraison peut également réduire considérablement le temps d'attente au port, car la preuve de paiement parvient immédiatement au propriétaire de la cargaison qui peut libérer la marchandise.

**Les plateformes numériques modernes permettent aux parties prenantes portuaires de partager des données et des informations et de payer les douanes numériquement, a**méliorant la logistique portuaire et les processus administratifs, rationalisant les opérations et augmentant les recettes. **Le port de Mombasa, qui est un pôle régional important** et traite plus de 1,6 million d'équivalents vingt pieds (EVP) par an, a déployé une intégration transparente de M-Pesa ciblant en particulier les petits paiements inférieurs à 70 000 KES.[46]

**L'innovation numérique peut également jouer un rôle important dans la mise en place de systèmes de transport et de mobilité efficaces dans les villes**, depuis les systèmes SIG qui soutiennent le développement de systèmes de transit multimodaux jusqu'à la collecte et l'analyse en temps réel des informations sur le trafic, en passant par la signalisation routière intelligente et la collecte automatisée des tarifs pour le stationnement et les transports publics.

**Les politiques décrites dans ce rapport augmenteraient le niveau de numérisation du secteur des transports et de l'infrastructure portuaire numérique.** Cela pourrait ajouter 107 milliards de KES à la valeur ajoutée des transports, soit 4,4 % de la valeur ajoutée totale du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait la création de 152 000 emplois supplémentaires dans les transports d'ici 2028 et 20 milliards de KES de recettes fiscales supplémentaires provenant de l'augmentation de la valeur ajoutée pour l'économie.

Tableau 5:
**Impacts potentiels d'une numérisation accrue sur le secteur des transports au Kenya à l'horizon 2028**

| | |
|---|---|
| **Valeur ajoutée liée à la numérisation du secteur des transports (KES billion)** | 107 |
| **% du PIB sectoriel GDP** | 4.4% |
| **% du PIB** | 0.5% |
| **Emploi** | 152,000 |
| **Recettes fiscales (KES billion)** | 20 |

Constant 2023 KES. Voir le document méthodologique séparé accompagnant ce rapport.[47]

45 World Bank, Kenya Economic Memorandum, 2023.

44 Kenya Ports Authority.

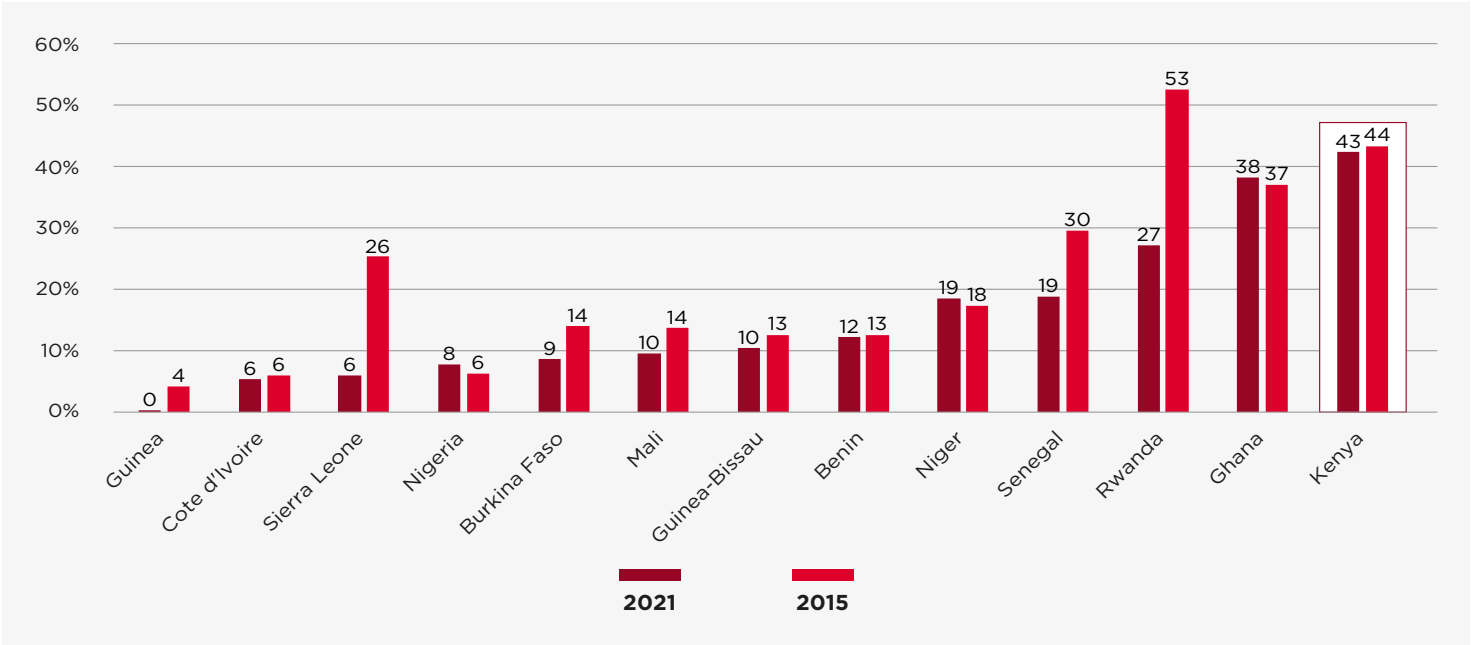
47 GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, May 2024. Pages 33 to 36. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

## Impact de la digitalisation sur le commerce des services numériques au Kenya

**Le développement du secteur commercial a joué un rôle important dans la stratégie de diversification** économique du Kenya, et les exportations de services représentaient plus de 42 % du PIB en 2022. L'adoption de nouvelles technologies peut encore élargir la commercialisation de certains services et la croissance des services fournis numériquement.

Le gouvernement cherche à développer le commerce électronique et à améliorer la gestion de l'information et des connaissances des MPME, tout en promouvant le Kenya comme pôle régional africain du commerce électronique. Cela peut être réalisé en soutenant l'adoption des technologies numériques par les entreprises et en établissant des partenariats avec l'industrie numérique.

Figure 12:
**Exportations de services, en % des exportations totales**

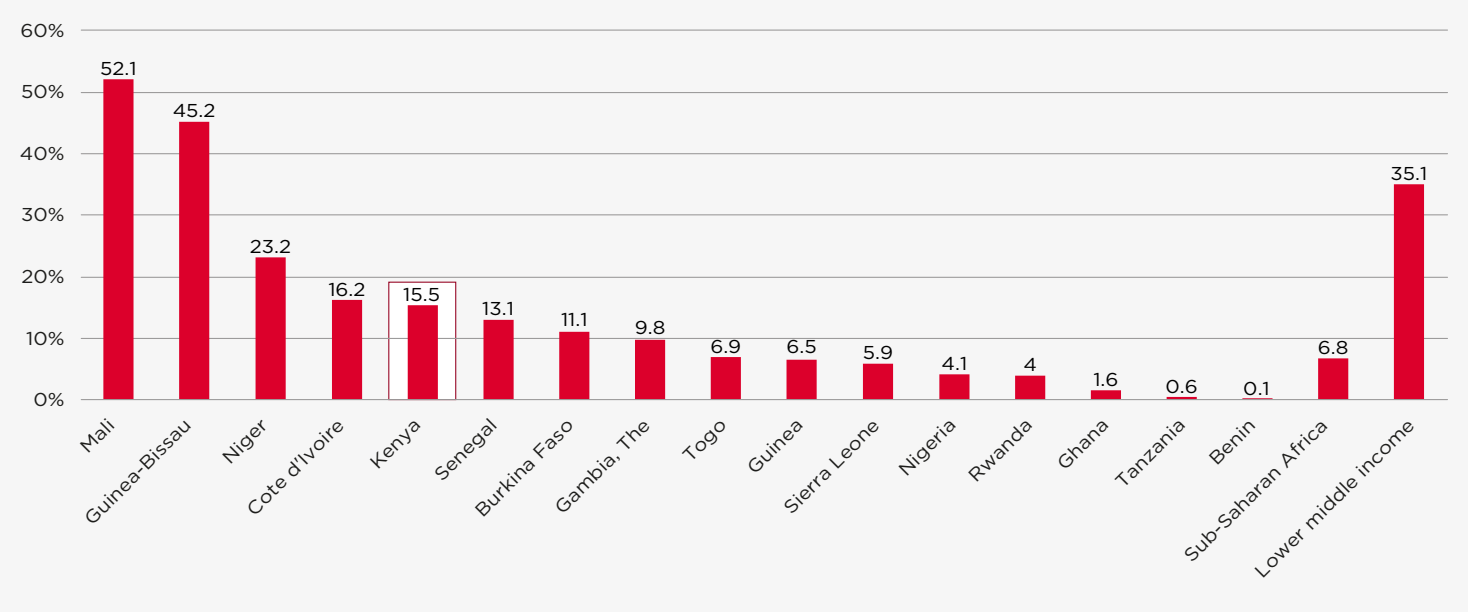



Source: Indicateurs du développement dans le monde.

Les services échangeables comprennent les services TIC et les services financiers, ainsi que les services professionnels et techniques. Ces sous-secteurs ont tendance à être à forte intensité de connaissances, peuvent souvent être commercialisés à l'aide de technologies numériques et nombre d'entre eux constituent des intrants importants pour d'autres secteurs. Les exportations de services numériques du Kenya représentent désormais environ un tiers des exportations de services du Kenya, contre un peu plus de 10 % en 2005, ce qui fait du pays le deuxième exportateur de services fournis numériquement en Afrique subsaharienne, tandis que les exportations liées aux TIC représentent environ 15 % des exportations de de services.[48]

48 Banque mondiale, Mémorandum économique sur le Kenya, 2023.

Figure 13:
**Exportations de technologies de l'information et des communications en % des exportations totales de services**




Source: World Development Indicators

Grâce à la croissance des services de paiement numérique, du commerce électronique et à la réduction des obstacles au commerce numérique transfrontalier, **le Kenya pourra également profiter des opportunités de commerce numérique découlant de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).** Cela soutiendra davantage la diversification de l'économie et l'approfondissement de la coopération économique dans la sous-région. Pour permettre une telle croissance et la commercialisation des services numériques au niveau régional, la réglementation des flux de données transfrontaliers devra être soigneusement examinée et les exigences de localisation fixées au minimum nécessaire pour atteindre les objectifs politiques essentiels et de manière à minimiser les restrictions au commerce.[49]

**Les politiques décrites dans la section 4 augmenteraient la numérisation du secteur commercial. Dix millions de personnes supplémentaires utilisant les technologies mobiles entraîneraient une demande accrue de commerce électronique de la part des consommateurs, ainsi qu'une adoption supplémentaire par les entreprises de services et une expansion des services fournis numériquement. Cela pourrait ajouter 22 milliards de KES en valeur ajoutée**, soit l'équivalent de 1,4 % de la valeur ajoutée totale du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait une création d'emplois supplémentaires dans le commerce de plus de 31 000 personnes d'ici 2028 et 4 milliards de KES de recettes fiscales supplémentaires grâce à l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Tableau 6:
**Impacts potentiels d'une numérisation accrue du secteur de commerce au Kenya à l'horizon 2028**

| | |
|---|---|
| **Valeur ajoutée liée à la digitalisation du commerce (KES billion)** | 22 |
| **% du PIB sectorial** | 1.4% |
| **% du PIB** | 0.1% |
| **Emploi** | 31,000 |
| **Recettes fiscales (KES billion)** | 4 |

Constant 2023 KES. Voir le document méthodologique séparé accompagnant ce rapport [50]

49 OMC, FMI, Commerce numérique pour le développement,, 2023: https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/dtd2023_e.pdf

50 GSMA, Favoriser la transformation numérique des économies africaines — Document de preuves et de méthodologie, mai 2024. Pages 33 à 36 www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

## Impact de la digitalisation du secteur de Santé au Kenya

**Les solutions numériques pour la santé peuvent améliorer le bien-être grâce à un meilleur accès aux services de santé, tout en contribuant à l'économie via des économies de coûts et une productivité accrue.** Les applications de santé numérique vont des consultations de télémédecine permettant aux médecins de consulter les patients par voix numérique ou vidéo HD, aux dossiers de santé électroniques qui permettent des diagnostics plus précis et réduisent les coûts administratifs. La technologie numérique peut également soutenir la collecte et l'analyse de données sur la diffusion des maladies et les traitements, pour permettre une meilleure gestion des maladies comme le montre l'exemple réussi ci-dessous.

Seule une personne sur quatre au Kenya (26 % des femmes et 27 % des hommes) dispose d'une forme d'assurance maladie.51 Les paiements numériques et la pénétration de l'assurance numérique stimulent et améliorent les processus de demandes d'indemnisation et facilitent les cotisations et l'inscription aux exigences de l'assurance maladie nationale. Par exemple, au Ghana, un système de paiement par mobile money pour le renouvellement des adhésions et le paiement des primes a permis d'améliorer les taux d'inscription et de rétention, faisant passer la proportion de renouvellements mobiles par rapport au total des renouvellements de 67,4 % à 82,3 % en un an.52 Si une augmentation similaire de l'inscription devait se matérialiser au Kenya, **l'adoption de l'assurance maladie numérique pourrait permettre à 20 % de personnes supplémentaires d'avoir une assurance maladie, portant la couverture à 34 % des Kényans.**

Le ministère de la Santé a mis en œuvre le Système électronique d'information sanitaire communautaire (ECHIS) dans le comté de Kisumu pour numériser le travail des agents de santé communautaires, y compris l'enregistrement des ménages, **les visites, les orientations et les suivis, la saisie d'informations, le reporting et les communications via tablette mobile.** Les agents de santé rapportent que le système réduit la charge de travail et rend les visites plus rapides, évite de transporter de lourds registres et est beaucoup plus précis que le papier. En fin de compte, il améliore la gestion sanitaire et la prise de décision car les données peuvent être consultées par les institutions concernées au niveau du comté et au niveau national, et donc les systèmes de prestation de soins et les résultats sanitaires.53

En outre, les priorités numériques du ministère de la Santé incluent la numérisation de 14 000 établissements de santé, dont 46 hôpitaux qui ont été connectés à la fois au réseau local (LAN) et à la dorsale NOFBI (réseau étendu). Les avantages potentiels de la santé numérique sont significatifs, par exemple, une étude McKinsey de 2021 estime que l'adoption de la santé numérique (via des applications numériques, le passage au sans-papier) pourrait libérer entre 400 millions et 2,5 milliards USD au Kenya (4 à 14 % des dépenses totales de santé projetées) d'ici 2030.54

**Les politiques décrites dans la section 4 augmenteraient l'utilisation de la technologie mobile pour les applications de santé numérique, par les patients et les agents de santé, amélioreraient les connexions entre patients et médecins et l'efficacité de la prestation de services. Ces effets de la numérisation du secteur de la santé ont le potentiel d'ajouter 19 milliards de KES en valeur ajoutée**, soit l'équivalent de 5,3 % de la valeur ajoutée du sous-secteur d'ici 2028. Cela entraînerait la création de 17 000 emplois supplémentaires dans le secteur de la santé d'ici 2028 et 3 milliards de KES de recettes fiscales supplémentaires grâce à l'augmentation de la valeur ajoutée à l'économie.

Table 7:
**Impacts potentiels d'une numérisation accrue du secteur de la Santé au Kenya à l'horizon 2028**

| | |
|---|---|
| **Valeur ajoutée liée à la numérisation du secteur de la Santé (KES billion)** | 19 |
| **% du PIB sectorial** | 5.3% |
| **% du PIB** | 0.1% |
| **Emploi** | 17,000 |
| **Recettes fiscales (KES billion)** | 3 |

Constant 2023 KES. Voir le document méthodologique séparé accompagnant ce rapport[55]

51 Enquête démographique et de santé du Kenya, 2022.
52 Addae-Nketiah A. Facteurs influençant l'utilisation et l'adoption par les abonnés du service de renouvellement mobile du NHIS. Open J Soc Sci. 2022;10:451-475.
53 https://www.youtube.com/watch?v=kYAT2s_twEg
54 https://www.mckinsey.com/industries/healthcare/our-insights/how-digital-tools-could-boost-efficiency-in-african-health-systems
55 GSMA, Favoriser la transformation numérique des économies africaines — Document de preuves et de méthodologie, mai 2024. Pages 33 à 36. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document



## CEMA Kenya fournissant des solutions de santé basées sur les données

Le Centre de modélisation et d'analyse épidémiologiques (CEMA) est un partenariat entre l'Université de Nairobi et Qhala, un cabinet de conseil fournissant des solutions de transformation numérique au Kenya. C'est un centre multidisciplinaire visant à soutenir le contrôle, l'élimination et l'éradication des maladies infectieuses, en fournissant des projections de maladies localement pertinentes en temps réel, en utilisant des approches numériques basées sur les données pour améliorer les résultats sanitaires.

L'expertise du CEMA comprend des épidémiologistes, des modélisateurs, des microbiologistes, des spécialistes des maladies infectieuses, des cliniciens, des ingénieurs de données et des informaticiens. L'équipe travaille à rassembler les données de santé provenant des institutions publiques et des communautés à travers le Kenya et à les traiter de manière à ce qu'elles soient disponibles pour la prise de décision par les cliniciens ainsi que par les décideurs politiques.

Par exemple, lorsque la COVID-19 a été déclarée pandémie mondiale, le Kenya dépendait fortement des données mondiales et était confronté à des projections qui ne correspondaient pas toujours à ses circonstances uniques. Qhala a comblé cette lacune critique en matière de données et a pu identifier et cartographier les cas de Covid et soutenir les décisions par le Ministère de la Santé. Ils travaillent maintenant à étendre la plateforme à toutes les données de santé primaires, ainsi qu'aux maladies tropicales négligées et autres maladies infectieuses, pour soutenir la gestion des maladies grâce à la modélisation épidémiologique.

Les données collectées et la modélisation peuvent être utilisées pour suivre les objectifs d'élimination des maladies du gouvernement, comprendre combien de temps il faudra pour éradiquer une maladie en fonction de la fréquence des traitements et surveiller les niveaux et les zones de traitement. Le suivi des données mobiles pourrait être utilisé pour suivre et cibler les communautés mobiles difficiles à atteindre avec les traitements, par exemple dans le comté du trachome la pénétration du traitement n'est que de 50 % en raison d'une partie de la population migrant régulièrement vers l'Ouganda et le Soudan et retour.

Les données et l'analyse soutiennent également l'évaluation du rapport coût-efficacité des décisions de traitement.

À l'avenir, l'équipe prévoit de collecter davantage de données grâce à l'utilisation par les agents de santé communautaires d'une application mobile sur tablettes pour enregistrer les informations des patients. Un essai a permis d'identifier 20 000 cas de diabète dans une communauté.

Source: https://cema-africa.uonbi.ac.ke/about et entretiens avec le personnel du CEMA.

## MPME, pôles technologiques et industries créatives

**Le sous-secteur des MPME traverse tous les secteurs de l'économie kenyane, contribuant à environ 24%** du PIB et représentant approximativement 90 % des entreprises du secteur privé. En 2022, le secteur informel, dont la majorité sont des micro, petites et moyennes entreprises (MPME), représentait 83 % de l'emploi total, soit environ 16 millions sur les 19 millions de travailleurs.[56] À ce titre, encourager la croissance des entreprises numériques, en particulier les MPME, et soutenir la formalisation des entreprises sont des objectifs clés du gouvernement. Grâce à la loi sur les startups (Startup Act), le gouvernement a facilité la création et la certification de programmes d'incubation, ainsi que des incitations pour les startups, générant une accélération significative de l'activité dans l'écosystème des startups.[57]

**L'accès aux TIC et aux services numériques est essentiel pour concrétiser cette vision et soutenir l'écosystème des startups.** Cet accès a été associé à des avantages pour les MPME allant d'un meilleur accès à l'information et aux marchés, à une productivité accrue et à la création d'emplois. Pour les entreprises formelles, une adoption plus élevée de la technologie est associée à une productivité du travail allant jusqu'à 2 %, atteignant 4 % pour les entreprises informelles.[58]

**Dans ce cadre, l'entrepreneuriat numérique offre de nouvelles opportunités de création d'emplois et de compétences.** Le Kenya dispose d'un écosystème de startups bien établi,[59] et d'une large part d'entreprises numériques grâce à des modèles d'affaires numériques dans tous les secteurs économiques et largement tirés par la disponibilité de solutions de mobile money et son utilisation par la population, où 93 % des micro-entrepreneurs possèdent un compte mobile money.[60] C'est le troisième plus grand pôle d'incubation et d'accélération technologique de la région, la plupart des entreprises se concentrant sur la FinTech, suivie du e-commerce et du logiciel en tant que service, totalisant environ 4,8 milliards USD d'investissements en un an.[61]

Par exemple, Nailab est un incubateur de startups pour entreprises technologiques qui propose des programmes d'entrepreneuriat de 3 à 6 mois axés sur le développement d'idées innovantes basées sur la technologie. Nailab a obtenu un projet d'incubation technologique de 1,6 million USD du ministère de l'Information et des Communications et de la Banque mondiale.[62]

De plus, la technologie mobile est également un catalyseur important de l'économie à la tâche (gig economy), estimée à 345 millions USD, employant entre 90 000 et 1,2 million de travailleurs indépendants en ligne au Kenya.[63] Le travail de plateforme ou à la tâche désigne les transactions médiatisées par une application ou un site web, qui met en relation clients et travailleurs fournissant des services contre rémunération, comme Upwork et Uber. Les plateformes de médias sociaux permettent également aux travailleurs de promouvoir leurs services et de chercher un emploi. Bien que les plateformes présentent des lacunes en matière de sécurité et de garanties, elles offrent des opportunités de génération de revenus et peuvent offrir un potentiel d'emploi significatif.

56 MTP IV.

57 République du Kenya, The Startup Bill, 2022

58 Cirera, Comin, et Cruz 2022. Aussi : Bhattacharya, 2019 et Mothobi, Gillwald, et Aguera, 2020

59 45 Rapport sur l'écosystème des startups au Kenya, 2022, Disrupt Africa.

60 46 Zhu et al. 2022 et enquête consommateurs GSMA.

61 47 Banque mondiale, Mémorandum économique du Kenya, 2023.

62 www.forbes.com/sites/mfonobongnsehe/2013/01/24/1-6-million-tech-incubation-program-launched-in-kenya/

63 Les femmes dans l'économie de plateforme – Expériences des femmes tirant leurs moyens de subsistance des plateformes au Ghana, au Kenya et au Nigeria, septembre 2022, par Caribou Digital en partenariat avec la Mastercard Foundation



Hustler Fund
JIINUE · JIENDELEZE

## Fonds Hustlers: Microcrédit via les technologies numériques

Le Hustler Fund est une initiative d'inclusion financière numérique conçue pour améliorer l'accès financier pour les particuliers, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au Kenya. Il propose des prêts personnels et des prêts aux micro-entreprises (prêt Biashara) ciblant le segment de la population financièrement exclu.

Il est déployé en partenariat avec des opérateurs mobiles et les clients peuvent s'inscrire et accéder au Hustler Fund sur n'importe quel réseau mobile et effectuer et recevoir des paiements via mobile money à travers les portefeuilles mobiles des clients. Les montants d'emprunt vont de 500 KES pour un prêt personnel à 1 000 000 KES pour un prêt d'entreprise de groupe, avec des taux d'intérêt entre 7 et 8 %.

Il existe également un mécanisme d'épargne obligatoire sur les montants empruntés, ainsi que l'option d'épargne volontaire.

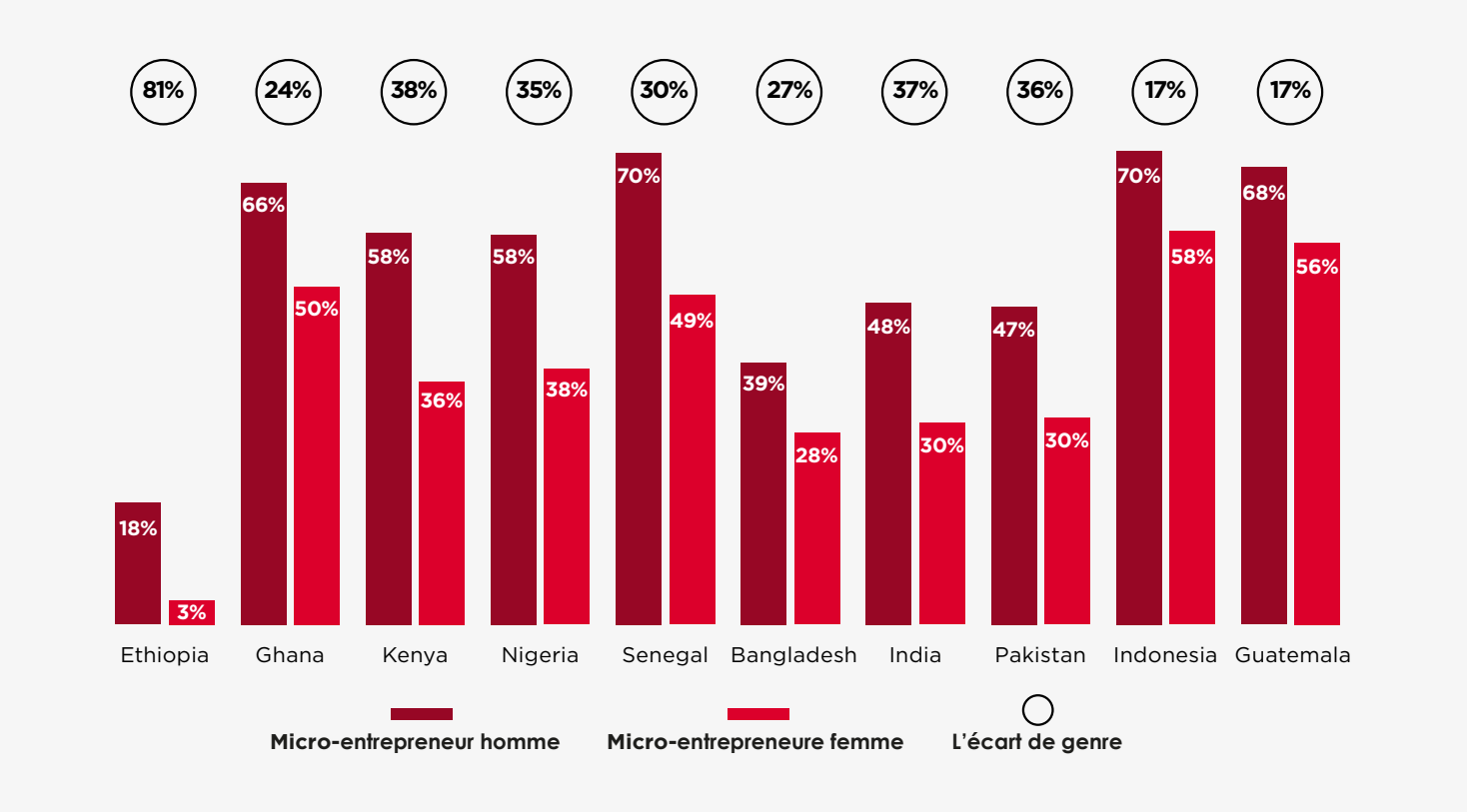
En un an jusqu'à fin 2023, le fonds a déboursé 39,7 milliards KES à 21,8 millions de personnes et mobilisé 2 milliards KES d'épargne. Les remboursements totaux s'élèvent à 28,75 milliards KES. Safaricom a indiqué dans ses résultats de fin d'exercice FY24 que 21 millions de personnes et 651 000 groupes avaient été enrôlés, déboursant 49,58 milliards KES avec un taux de remboursement de 77 %KES 49.58 billion with repayment rate of 77%.

DIAL *254# airtel Safaricom Telkom

Source: https://www.hustlerfund.go.ke/ and https://www.president.go.ke/hustler-fund-loan-limit-raised-president-ruto/ and Safaricom annual report.

Cependant, des défis subsistent au Kenya concernant l'adoption et la connaissance des technologies numériques par les micro-entrepreneurs. Une enquête de la GSMA auprès de plus de 8 000 micro-entrepreneurs au Kenya et dans d'autres pays africains en 2022, a collecté des données sur leur utilisation du mobile pour les affaires et a constaté que parmi les micro-entrepreneurs interrogés au Kenya, seuls 58 % des hommes micro-entrepreneurs utilisent l'internet mobile, avec un écart de genre significatif de 38 % de femmes micro-entrepreneures utilisant la technologie. Malgré cela, 92 % des femmes et 93 % des hommes micro-entrepreneurs interrogés possèdent un compte mobile money, ce qui est essentiel pour leur capacité à traiter les paiements et à adopter des modèles commerciaux innovants.

Figure 14:
**Adoption de l'internet mobile par les micro-entrepreneurs**




Source: GSMA comprendre l'utilisation des téléphones mobiles à des fins professionnelles par les micro-entrepreneures,2023

Enfin, la digitalisation a un rôle important à jouer dans les industries créatives du Kenya, comme le reconnaît le gouvernement dans **ses objectifs visant à renforcer le développement de contenus numériques.**

La chaîne de valeur du secteur créatif comprend des intrants allant du transport et de la logistique à la finance et au merchandising de produits, qui peuvent tous être améliorés par les technologies numériques. En sortie, elles nourrissent les talents et compétences locaux, contribuent à la valeur ajoutée et à l'influence culturelle du Kenya dans le monde. L'investissement dans les industries créatives numériques peut atteindre un multiplicateur d'impact compris entre 1,43 et 1,97 pour chaque unité d'investissement.[65]

64 GSMA, Comprendre l'utilisation du téléphone mobile par les femmes micro-entrepreneures pour les affaires — Données probantes de 10 pays à revenu faible et intermédiaire, 2023

65 Impact socio-économique de Netflix, Afrique du Sud, Nigeria et Kenya,2016-2022.

## Impact du gouvernement numérique au Kenya

**L'Indice de développement de l'e-gouvernement (EGDI) 2022 de l'ONU classe le Kenya comme ayant un « EGDI élevé », au 113e rang sur 192 États membres de l'ONU, 10e plus élevé en Afrique** et le plus élevé en Afrique de l'Est (hors Maurice et Seychelles).[66] Une amélioration par rapport au 122e rang et à l'« EGDI moyen » du rapport 2018. Cela reflète la priorisation par le gouvernement du Kenya d'une « autoroute numérique » et du gouvernement numérique dans l'Agenda de transformation économique par le bas (BETA) et la Vision 2030 du Kenya.

**Le gouvernement numérique était un pilier clé du Plan stratégique 2018-2022 du ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie numérique (« Ministère »)**. Les réalisations incluent : la plateforme de services gouvernementaux eCitizen lancée avec plus de 5 000 services ; le réseau central commun du gouvernement (GCCN) modernisé et connecté à 78 ministères et agences gouvernementales ; 443 bâtiments gouvernementaux, 91 hôpitaux et 23 postes de police raccordés au réseau dorsal gouvernemental ; et 884 écoles secondaires publiques connectées à internet. Cependant, l'évaluation du Ministère lui-même était que la mise en œuvre de ce plan stratégique a été « sapée par un financement inadéquat ; de faibles niveaux d'alphabétisation et une adoption lente des technologies ; des cybermenaces et attaques ; et la pandémie de COVID-19 ».[67]

Cela a éclairé l'élaboration de l'actuel Plan stratégique 2023-2027 du Ministère dans son ensemble et spécifiquement l'Objectif stratégique 6 visant à améliorer l'accès aux services et produits numériques du gouvernement, avec des livrables et mesures très clairs résumés ci-dessous :

Tableau 8:
**Objectif stratégique 6 – améliorer l'accès universel aux services gouvernementaux numérisés**

| | |
|---|---|
| **Mesures** | • % de services gouvernementaux mis en ligne : Année 1 : 30 %, Année 5 : 80 %<br>• % de processus de back-office gouvernementaux numérisés : Année 1 : 25 %, Année 5 : 100 %<br>• citoyens formés aux compétences numériques : Année 1 : 50 000, Année 5 : 150 000<br>• % de la population accédant aux produits et services numériques : Année 1 : 24 %, Année 5 : 70 % |
| **Indicateurs de performance des résultats** | • Population enregistrée sur les plateformes en ligne du gouvernement : Point de départ 102 000 ; Point intermédiaire 103 000 ; Point final 104 000<br>• Proportion de la population accédant aux produits et services numériques : Point de départ 18 % ; Point intermédiaire 45 % ; Point final 70 % |

Source: Résumé des auteurs du Plan stratégique 2023-2027.

66 Table 2.1 Rapport EGDI 2022 de l'ONU Web version E-Government 2022.pdf (un.org)

67 Plan stratégique 2023-2027 du ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie numérique ; Résumé exécutif https://ict.go.ke/wp-content/uploads/2024/02/STRATEGIC-PLAN-2023-2027.pdf



**Fait important, pour soutenir la mise en œuvre du Plan stratégique, en juin 2023, le ministère a négocié un financement de 570 millions USD auprès de la Banque mondiale pour le Programme d'accélération de l'économie numérique du Kenya,** et a conclu des programmes de partenariat où le gouvernement numérique est un pilier clé, tels que ceux avec le PNUD et l'UIT (Centre mondial d'innovation et d'entrepreneuriat devant être établi au Kenya).

**En outre, dans la conception du pilier gouvernement numérique du plan stratégique, les enseignements tirés des phases précédentes sont pris en compte,** notamment:

- la réingénierie des processus opérationnels et l'application des technologies numériques pour améliorer la prestation des services publics ;
- l'alignement des structures institutionnelles, des fonctions, des politiques et des stratégies qui faciliteront la digitalisation progressive ;
- l'intégration des services destinés aux citoyens sur la plateforme e-Citizen et l'adoption du bureau sans papier pour les opérations gouvernementales ;
- la mise en place d'un système de gestion des connaissances pour collecter, organiser, stocker et partager les données ; et
- l'élaboration de procédures opérationnelles normalisées détaillées pour les processus clés..[68]

68 p. 35-36, Plan stratégique 2023-2027

**Le ministère a réalisé de bons progrès concernant le pilier gouvernement numérique au cours de la première année du plan stratégique, conjointement avec d'autres programmes entrepris par le gouvernement. Des exemples sont fournis dans le tableau ci-dessous.[69]**

| | |
|---|---|
| **Services de gouvernement numérique :Portail E-Citizen** | • 15 692 services sont entièrement intégrés sur le portail e-Citizen et 5 000 services sont en cours de déploiement sur l'application mobile Gava Mkononi e-Citizen. Cela comprend les passeports, les visas, les enregistrements de naissance, les services d'enregistrement des sociétés, la fiscalité, les douanes et d'autres services gouvernementaux.<br>• De nombreux services ne sont payables qu'avec des paiements numériques/ mobile money, et seront de plus en plus intégrés au programme gouvernemental d'identification numérique et de carte biométrique Maisha, lancé fin 2023, en remplacement du précédent programme d'ID numérique qui avait été retardé en raison de préoccupations relatives aux droits humains et à la vie privée.[70]<br>• Un exemple de la manière dont la numérisation est utilisée pour accroître l'efficacité des services gouvernementaux numériques est Posta, la poste kenyane, qui travaille avec le Département de l'immigration pour offrir un service guichet unique allant de la commande d'un passeport au suivi de la livraison du dernier kilomètre. Posta a généré plus de 200 millions KES de revenus grâce à la livraison de passeports dans tout le pays.<br>• Le portail e-Citizen est soutenu par un centre de contact national des services gouvernementaux, avec un pilote en cours par KONZA à Nandi, Elgeyo Marakwet et Baringo. |
| **Fiscalité** | La Kenya Revenue Authority a mis en œuvre des systèmes technologiques, conformément à sa stratégie TIC, permettant une plus grande efficacité dans l'administration, la collecte et la conformité fiscales, ce qui a entraîné une augmentation des recettes fiscales. Cela comprend :<br>le Système intégré de gestion fiscale (iTax), qui permet aux contribuables de mettre à jour leurs données d'enregistrement, de déposer leurs déclarations, d'enregistrer les paiements et de faire des demandes de situation avec un suivi en temps réel de leur compte.<br>l'iCMS – Système intégré de gestion douanière (ICMS), qui rationalise les opérations douanières et automatise les opérations manuelles.<br>le RECTS – Système régional de suivi électronique du fret (RECTS), qui facilite le suivi de bout en bout des transits le long du Corridor Nord. Le RECTS a considérablement amélioré la sécurité du fret et contribué à accélérer la circulation des marchandises.<br>l'entrepôt de données, l'analyse de données et la planification de l'utilisation de l'IA.<br>Le gouvernement a également été pionnier de la taxe sur les services numériques (1,5 % de la valeur brute de la transaction), introduite en 2020. Au cours de l'exercice 23, la KRA a collecté un total de 5,328 milliards KES, soit une augmentation de 207,9 % par rapport à l'exercice 22.<br>Safaricom travaille en partenariat avec les comtés pour déployer un système intégré de gestion des recettes des comtés, l'application « myCounty », avec 2 comtés intégrés et une multiplication par 5 de la croissance des recettes à la fin de l'exercice 24. |
| **Portefeuille de transferts monétaires du gouvernement** | Lancée en janvier 2024, conjointement avec l'application mobile e-Citizen, avec un objectif de 2 millions de bénéficiaires d'ici septembre 2024. Safaricom a indiqué qu'à la fin de l'exercice 24, 253 000 bénéficiaires étaient inscrits avec 1,28 million KES distribués. |
| **Assemblage d'appareils en Afrique de l'Est** | L'usine d'assemblage d'appareils est une initiative pionnière du gouvernement, des opérateurs mobiles locaux et des fabricants internationaux d'appareils visant à accroître l'accessibilité financière des appareils, développer la capacité d'assemblage, créer des opportunités d'emploi et contribuer à l'économie au sens large. Lancée en octobre 2023, elle vise 3 millions d'appareils par an et la création de 300 à 500 emplois. À ce jour, 360 000 appareils ont été vendus, pour une valeur de 21 milliards KES. Le gouvernement a réduit les coûts d'importation de certains composants, permettant une réduction de 30 % du coût d'un smartphone.<br>En outre, les opérateurs mobiles ont introduit des programmes de financement d'appareils pour soutenir leur accessibilité, par exemple Safaricom s'est associé à Google sur le programme Lipa Mdogo Mdogo.[71] |
| **Transports** | Le ministère des Transports lance et coordonne un programme avec 14 organismes gouvernementaux pour numériser le paiement et remplacer les processus manuels de tous les tarifs de transport public, et le ministère des Routes a développé un système intégré de gestion de l'information du secteur routier. |
| **Réunions et installations du Cabinet et du gouvernement** | Le Conseil des ministres a tenu sa première réunion sans papier fin janvier 2023 et toutes les sessions du cabinet sont depuis passées au numérique.<br>92 installations de visioconférence dans tous les ministères et départements d'État, la Présidence et le bureau du Premier secrétaire du Cabinet en juin 2023. |
| **Eau intelligente** | Des compteurs d'eau intelligents avec des solutions IoT sont déployés par Safaricom dans le cadre d'un partenariat avec le Kenya Water Institute pour aider à gérer le captage, la production, la distribution et la consommation d'eau. Les compteurs intelligents assurent un suivi efficace des données de consommation, détectant ainsi les pertes et fuites, garantissant une facturation précise, améliorant le recouvrement des recettes, optimisant l'efficacité opérationnelle et, par conséquent, réduisant les coûts. Safaricom a indiqué que 1,5 million d'appareils IoT étaient opérationnels et connectés à la fin de l'exercice 24. |

69 Sources du tableau : ecitizen.go.ke/en ; tableau de bord de l'économie numérique du ministère de l'Information, des Communications et de l'Économie numérique au 21 mars 2024 et réponses aux auteurs demande d'information hisasa.lands.go.ke/home; www.businesstoday.co.ke/safaricom-partners-with-kenya-water-institute-to-deploy-smart-water-system/; www.safaricom. co.ke/media-center-landing/press-releases/kenya-sets-up-first-smartphone-assembling-plant-in-east-africa; kra.go.ke/images/publications/ANNUAL-REVENUE-PERFOR-MANCE-FY-2022-2023-1372023-Final-Version.pdf; www.kra.go.ke/images/publications/KRA-ICT-STRATEGY-Online-Version.pdf;

70 Pour de plus amples informations sur les programmes d'identification numérique en Afrique, veuillez consulter la p. 19 du rapport méthodologique d'accompagnement https://www.gsma.com/subsaharanafrica/wp-content/ uploads/2024/05/spec_digi_africa_05_24.pdf

71 Lipa Mdogo Mdogo: Affordable Payment Plans - Safaricom

**Les pays dotés de services de gouvernement numérique avancés constatent des avantages, notamment lorsqu'ils sont intégrés aux paiements numériques**. Un répondant à la demande d'information des auteurs a commenté : « En encourageant les transactions électroniques, les paiements numériques intègrent davantage d'activité économique dans le secteur formel, facilitant la régulation et la fiscalité. Les paiements numériques créent des traces de transaction claires, réduisant les possibilités d'évasion fiscale et de non-conformité. Les systèmes numériques automatisent les processus de conformité, allégeant la charge des contribuables et assurant le respect de la réglementation. »

Cela a été documenté par des recherches et des analyses sur les effets de la transformation numérique dans le secteur public. Par exemple, des études ont montré que la numérisation des paiements gouvernementaux pourrait permettre d'économiser environ 0,8 à 1,1 % du PIB.[72] De même, il a été démontré que les pays ayant adopté des services de paiement numérique vers le gouvernement (P2G) connaissent une augmentation de 1,2 à 1,3 point de pourcentage des recettes fiscales directes en part du PIB.[73]

**Les politiques décrites à la section 4 pourraient accroître l'accès des citoyens à la technologie mobile, qu'ils pourraient ensuite exploiter pour accéder à davantage de services gouvernementaux, y compris le paiement numérique des impôts et l'élargissement de l'assiette fiscale. On estime que l'adoption accrue des services de gouvernement numérique qui en résulterait pourrait générer 75 milliards KES de recettes fiscales supplémentaires pour le gouvernement, soit l'équivalent de 2 %** des recettes fiscales totales d'ici 2028..

Tableau 9:
**Impacts potentiels de l'adoption accrue du gouvernement numérique sur les recettes fiscales au Kenya en 2028**

| | |
|---|---|
| **Augmentation des recettes du gouvernement numérique (en milliards KES)** | 75 |
| **% des recettes fiscales** | 2% |
| **% du PIB** | 0.4% |

KES constants de 2023. Voir le document méthodologique distinct qui accompagne ce rapport.[74]

72 Susan Lund, Olivia White, and Jason Lamb, The Value of Digitalizing Government Payments in Developing Economies, in Digital Revolutions in Public Finance, IMF 2017.

73 UNU-WIDER Working Paper 2022/18 Does the adoption of peer-to-government mobile payments improve tax revenue mobilization in developing countries? Abdoul-Akim Wandaogo, 1 Fayçal Sawadogo, 2 and Jesse Lastunen3 February 2022

74 GSMA, Driving digital transformation of African economies Evidence and methodology document, May 2024. Pages 33 to 36.
www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

GSMA

# 4.
# Le secteur des communications numériques au Kenya

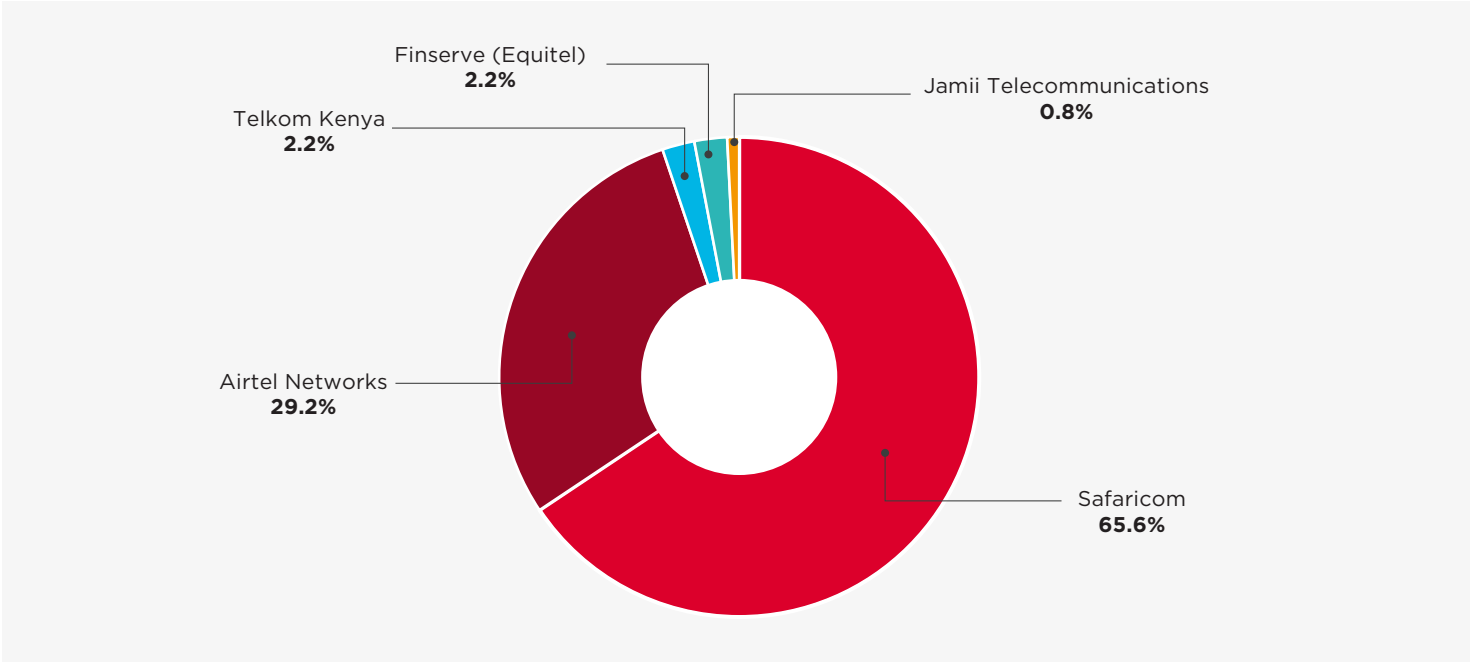


# A. Aperçu du secteur

## Marché Mobile

Le Kenya dispose d'un marché des télécommunications mature, avec cinq fournisseurs de services au total – Safaricom, Airtel, Telkom Kenya, Finserve Kenya et Jamii Telecommunications. Safaricom et Airtel détiennent 95 % de part de marché des abonnés, et Safaricom est le plus grand opérateur de réseau mobile avec 65,6 % de part de marché. Viennent ensuite Airtel et Telkom Kenya avec respectivement 30 % et 2 %. On compte au total 68 millions d'abonnements mobiles et 37 millions d'abonnements au haut débit mobile.[75]

Figure 15:
**Parts de marché des abonnés mobiles**



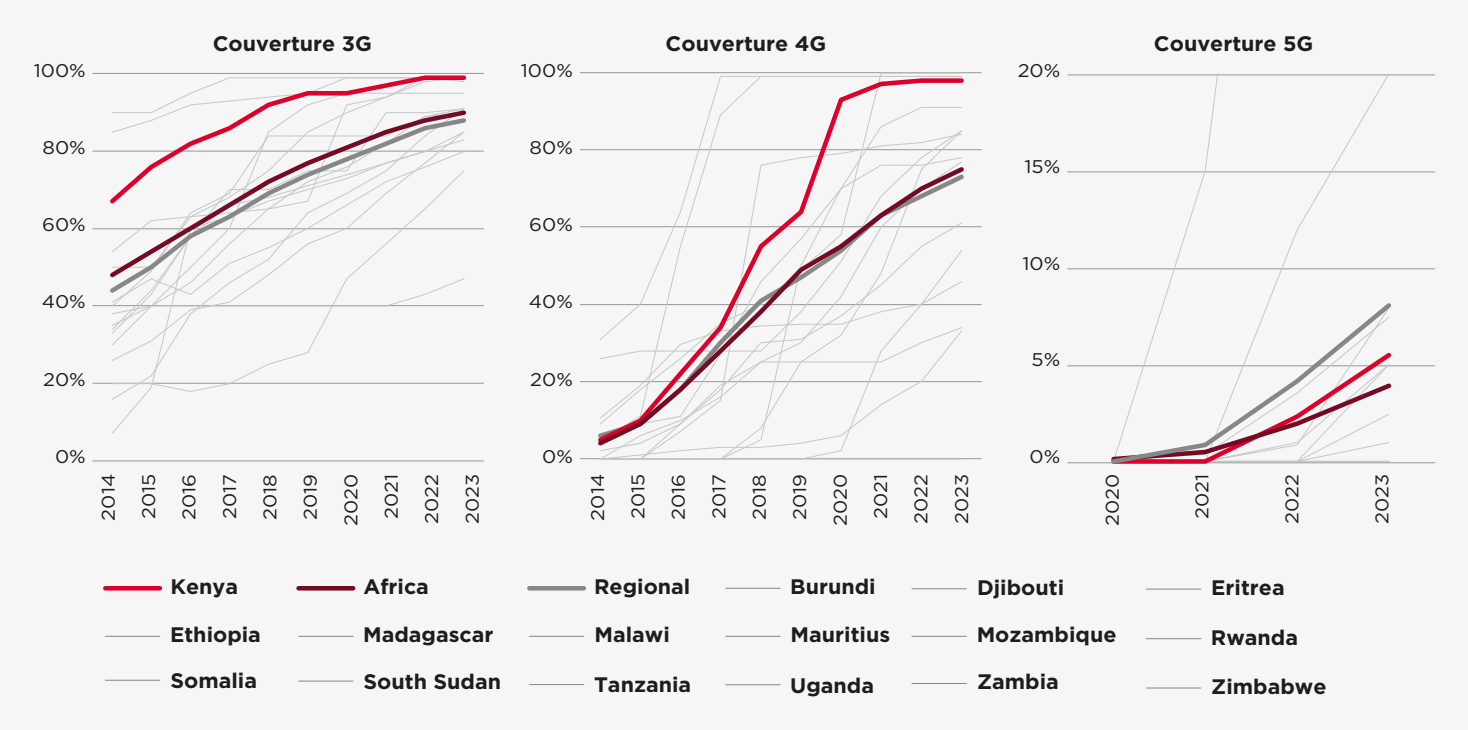

Source: Autorité des communications du Kenya.

75 Source: Autorité des communications du Kenya, Rapport statistique sectoriel du troisième trimestre, exercice 2023/2024. Données à fin mars 2024. Les abonnements sont différents des abonnés uniques, car chaque abonné unique peut avoir plusieurs abonnements (cartes SIM).



Le résultat de cette concurrence a été une croissance rapide de la couverture du haut débit mobile, ce qui a placé le Kenya devant nombre de ses pairs régionaux..

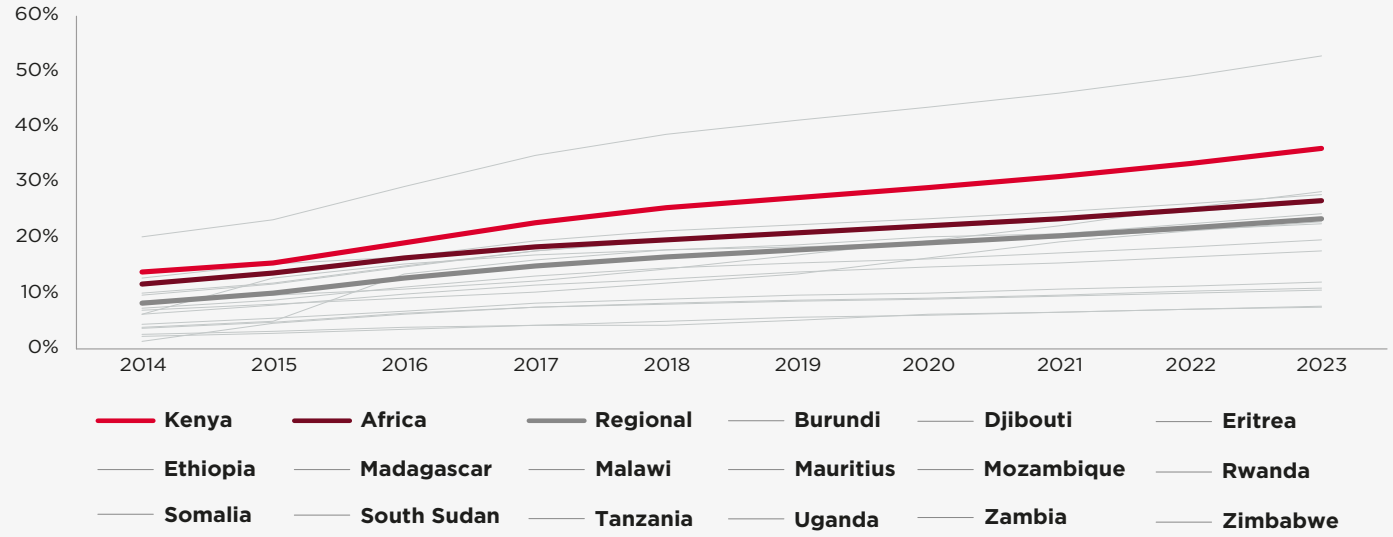
Figure 16:
**Couverture du réseau haut débit par technologie**




Source: GSMA Intelligence.

Le Kenya est également au-dessus de la moyenne régionale pour l'utilisation d'Internet, avec environ 35 % de Kenyans qui l'utilisent. Des progrès significatifs ont été réalisés au cours des 10 dernières années, le nombre d'abonnés uniques à l'Internet mobile, en pourcentage de la population, ayant augmenté de plus de 21 points de pourcentage, passant de 14 % de la population en 2014.

Figure 17:
**Abonnés uniques à l'Internet mobile**[76]

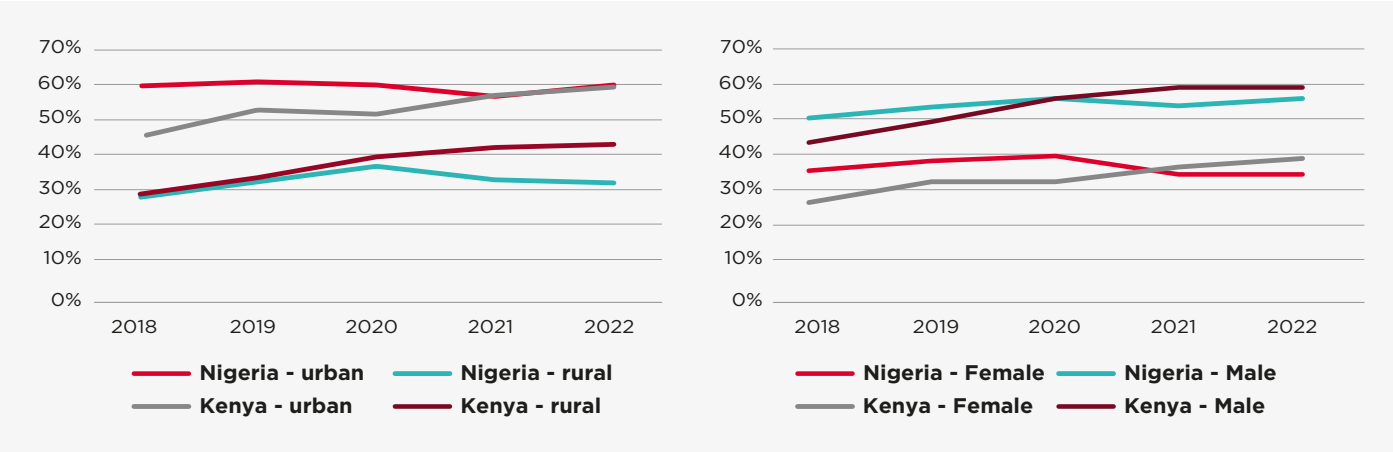



Source: GSMA Intelligence.

Cependant, de nombreuses personnes restent sans connectivité. La différence entre le nombre de personnes qui vivent dans la zone de couverture d'un réseau mobile à haut débit et celles qui utilisent l'Internet mobile est appelée « écart d'usage ». Comme le montre la figure 5, avec 64 % de la population, l'écart d'usage au Kenya est quelque peu inférieur à la moyenne de l'Afrique subsaharienne, mais reste élevé par rapport au reste du monde.[77]

L'adoption du numérique varie selon les groupes de population au Kenya. Les niveaux d'adoption numérique sont plus faibles en zones rurales qu'en zones urbaines. Ils sont également plus faibles chez les femmes que chez les hommes. Cependant, le Kenya a progressé dans l'augmentation du niveau d'adoption numérique au sein des groupes de population mal desservis. Par rapport au Nigeria, par exemple, le Kenya a mieux réussi à accroître les niveaux d'utilisation numérique sur ces marchés (figure 18).

Figure 18:
**Adoption de l'Internet mobile (en % de la population adulte) au Kenya et au Nigeria, dans le temps et par segment de population**




Source: Enquêtes consommateurs de la GSMA (2018-2022).

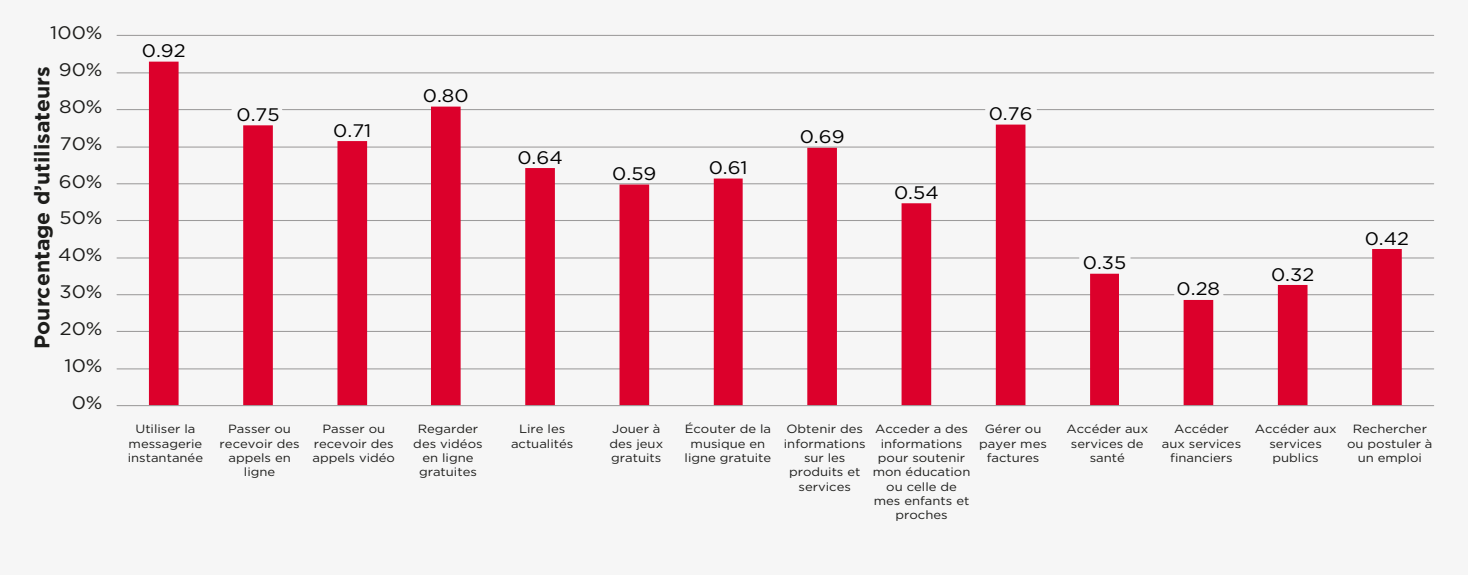
76 Les abonnés uniques à l'Internet mobile désignent les personnes qui utilisent l'Internet mobile. Cela diffère du nombre total d'abonnements à l'Internet mobile, car ce dernier peut inclure des personnes possédant plusieurs cartes SIM.

77 Source: GSMAi

La GSMA évalue l'utilisation de l'Internet mobile et les obstacles dans plusieurs pays au moyen d'une enquête annuelle auprès des consommateurs, qui couvre un échantillon nationalement représentatif d'au moins 1 000 adultes (18 ans et plus) par pays, interrogés en face à face. Elle comprend des données sur les attitudes et perceptions relatives aux obstacles à l'adoption et à l'utilisation de l'Internet mobile, les comportements et la possession de services mobiles et les cas d'usage. Les résultats de cette enquête sont présentés ci-dessous pour le Kenya..

**Les Kenyans utilisent l'Internet mobile pour un large éventail d'objectifs**. Les activités les plus populaires pour les Kenyans sur l'Internet mobile sont la messagerie et les communications, suivies du streaming vidéo, des jeux et de l'actualité (figure 19).

Figure 19:
**Activités réalisées en ligne au Kenya**




Source: Enquête consommateurs de la GSMA, 2022.

Figure 20:
**Obstacles à l'adoption de l'Internet mobile au Kenya, zones urbaines (U) et rurales (R)**

| Coût de téléphone | | Coût des données mobiles | | Ne sait pas comment accéder à internet sur un téléphone mobile | | Ne sait pas utiliser un téléphone mobile | | Difficultés de lecture et d'écriture | | N'a pas le tempos d'apprendre a accéder à internet sur un téléphone mobile | | Soutien insuffisant pour apprendre à utiliser internet | | Internet ne m'est pas utile | | Contenu insuffisant dans la langue locale | | Contenus nuisibles (pour soi-méme ou sa famile) | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R |
| 51% | 52% | 4% | 6% | 4% | 3% | 0% | 1% | 2% | 7% | 4% | 3% | 3% | 1% | 13% | 13% | 0% | 1% | 9% | 3% |

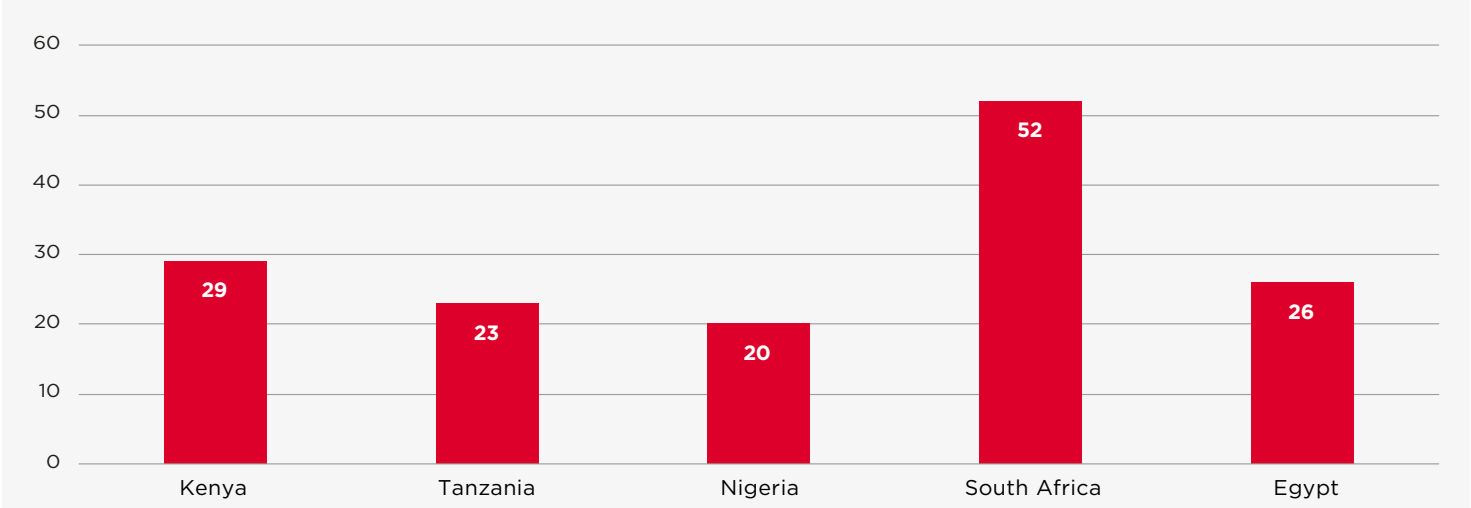
| Des inconnus me contactent | | Sécurité des informations | | Internet décharge ma batterie | | Couverture réseau | | La famille n'approuve pas | | Accés à l'assistance d'un agent | | Connexion lente/ impossible de faire ce que je souhaite | | Pas d'accés à un téléphone compatible internet | | Difficulté à trouver ou acheter un téléphone compatible internet | | Ne sait pas | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R | U | R |
| 3% | 0% | 0% | 2% | 1% | 4% | 0% | 1% | 0% | 0% | 1% | 0% | 1% | 0% | 2% | 0% | 1% | 2% | 0% | 0% |

Source: Enquête auprès des consommateurs de la GSMA, 2022.



**Les performances techniques des réseaux mobiles au Kenya sont également très bonnes.** Les vitesses moyennes de téléchargement des données atteignent environ 24 Mbit/s, ce qui place le pays parmi les plus performants de la région, grâce aux niveaux d'investissement réalisés par le secteur au cours des dernières années.[78]

Figure 21:
**Vitesses moyennes de téléchargement mobile au Kenya et dans les autres pays d'Afrique subsaharienne (ASS)**

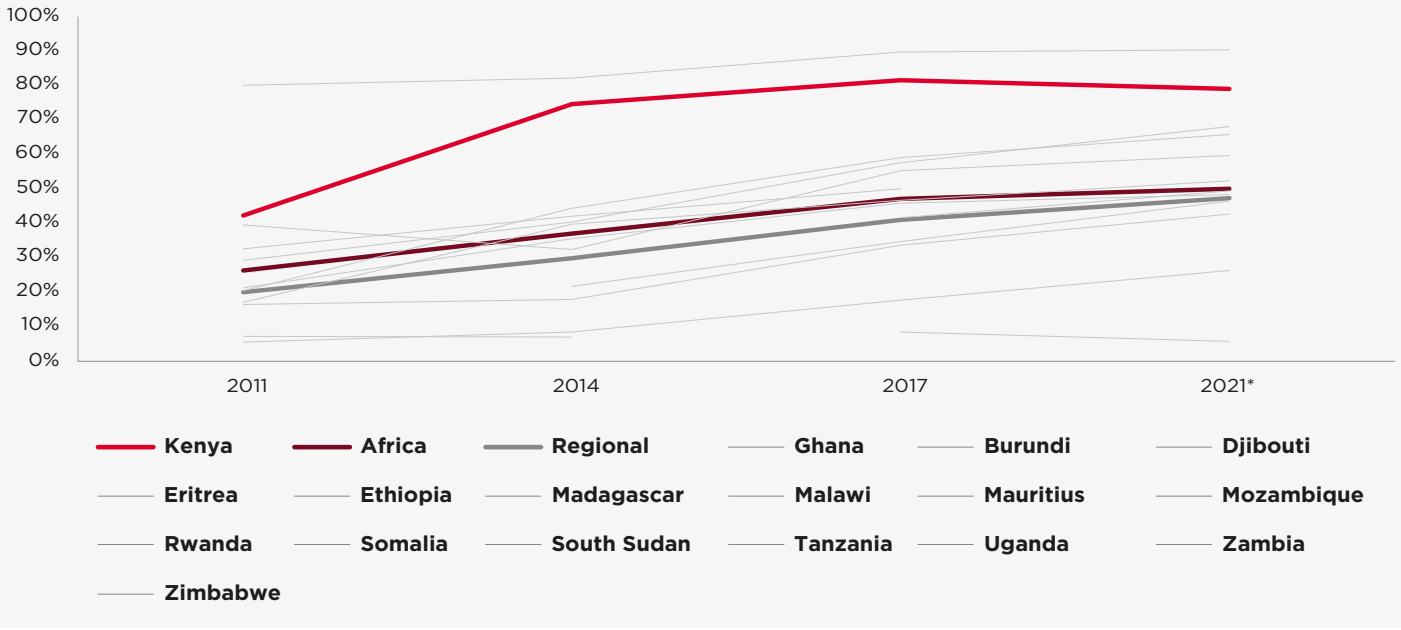



Source: Ookla Speedtest, consulté en septembre 2024.

## Mobile Money

**Le Kenya a été un pionnier des services de monnaie mobile en Afrique et demeure l'un des pays leaders au niveau mondial dans ce domaine.** Par conséquent, le niveau d'inclusion financière au Kenya est largement supérieur à celui des autres pays de la région. D'autres pays commencent à rattraper leur retard, mais le Kenya reste une exception régionale.

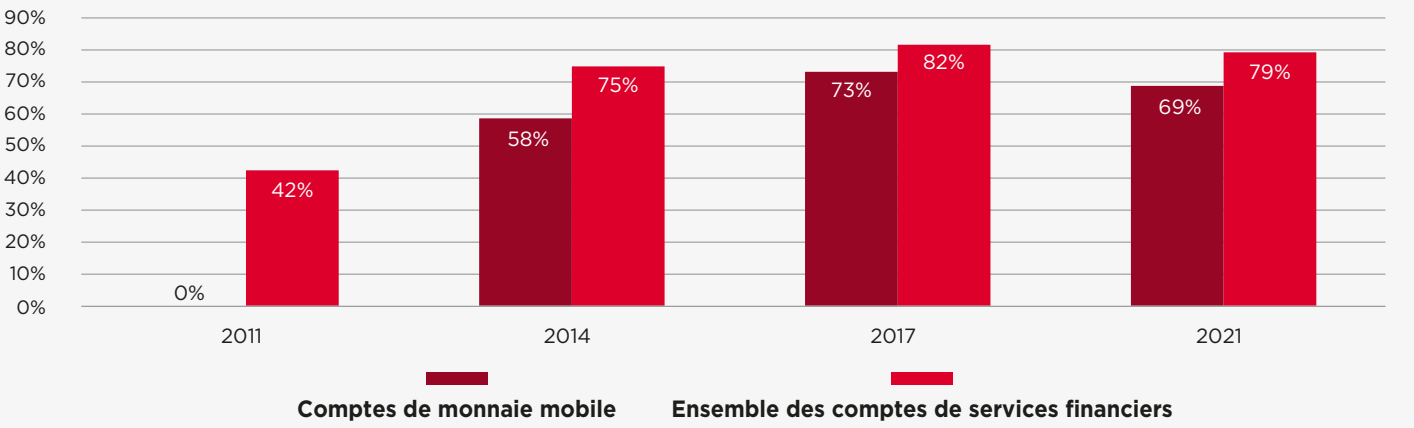
Figure 22:
**Proportion de la population adulte disposant d'un compte de services financiers au Kenya, par rapport aux autres pays d'Afrique**




Source: données Findex.
*Some Certains pays ont communiqué leurs données en 2022 plutôt qu'en 2021.
** Ne prend en compte que la population âgée de 15 ans et plus. Un compte de services financiers inclut à la fois les comptes auprès d'institutions financières formelles et les comptes de monnaie mobile.

**C'est le développement de la monnaie mobile qui a été le principal moteur du niveau élevé d'inclusion financière au Kenya.** Les comptes de monnaie mobile représentent une très large majorité de l'ensemble des comptes de services financiers dans le pays (Figure 23).

Figure 23:
**Comptes de monnaie mobile par rapport au total des comptes de services financiers**

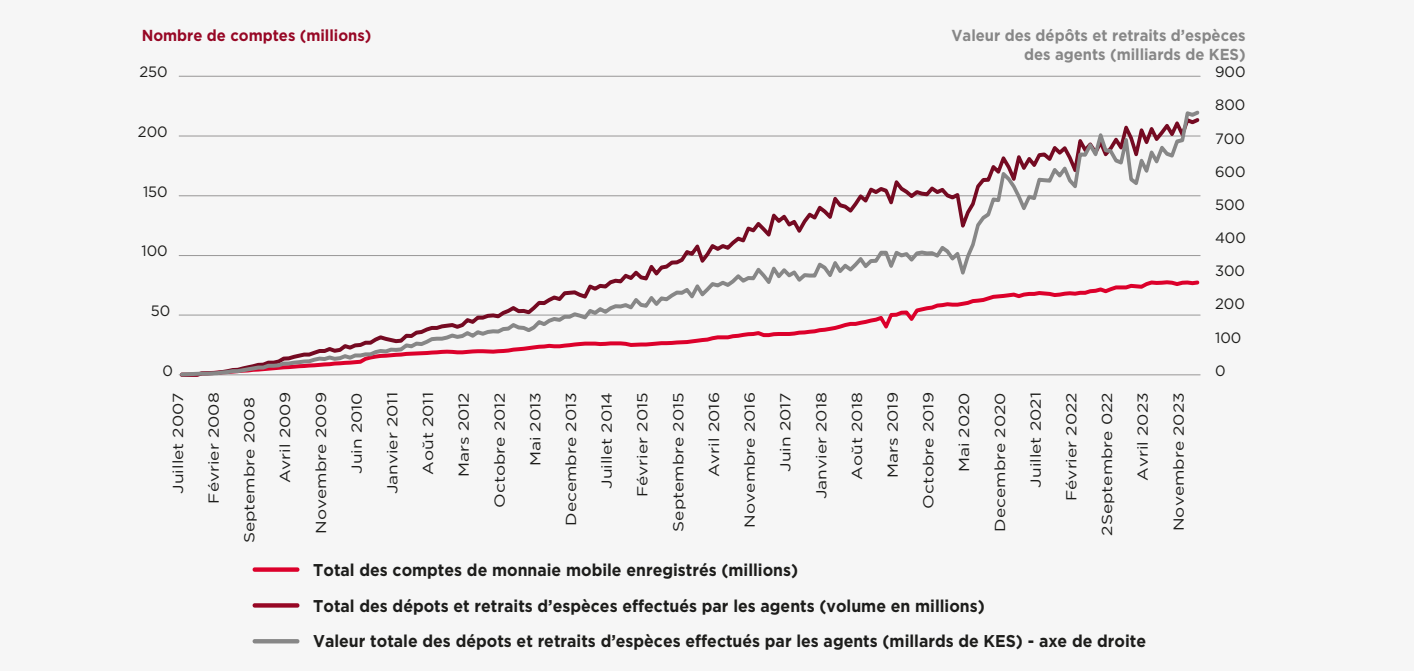



Source: Findex de la Banque mondiale 2021.

La Banque centrale du Kenya a déclaré 77 millions de comptes de monnaie mobile enregistrés au début de 2024,[78] tandis que l'Autorité des communications faisait état de 38,7 millions d'abonnements actifs à la monnaie mobile à la fin mars 2024.[79] On comptait 320 000 agents actifs au début de 2024.

La valeur des transactions de dépôt et de retrait d'espèces effectuées par les agents s'est élevée à 8 000 milliards de KES en 2023, avec une croissance significative des volumes et des valeurs au fil des années. Le volume total des transactions de monnaie mobile est estimé à 37 milliards pour 2023.[80]

Figure 23:
**Évolution des comptes et des transactions de monnaie mobile au Kenya**




Source: Banque centrale du Kenya et données des opérateurs de monnaie mobile. Les valeurs des transactions sont représentées sur l'axe de droite.

78 https://www.centralbank.go.ke/national-payments-system/mobile-payments/

79 Autorité des communications du Kenya, Rapport statistique sectoriel du troisième trimestre de l'exercice 2023/2024.

80 Les valeurs des dépôts et retraits d'espèces (Cash-In/Cash-Out – CICO) proviennent de la Banque centrale du Kenya (CBK), tandis que la valeur totale des transactions est une estimation fondée sur les données des opérateurs de monnaie mobile et le rapport annuel 2024 de Safaricom. Elle comprend l'ensemble des opérations de dépôt et de retrait d'espèces, les transferts de personne à personne (P2P), les envois de fonds (remittances), les paiements des particuliers vers les administrations publiques (P2G) et les paiements des administrations publiques vers les particuliers (G2P).

# B. Priorités des politiques publiques pour le secteur des télécommunications

## Priorité de politique publique n° 1 : Réduire la fiscalité appliquée aux services mobiles

**Le niveau de taxation des services mobiles au Kenya est élevé par rapport aux normes régionales.** La Loi de finances de 2018 a porté le droit d'accise sur les services mobiles de 10 % à 15 %, tandis que le droit d'accise appliqué aux frais de monnaie mobile est passé de 10 % à 12 %. La Loi de finances de 2021 a ensuite instauré une nouvelle augmentation du droit d'accise sur l'ensemble des services mobiles, le faisant passer à 20 %, ce qui en faisait l'un des taux les plus élevés d'Afrique subsaharienne. La Loi de finances de 2023 l'a ensuite ramené à 15 %.

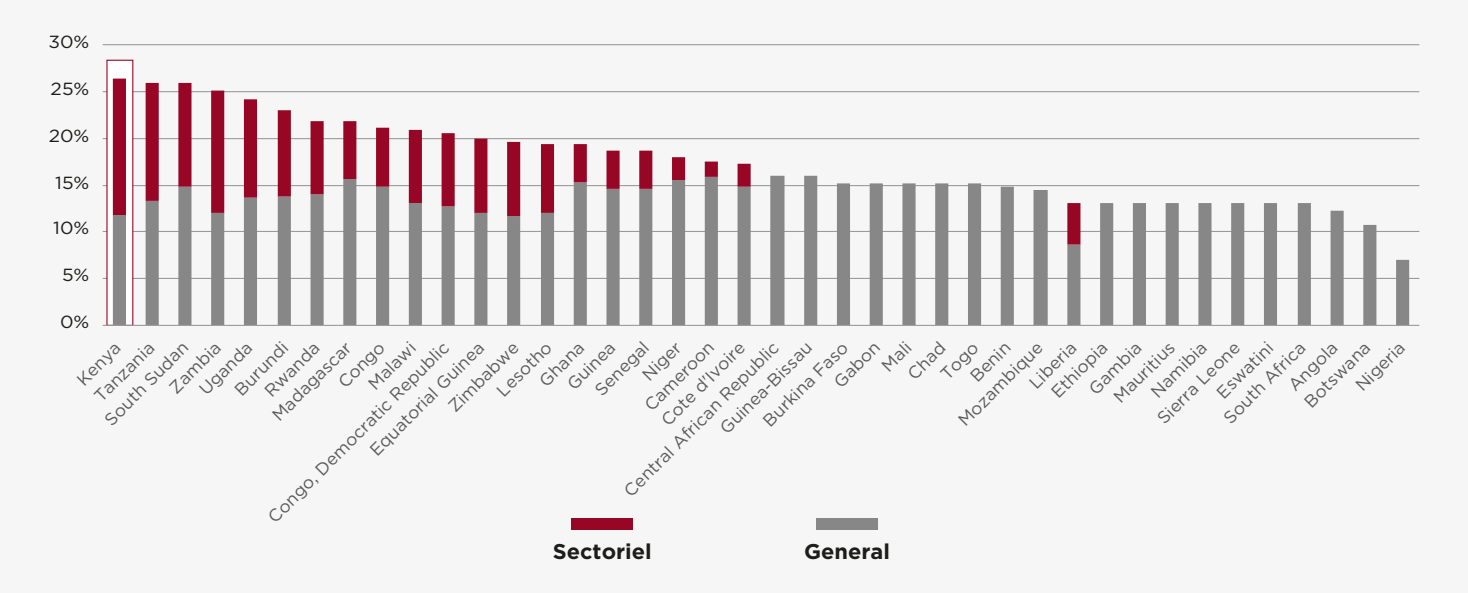
Le projet de loi de finances pour 2024, qui a par la suite été retiré, prévoyait de relever à nouveau la taxe sur les services mobiles à 20 %.[81]

Les principales taxes actuellement acquittées par les consommateurs de services mobiles au Kenya sont les suivantes :

- TVA de 16 % appliquée aux services mobiles (y compris les droits d'accise), aux terminaux mobiles et aux cartes SIM (les services de monnaie mobile en sont exonérés) ;
- Droit d'accise de 15 % appliqué à la valeur des services mobiles (voix, SMS et données) ; et
- Droit d'accise de 15 % appliqué aux frais de transaction de monnaie mobile.

**The cumulative effect of this tax structure is to make the telecoms industry in Kenya subject to the highest overall tax burden in the region** (Figure 25).

Figure 25:
**Taxes en pourcentage du coût d'un panier de données mobiles de 1 Go (2022)**




Source: Rapport de la GSMA sur la fiscalité et le développement numérique, 2023.

Le projet de loi de finances 2024 comprenait également d'autres mesures financières et fiscales qui auraient compensé, dans une certaine mesure, l'impact de la hausse des impôts. Cela incluait des dispositions permettant de déduire les coûts des investissements dans les TIC (par exemple, les redevances de spectre, la construction d'infrastructures de réseau à fibre optique, etc.) en tant que charges déductibles en vertu de la loi relative à l'impôt sur le revenu.

81 The 2024 Finance Bill also include other financial and tax measures which would have offset, to some extent, the impact of the increase in taxes. This included provisions that would allow the cost of investments in ICT (e.g. spectrum fees, building fibre optic network infrastructure etc.) to be deductible costs under Income Tax Act.

Depuis 2017, la GSMA mène des enquêtes en face à face dans plusieurs pays à revenu faible et intermédiaire afin de mieux comprendre les obstacles à l'adoption du haut débit par les populations non connectées, notamment au Kenya.

**Parmi les personnes qui connaissent l'existence des services d'accès à Internet à haut débit mobile mais ne les utilisent pas, le coût demeure systématiquement le principal obstacle à l'utilisation de l'Internet mobile. En 2021,** 44 % des personnes non connectées ont indiqué que le coût (l'abordabilité) constituait le principal frein à l'utilisation de l'Internet mobile, tandis que 24 % ont cité le manque de compétences numériques et d'alphabétisation comme principal obstacle.

Table 10:
**Obstacles à l'adoption de l'Internet mobile à haut débit au Kenya**

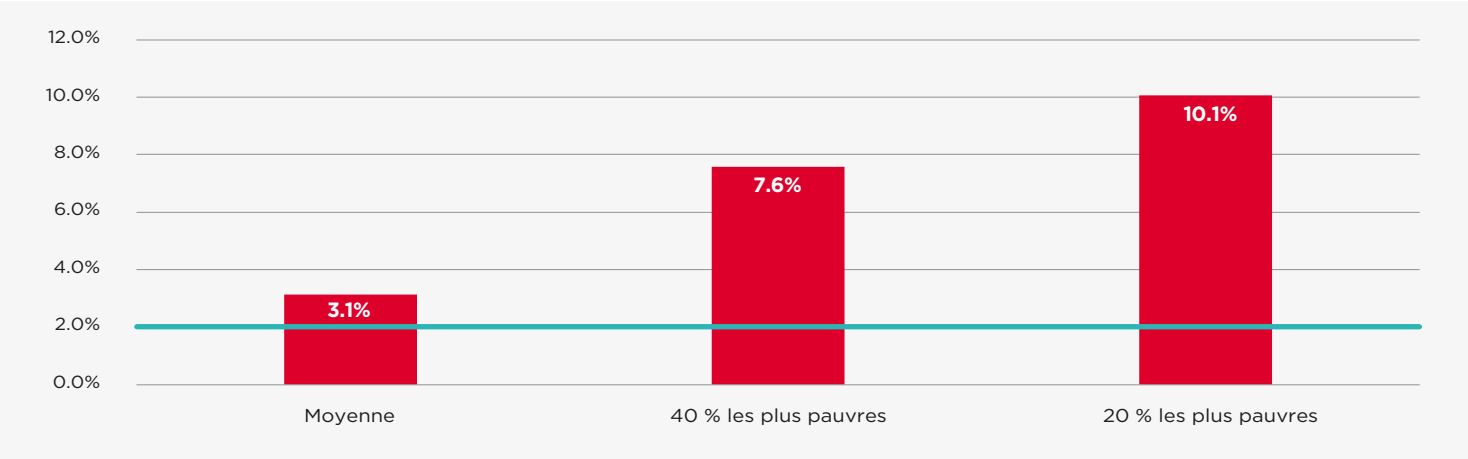
| | Abordabilité | Manque de compétences numériques | Pertinence | Préoccuptations liées à la sécurité | Couverture réseau | Autres raisons citées |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 2017 | 51% | 26% | 13% | 6% | 3% | 0% |
| 2019 | 47% | 16% | 11% | 10% | 4% | 8% |
| 2020 | 43% | 20% | 12% | 10% | 3% | 7% |
| 2021 | 44% | 24% | 12% | 6% | 3% | 7% |
| 2022 | 51% | 18% | 12% | 8% | 3% | 7% |
| 2023 | 52% | 16% | 15% | 5% | 2% | 9% |

Source: GSMA SOMIC 2024.

En outre, le coût de l'Internet mobile à haut débit au Kenya demeure supérieur à l'objectif international fixé pour le prix d'un abonnement d'entrée de gamme à l'Internet à haut débit. Cet objectif, établi par l'Union internationale des télécommunications (UIT), prévoit que le coût d'un tel abonnement soit inférieur à 2 % du revenu national brut (RNB) par habitant et inférieur à 2 % du revenu moyen des 40 % les plus pauvres de la population..[83]

**Based Sur la base d'un forfait mensuel de données de 2 Go, le coût de l'Internet mobile au Kenya demeure supérieur à l'objectif international, représentant 3,1 %** du revenu de référence, comme l'illustre la figure ci-dessous.L'accès aux services mobiles est encore moins abordable pour les 40 % les plus pauvres de la population, pour lesquels son coût représente 7,6 % du revenu moyen. Pour les 20 % les plus pauvres, le coût de la connectivité mobile dépasse 10 % du revenu moyen.

Figure 26:
**Cost Coût d'un abonnement de base à l'Internet mobile à haut débit au Kenya**




Source: GSMA Intelligence.

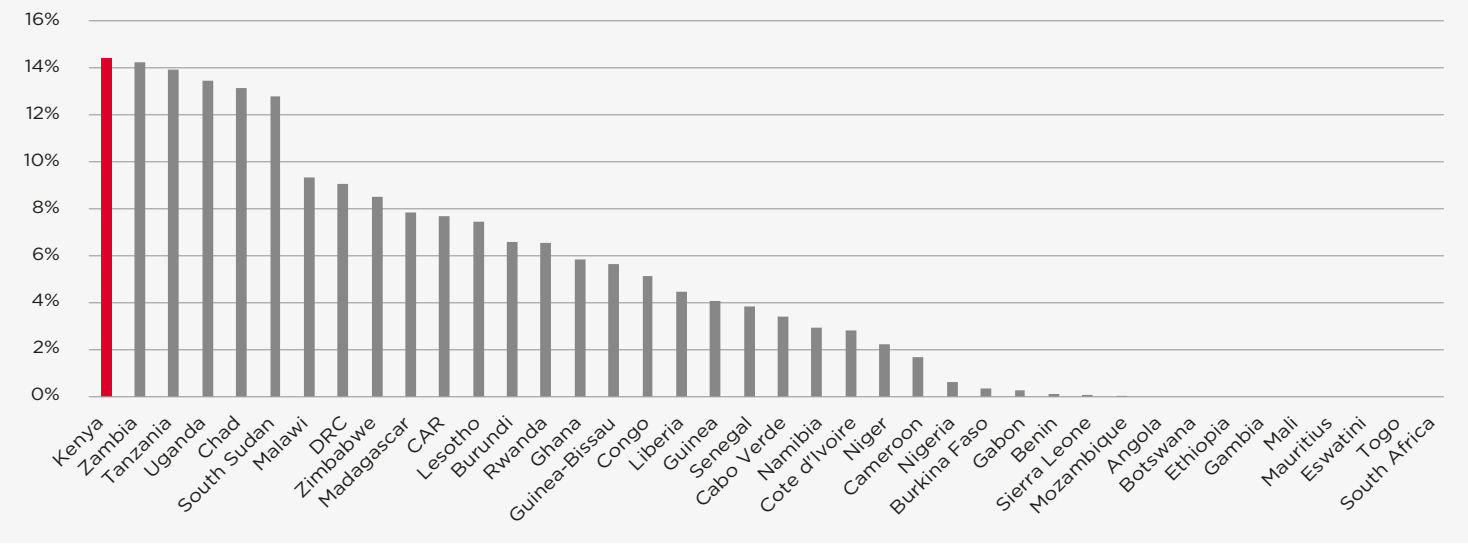
83 UIT, Objectifs ambitieux à l'horizon 2030.: www.itu.int/umc2030

L'accessibilité financière des services peut être améliorée en allégeant la charge fiscale supportée par les consommateurs. Les taxes spécifiques devraient être limitées à un nombre restreint de biens dont la consommation engendre des externalités négatives pour la société. Compte tenu des externalités positives qu'apporte la connectivité à l'Internet à haut débit à l'ensemble de l'économie, les téléphones mobiles et les services mobiles ne devraient généralement pas figurer parmi les biens et services soumis à un régime fiscal exceptionnellement lourd. Une réduction du droit d'accise constitue donc une mesure essentielle.

**L'augmentation du droit d'accise de 15 % à 20 %, introduite par la Loi de finances de 2022, s'est traduite par une diminution du trafic de données ainsi qu'une hausse du coût d'acquisition des terminaux et d'utilisation de l'Internet mobile.** Avec un taux de 20 %, le droit d'accise appliqué aux services de téléphonie mobile était le plus élevé d'Afrique subsaharienne.

Comme l'illustre la figure ci-dessous, les taxes spécifiques au secteur appliquées à la consommation représentent une part plus importante du coût de possession d'un téléphone mobile au Kenya que dans les autres pays de la région. Il est donc probable que le coût des services d'accès à l'Internet à haut débit soit plus élevé au Kenya que dans les pays voisins. Cette situation pénalise les Kényans dans l'économie numérique, car elle réduit leur capacité à être compétitifs dans le contexte actuel du commerce numérique.

Figure 27:
**Taxes spécifiques au secteur en pourcentage du coût mensuel de possession d'un téléphone mobile au Kenya**



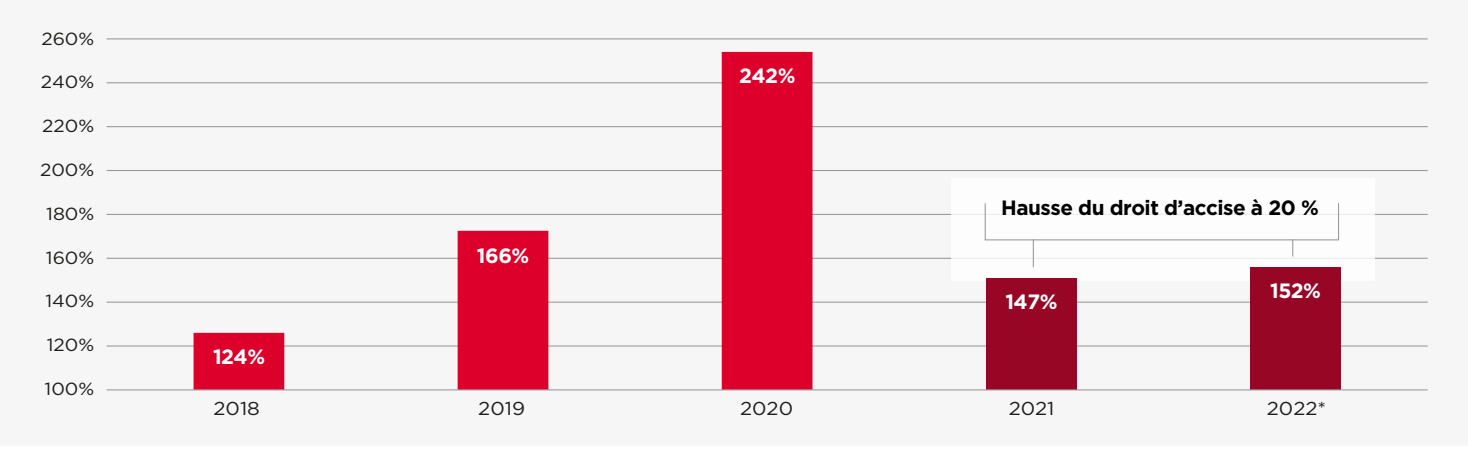

Source: GSMA Intelligence. Le coût de possession est calculé sur la base d'un panier mensuel de 1 Go de données et du coût d'un terminal d'accès à Internet amorti sur une période de 36 mois



Comme le montre la Figure 28, le trafic de données a continué d'augmenter sous l'effet de la demande croissante de services d'Internet mobile à haut débit. Cette hausse a été particulièrement marquée en 2020, en raison de l'évolution des comportements des consommateurs, notamment le télétravail, le commerce électronique et l'enseignement à distance, les utilisateurs s'étant adaptés aux différentes mesures mises en place pour limiter la propagation de la COVID-19.La pandémie a démontré à quel point la pénétration des technologies numériques est essentielle pour assurer la continuité des activités, en permettant à de nombreux services essentiels de fonctionner avec un minimum d'interruptions durant les périodes de confinement.

Toutefois, la croissance de la consommation de données a ralenti en 2021, à la suite de l'augmentation du droit d'accise. Jusqu'à présent, en 2022, la progression en glissement annuel n'a pas connu d'accélération significative.

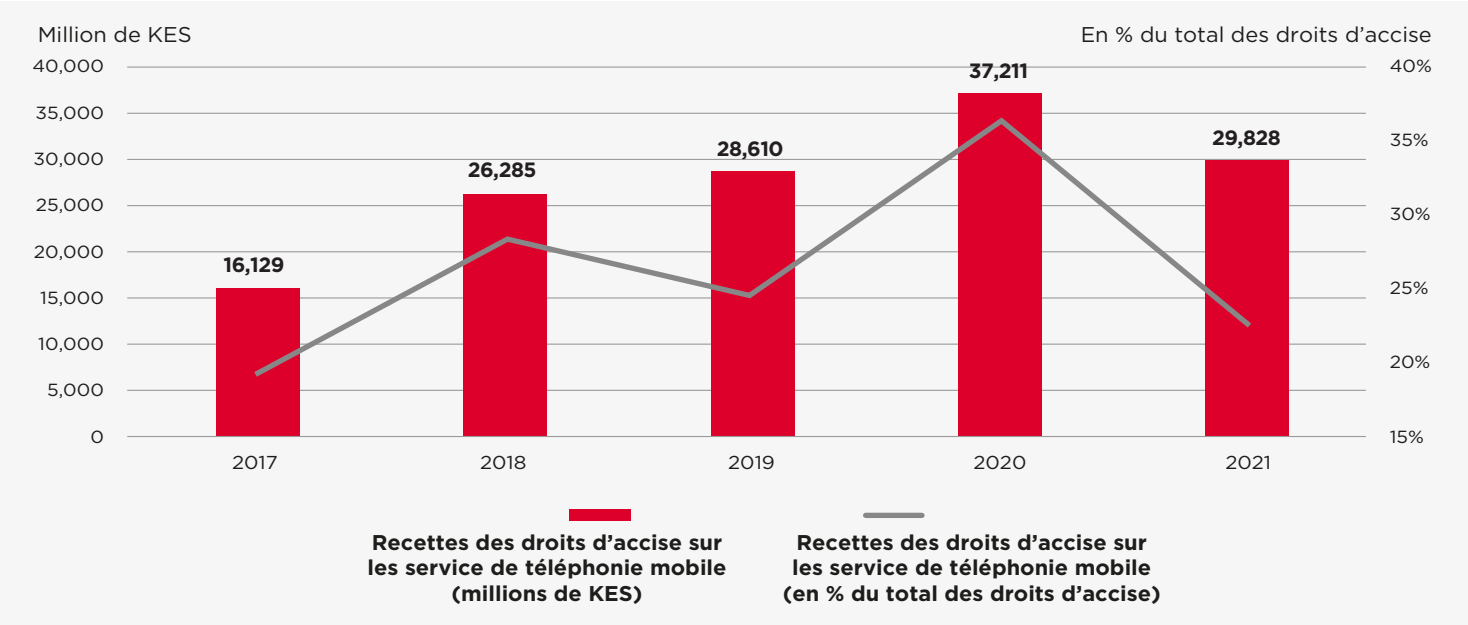
Figure 28:
**Évolution de la croissance du trafic de données mobiles au Kenya entre 2018 et 2021**




Source: GSMA Intelligence.

**La baisse de l'utilisation des services par certains segments de consommateurs a entraîné une diminution de 20 % des recettes issues de la taxe sur les services de téléphonie mobile (airtime) en 2021.** Les recettes perçues sont ainsi passées de 37,2 milliards de KES en 2020 à 29,8 milliards de KES en 2021. En proportion de l'ensemble des droits d'accise, la contribution du secteur mobile est passée de 36 % en 2020 à 23 % en 2021.Ce niveau de recettes est comparable à celui observé en 2019. En termes relatifs (en pourcentage de l'ensemble des droits d'accise), la contribution du secteur mobile a été inférieure à celle enregistrée au cours des trois années précédentes.

Figure 29:
**Recettes des droits d'accise perçus sur les services de téléphonie mobile au Kenya**




Source: GSMA Intelligence. Le coût de possession est calculé sur la base d'un panier mensuel de 1 Go de données mobiles et du coût d'un terminal permettant l'accès à Internet, amorti sur une période de 36 mois.

**A Une réduction du taux de taxation appliqué au secteur mobile profiterait aux consommateurs**, car une hausse des taxes sur les services se répercute directement sur les prix de détail qu'ils paient pour ces services. Une diminution du niveau de taxation entraînerait une baisse des prix, la concurrence incitant les opérateurs à répercuter cette réduction des coûts sur leurs abonnés. Cela contribuerait à répondre à l'un des principaux facteurs à l'origine du déficit d'utilisation (usage gap) au Kenya : l'abordabilité des services.

**Toute diminution des recettes fiscales provenant des taxes directes serait en partie compensée par l'augmentation des recettes fiscales générées par une utilisation accrue des services mobiles.** Cet effet serait encore renforcé par les recettes fiscales supplémentaires résultant des gains de productivité plus élevés observés dans les autres secteurs de l'économie.

**Une réduction de 5 points de pourcentage du niveau global de taxation appliqué aux services mobiles entraînerait une baisse des prix payés par les consommateurs.** Cette mesure permettrait de compter 180 000 abonnés supplémentaires uniques à l'Internet mobile d'ici à 2028.

Le tableau ci-dessous présente les résultats de la modélisation de l'impact d'une réduction de la fiscalité appliquée au secteur mobile sur l'adoption de l'Internet mobile.[84]

84 Voir le document méthodologique distinct pour une présentation détaillée des hypothèses retenues. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

Tableau 11:
**Adoption de l'Internet mobile à la suite d'une réduction de la fiscalité appliquée aux services mobiles**

| Abonnés à l'Internet mobile (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BAU** | 19.45 | 20.55 | 21.72 | 22.93 | 24.21 | 25.55 |
| **Réduction de la fiscalité des services mobiles** | 19.45 | 20.58 | 21.78 | 23.04 | 24.35 | 25.73 |
| **Écart annuel par rapport au scénario tendanciel (BAU)** | 0% | 0% | 0% | 0% | 1% | 1% |
| **Croissance supplémentaire par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | +0% | +0% | +1% | +1% | +1% |

## Priorité de politique publique 2: Réduire la fiscalité appliquée aux services mobiles

**L'accessibilité financière des terminaux compatibles avec Internet constitue l'un des principaux obstacles à l'adoption de l'Internet mobile par de nombreux ménages kenyans.** Si les familles et les particuliers sont souvent en mesure de payer les services, le coût d'acquisition d'un terminal demeure, dans bien des cas, prohibitif. Cette situation persiste malgré la baisse du prix des smartphones et des autres terminaux permettant l'accès à Internet. Ceux-ci restent inabordables pour un grand nombre de ménages à faibles et à revenus intermédiaires inférieurs. En conséquence, une part importante de la population demeure exclue de l'adoption et de l'utilisation de l'Internet.

**Le problème de l'accessibilité financière des terminaux est largement reconnu comme un défi majeur, tant pour le secteur que pour les pouvoirs publics.** Plusieurs initiatives pourraient contribuer à atténuer cette contrainte, notamment :

- Stimuler l'offre de crédit à la consommation afin de permettre aux abonnés d'acquérir des terminaux et de les payer par versements échelonnés
- Subventions publiques destinées à aider certaines catégories de la population à acheter des terminaux ; et
- Réduire les taxes applicables à l'importation et à l'achat des terminaux.

**Le Kenya a créé East Africa Device Assembly Kenya (EADAK) dans le but de réduire le coût des terminaux tout en favorisant le développement du secteur manufacturier local**. Cette initiative est susceptible d'améliorer l'accessibilité financière des terminaux pour les consommateurs kenyans. Toutefois, pour maximiser les bénéfices de cette politique pour les consommateurs, l'objectif ultime doit rester la réduction du prix des terminaux. Plusieurs mesures peuvent y contribuer, notamment l'octroi de prêts à faible taux d'intérêt, les garanties de crédit, les incitations fiscales (telles que les reports, crédits ou exonérations temporaires d'impôt) ou encore d'autres avantages réglementaires.

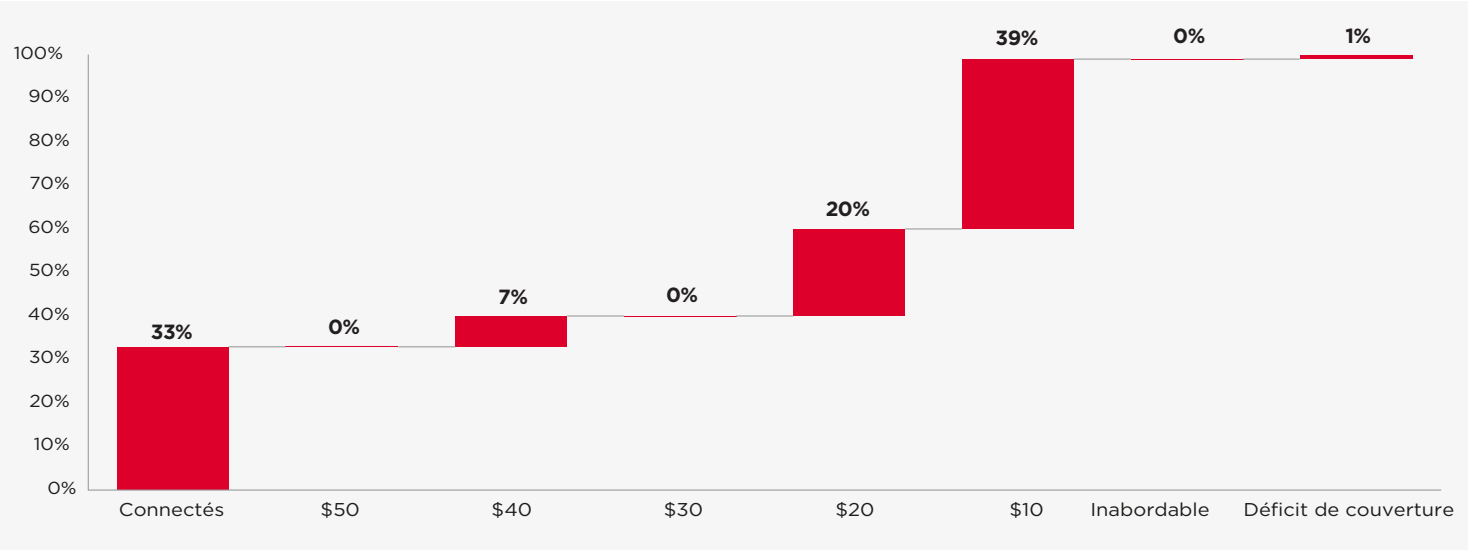
**Des taxes sont actuellement appliquées à l'importation des terminaux au Kenya.** Elles comprennent notamment :

- Droits de douane : 25 %
- Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : 16 %
- Droit d'accise : 10 %
- Frais de déclaration à l'importation et prélèvement pour le développement ferroviaire : 2 % + 1,5 %
- Taxe sur les cartes SIM : 50 KES par carte SIM

En outre, le projet de loi de finances de 2024 proposait l'introduction d'un prélèvement écologique (Eco Levy) de 225 KES par appareil, ce qui aurait encore augmenté le coût des terminaux pour les consommateurs kenyans.

**Ces taxes et prélèvements augmentent le coût de l'adoption des technologies numériques supporté par les abonnés au Kenya.** Ils aggravent ainsi le problème de l'accessibilité financière des terminaux, qui constitue un frein à leur adoption.Sur la base des percentiles de revenus et du coût d'un terminal, nous estimons que l'impact potentiel d'une réduction du prix des terminaux sur le déficit d'utilisation (usage gap) au Kenya pourrait être considérable. Ainsi, 39 % de personnes supplémentaires pourraient accéder à un terminal si son prix était ramené à 10 USD. Plus le coût d'un terminal est faible, plus son impact positif sur la réduction du déficit d'utilisation est important.

Figure 30:
**Impact potentiel d'une réduction du prix des terminaux sur le déficit d'utilisation au Kenya**




Source: GSMA Intellingence.

**Une réduction de 10 points de pourcentage du niveau global de taxation appliqué aux terminaux mobiles entraînerait une baisse du coût des terminaux permettant l'accès à l'Internet mobile pour les consommateurs. Cette mesure permettrait de compter 460 000 abonnés supplémentaires uniques à l'Internet mobile d'ici à 2028.**

Le tableau ci-dessous présente les résultats de la modélisation de l'impact d'une réduction de la fiscalité appliquée aux terminaux mobiles sur l'adoption de l'Internet mobile..[85]

Table 12:
**Adoption de l'Internet mobile à la suite d'une réduction de la fiscalité appliquée aux terminaux mobiles**

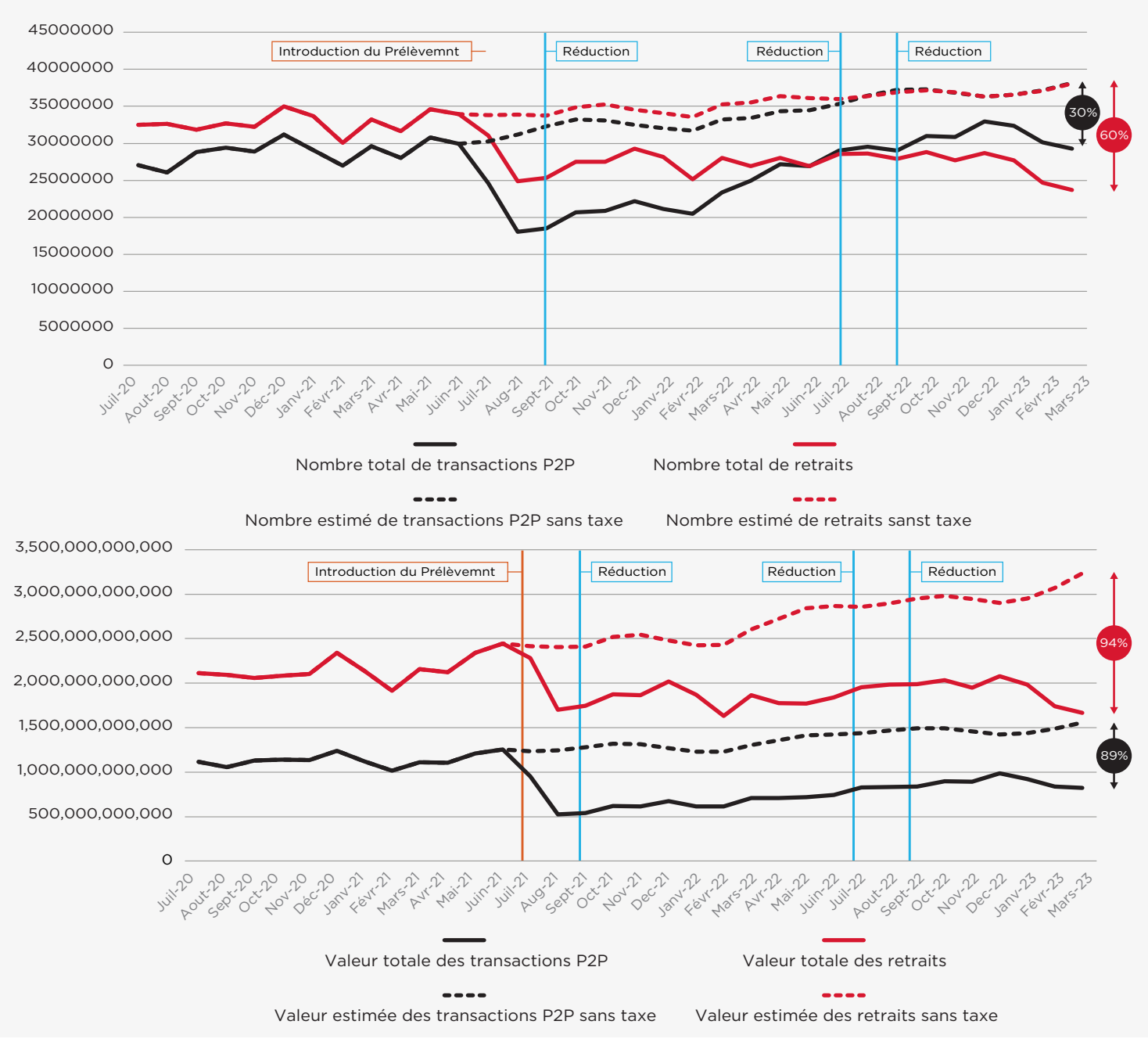
| Abonnés à l'Internet mobile (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BAU** | 19.45 | 20.55 | 21.72 | 22.93 | 24.21 | 25.55 |
| **Réduction de la fiscalité des terminaux mobiles** | 19.45 | 20.64 | 21.89 | 23.20 | 24.57 | 26.01 |
| **Écart annuel par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | 0% | 1% | 1% | 1% | 2% |
| **Croissance supplémentaire par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | +0% | +1% | +1% | +2% | +2% |

85 See separate methodological document for detailed assumptions.
www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

## Priorité de politique publique n° 3 : Réduire ou supprimer le droit d'accise sur les services de monnaie mobile

**Studies have consistently shown a negative effect of mobile money levies on both uptake and usage of mobile money.** In Tanzania, the introduction of a levy on mobile money withdrawals and P2P transactions resulted in a large decline in both the value and number of these transactions. Even after three reductions in the size of the levy, P2P transaction numbers remained 30% below their pre-levy trend, with an even larger reduction in withdrawals.[86]

Figure 31:
**Volume et valeur des transactions de monnaie mobile en Tanzanie avant et après l'introduction du prélèvement**



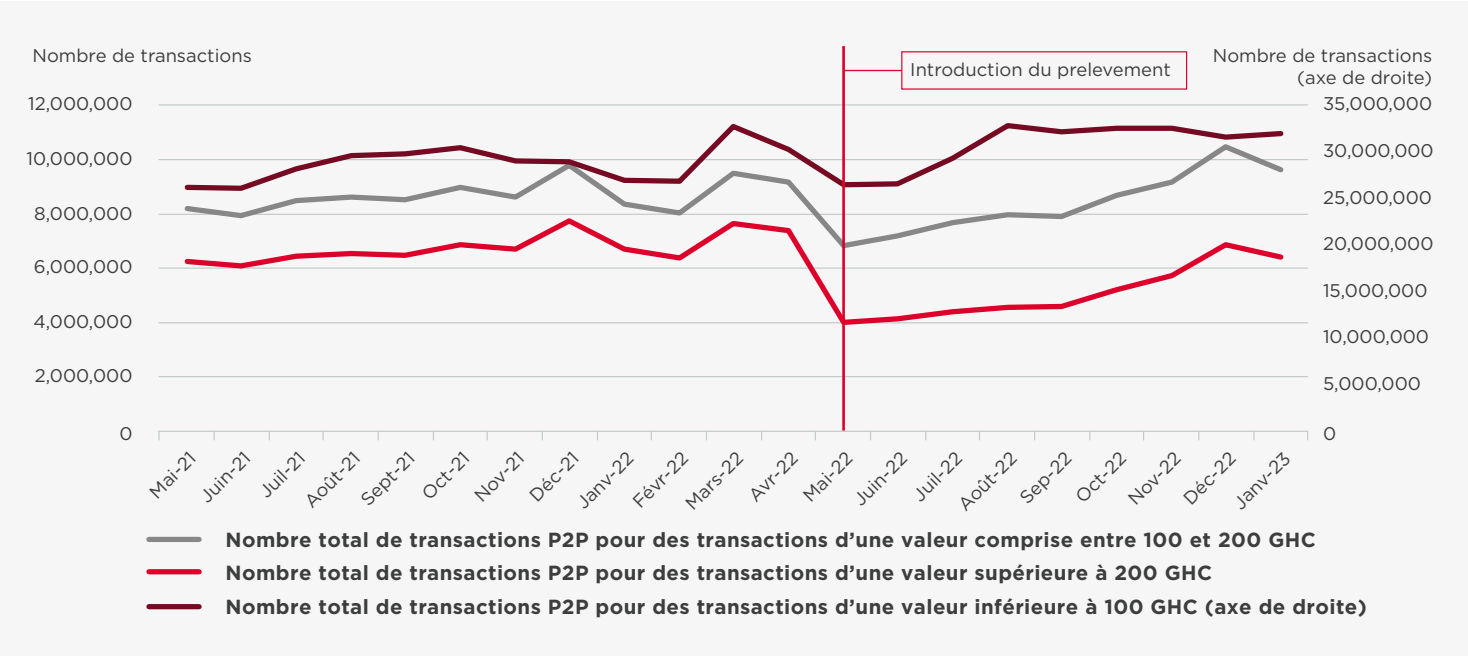

Souce: GSMA, Tanzania Mobile Money Levy Impact Assessment, 2023.

86 GSMA 2023: Tanzania Mobile Money Levy Impact Assessment. Tanzania-Mobile-Money-Levy-Impact-Assessment.pdf (gsma.com)

Au Ghana, l'introduction d'un prélèvement sur la valeur des transactions de monnaie mobile a entraîné une baisse de 5 % du nombre d'abonnés actifs par rapport à la tendance observée avant l'instauration de ce prélèvement.[87] Le nombre total de transactions a diminué après l'entrée en vigueur du prélèvement en mai 2022.

En particulier, le nombre total de transactions de personne à personne (P2P) a chuté en moyenne de 25 % immédiatement après la mise en œuvre du prélèvement en mai 2022, par rapport au pic de près de 50 millions de transactions enregistré en mars, avant l'application de l'E-Levy.[88]

Figure 32:
**Volume des transactions de monnaie mobile au Ghana avant et après l'introduction du prélèvement**




Source: GSMA, Évaluation de l'impact économique de l'E-Levy au Ghana, 2023.

De même, au Bénin, bien que le gouvernement ait interdit aux opérateurs de téléphonie mobile de répercuter sur les consommateurs la nouvelle taxe appliquée aux services de mobile money, l'introduction de cette taxe a entraîné une réduction significative des investissements dans les réseaux d'agents de mobile money par rapport à la tendance observée avant son instauration.En conséquence, la croissance du nombre d'utilisateurs actifs a également ralenti, et le nombre d'abonnés au mobile money devrait être près de 10 % inférieur en 2028 à ce qu'il aurait été en l'absence de cette taxe.[89]

**Une réduction de 5 points de pourcentage du droit d'accise appliqué aux frais de transaction de mobile money pourrait entraîner une augmentation de 5 % du nombre d'abonnés actifs.**[90] **Cela représenterait au moins 2,2 millions d'abonnés actifs supplémentaires d'ici 2028.**Le tableau ci-dessous présente les résultats de la modélisation de l'impact d'une réduction de 5 points de pourcentage du droit d'accise sur l'adoption du mobile money.[91] À l'inverse, une augmentation de 5 points de pourcentage du droit d'accise (comme cela avait été proposé dans le Projet de loi de finances 2024) devrait produire l'effet opposé et entraîner une diminution du nombre d'abonnés actifs.

87 GSMA, Stimuler la transformation numérique de l'économie au Bénin,à paraissent
88 La taxe électronique au Ghana : Évaluation de l'impact économique, 2023. https://www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/the-e-levy-in-ghana-economic-impact-assessment
89 GSMA, Stimuler la transformation numérique de l'économie au Bénin,à paraître
90 Cet impact n'était pas significatif au seuil de 10 % dans les données kenyanes. Cependant, pris en compte avec les données probantes d'autres pays, nous avons supposé dans cette analyse que la réduction de la taxe de 5 points de pourcentage entraînerait un retour du nombre d'utilisateurs actifs de l'argent mobile à une tendance antérieure à la taxe supérieure de 5 %. À l'inverse, une nouvelle augmentation de la taxe telle que proposée dans le projet de loi de finances 2024 retiré entraînerait probablement une nouvelle baisse du nombre d'utilisateurs actifs par rapport à la tendance.
91 Voir le document méthodologique séparé pour les hypothèses détaillées. www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

Tableau 13:
**Adoption du mobile money en cas de réduction du droit d'accise**

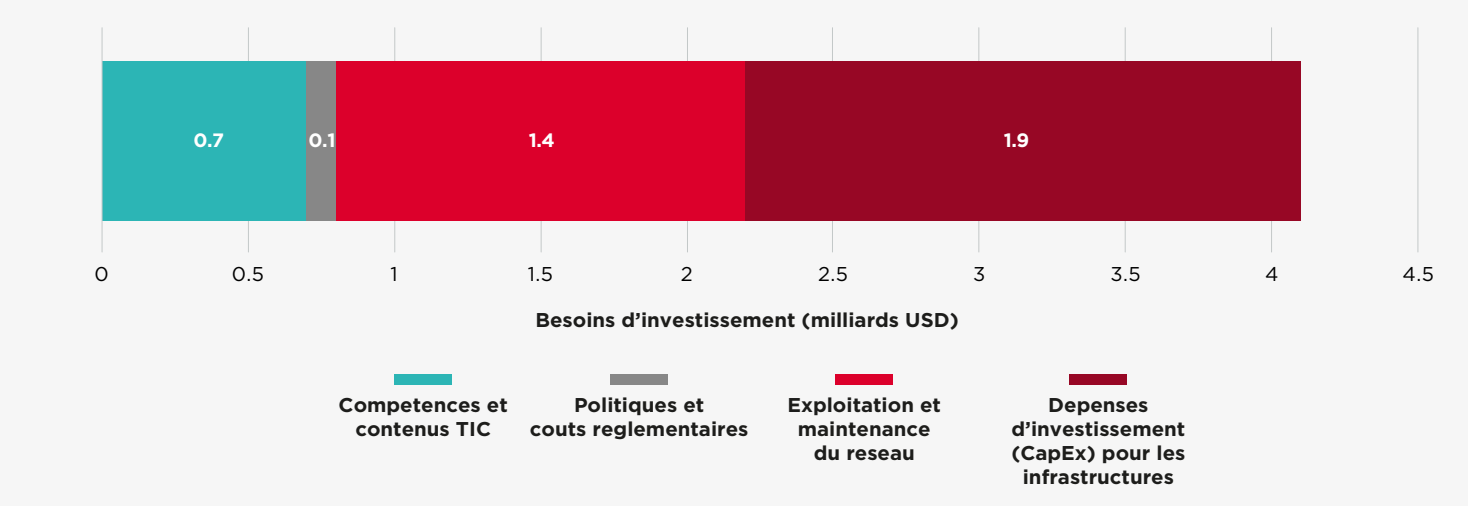
| MM active accounts (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| BAU | 38.12 | 38.82 | 39.51 | 40.21 | 40.90 | 41.60 |
| Réduction du droit d'accise | 38.12 | 40.86 | 41.59 | 42.32 | 43.05 | 43.79 |
| YÉcart annuel par rapport au scénario de référence (BAU) | 0% | 5% | 5% | 5% | 5% | 5% |
| Hausse de la croissance vs BAU | 0% | +5% | +5% | +6% | +6% | +6% |

## Priorité stratégique 4 : Garantir un environnement d'investissement durable et prévisible.

Les opérateurs de téléphonie mobile au Kenya ont investi des montants considérables dans le développement et la modernisation de leurs réseaux. Toutefois, des investissements supplémentaires sont nécessaires pour continuer à maintenir la qualité des services, déployer les nouveaux réseaux 5G et réduire la fracture en matière d'utilisation des services numériques.

Assurer la viabilité financière du secteur ainsi qu'un environnement réglementaire et stratégique prévisible est donc essentiel pour atteindre les objectifs de transformation numérique du Gouvernement.

Figure 33:
**Investissements nécessaires pour parvenir à un accès universel à la connectivité au Kenya d'ici 2030**




Source: GSMA, Fiscalité du secteur mobile au Kenya, 2020.

Afin d'améliorer la viabilité financière du secteur, les mesures de politique publique spécifiques suivantes ont été identifiées :

i. **Instaurer une déduction fiscale pour les redevances de licence ;**
ii. **Réduire le coût de l'énergie nécessaire à l'alimentation des infrastructures ;**
iii. **Garantir une tarification équitable et abordable du spectre ;**
iv. **Accélérer le processus de renouvellement des licences.**

Entre 2019 et 2030, plus de 4,1 milliards de dollars américains d'investissements seront nécessaires pour permettre au Kenya d'atteindre l'objectif des Objectifs de développement durable (ODD) visant une couverture universelle du haut débit d'ici 2030, comme l'illustre la Figure 33. La majeure partie de ces investissements concernera les infrastructures mobiles, notamment le déploiement et la modernisation des sites 2G et 3G vers la 4G, ainsi que le déploiement de stations de base 5G.

### i. Instaurer une déduction fiscale pour les redevances de licence

L'introduction d'une déduction fiscale applicable aux redevances liées aux licences de télécommunications et aux licences de spectre[92] contribuerait à attirer les investissements nécessaires pour atteindre cet objectif. En particulier, un abattement fiscal sur l'investissement d'au moins 10 % par an pour les dépenses d'investissement engagées par un opérateur de télécommunications dans l'acquisition ou l'obtention du droit irrévocable d'utilisation (IRU) de câbles à fibre optique ou de licences de spectre encouragerait les investissements indispensables dans ce secteur à forte intensité capitalistique.

### ii. Réduire le coût de l'énergie nécessaire à l'alimentation des infrastructures

Par ailleurs, le secteur supporte des coûts d'exploitation (OPEX) particulièrement élevés. **Les opérateurs de réseaux mobiles et les exploitants de pylônes au Kenya possèdent, exploitent et assurent la maintenance de plus de 10 000 points de présence sur des sites alimentés par le réseau électrique national.** Ces points de présence comprennent notamment des stations de base et des centres de données.

Bien que les entreprises de télécommunications poursuivent le déploiement de sources d'énergie renouvelable et de solutions énergétiques vertes, telles que les systèmes solaires photovoltaïques, ces solutions ne jouent qu'un rôle complémentaire par rapport aux sources d'alimentation existantes. celles-ci sont principalement constituées de **l'électricité fournie par la Kenya Power and Lighting Company (KPLC) via le réseau national, ainsi que de groupes électrogènes, utilisés comme source d'alimentation de secours ou comme principale source d'énergie dans les zones ne disposant pas d'un accès au réseau national, ou bénéficiant d'un accès limité.**

Based Selon la structure tarifaire actuelle de l'électricité, 70 % des sites de télécommunications (pylônes) sont facturés au tarif de 13,58 KES par kWh, correspondant à la catégorie des petits consommateurs commerciaux, tandis que les 30 % restants sont facturés au tarif de 26,17 KES par kWh.En raison de la dispersion géographique et de la forte capillarité des sites de télécommunications, la consommation mensuelle de chaque site n'atteint pas le seuil requis pour être classée dans la catégorie des **consommateurs commerciaux et industriels, qui bénéficient de tarifs plus avantageux.Cette situation limite la capacité des opérateurs de réseaux mobiles (MNO) à maîtriser leurs coûts et à étendre leurs réseaux aux zones rurales**, où l'approvisionnement en électricité est plus complexe.Par ailleurs, une plus grande prévisibilité des coûts d'approvisionnement en électricité et en énergie pour ces sites encouragerait davantage d'investissements et renforcerait la viabilité financière du secteur.

Il existe une opportunité d'envisager la création d'une catégorie tarifaire spécifique pour l'électricité destinée aux infrastructures de télécommunications, **mainly tower sites, to support telecom com principalement les sites de pylônes, afin d'aider les entreprises de télécommunications à continuer de fournir des services TIC accessibles,** abordables et disponibles sur l'ensemble du territoire, tout en soutenant le programme national d'électrification rurale. Dans le cadre des nouvelles réglementations tarifaires, en amont de la prochaine révision des tarifs de l'électricité prévue en 2026, les pylônes de télécommunications pourraient être reclassés de leur catégorie actuelle de petits consommateurs commerciaux vers la catégorie tarifaire applicable à l'éclairage public (actuellement fixée à 17,56 KES par kWh, avec un tarif hors coût du combustible de 9,24 KES par kWh). À défaut, un tarif préférentiel d'électricité pourrait être instauré au bénéfice des opérateurs de réseaux

92 The fees payable by MTSPs by amending the second schedule of the Income Tax Act.

mobiles (MNO) et des sociétés exploitant des pylônes, en intégrant notamment une tarification selon les périodes d'utilisation (Time of Use – TOU).

Ce modèle a déjà été mis en œuvre au Rwanda, où le secteur des télécommunications bénéficie d'une catégorie tarifaire préférentielle. Cette mesure réduit le coût de l'énergie nécessaire à l'exploitation des réseaux de télécommunications et encourage les opérateurs à recourir davantage à l'électricité du réseau national, devenue plus abordable, tout en accompagnant leur transition vers les réseaux 5G, dont les besoins énergétiques devraient être deux à trois fois supérieurs à ceux des réseaux actuels.Cette augmentation de la demande d'électricité compenserait la baisse de revenus liée à l'application du tarif préférentiel. Dans le cas du Kenya, une telle mesure pourrait non seulement **accroître les recettes de la Kenya Power and Lighting Company (KPLC), mais également contribuer, à court terme, à réduire le risque lié à la demande auquel KPLC est confrontée dans la distribution de l'électricité.**[93]

### iii. Garantir une tarification équitable et abordable du spectre

Le spectre radioélectrique que les gouvernements attribuent sous licence aux opérateurs constitue un élément essentiel de la qualité et de l'accessibilité financière des services de haut débit mobile. Toutefois, certaines politiques publiques – de manière intentionnelle ou non – conduisent à des coûts d'accès au spectre particulièrement élevés.Cela concerne notamment les modalités d'attribution du spectre, qu'il s'agisse des enchères ou d'autres mécanismes d'attribution. Le niveau des redevances liées au spectre influence les décisions d'investissement et de tarification. Lorsqu'elles sont excessives, ces redevances peuvent entraîner des inefficacités économiques ayant des conséquences négatives importantes pour les consommateurs et pour l'économie numérique, lesquelles dépassent les bénéfices tirés de recettes plus élevées issues des enchères.[94]

Les consultations menées avec les acteurs du secteur dans le cadre de ce rapport indiquent qu'au Kenya, les redevances actuelles du spectre devraient être réduites de 40 % à 50 % afin de garantir la viabilité du secteur. Les conditions d'attribution devraient également assurer des conditions de concurrence équitables entre tous les acteurs utilisant le spectre dans le pays.L'objectif principal devrait être d'attribuer le spectre aux utilisateurs les plus à même de maximiser la valeur de cette ressource rare et limitée au bénéfice de l'ensemble de la société, tout en donnant la priorité à la protection des consommateurs des services numériques, à la fiabilité des services et à leur accessibilité financière.

Tableau 14:
**Avantages et inconvénients des méthodes d'attribution du spectre**

| | Advantages | Disadvantages |
|---|---|---|
| **Enchères** | Des enchères bien conçues permettent d'attribuer le spectre aux opérateurs qui lui accordent la plus grande valeur et qui sont généralement les mieux placés pour l'utiliser afin d'améliorer la connectivité. Les enchères visent à déterminer la valeur de marché du spectre et à assurer un juste retour financier pour l'État.Les résultats sont généralement transparents et juridiquement solides. | Une conception inadéquate des enchères peut conduire à une attribution inefficace du spectre ou à des résultats susceptibles de nuire à la concurrence sur les marchés des télécommunications.<br>Des prix de licence excessivement élevés risquent de limiter la capacité des titulaires de licence à investir dans le développement et la modernisation de leurs réseaux. |
| **Attribution administrative (concours de beauté)** | Elles permettent de prendre en compte un large éventail de critères et d'aider les autorités à trouver le meilleur équilibre entre leurs différents objectifs de politique publique.Les autorités peuvent fixer le niveau des redevances de licence, ce qui peut améliorer la viabilité financière des opérateurs et faciliter la mobilisation de capitaux pour les investissements dans les réseaux.Elles permettent également d'imposer des obligations de couverture ou d'investissement, afin de privilégier la fourniture de services de haute qualité plutôt que la maximisation des recettes publiques. Elles peuvent être rapides à mettre en œuvre et peu coûteuses à organiser. | Les licences peuvent être attribuées au candidat qui présente la proposition la plus convaincante, plutôt qu'à celui qui est le mieux à même d'utiliser le spectre de manière optimale.<br>Lorsque les opérateurs ne respectent pas les engagements pris après l'attribution de la licence, les autorités peuvent être confrontées à des décisions difficiles, notamment quant à l'annulation de la licence ou à l'application d'autres sanctions à l'encontre de l'opérateur.<br>L'attribution administrative est plus exposée aux risques de partialité ou de corruption. Même la simple perception de tels risques peut donner lieu à des contentieux juridiques prolongés, retardant ainsi l'attribution et l'utilisation efficace du spectre. |

Source: GSMA, Best Practice in Mobile Spectrum Licensing, 2022.

93 www.reg.rw
94 GSMA, The impact of spectrum prices on consumers, 2019.

### iv. Accélérer le processus de renouvellement des licences GSM

Le spectre peut être attribué selon différentes méthodes, déterminées au cas par cas, notamment par enchères, par attribution administrative (concours de beauté – beauty contest), ou selon une combinaison de ces deux approches.Il n'existe pas de méthode unique optimale pour l'attribution du spectre. Il convient plutôt d'évaluer les avantages de chaque approche au cas par cas, en tenant compte des conditions propres au marché

En revanche, le renouvellement des licences ne devrait pas être soumis à une approche fondée sur le marché, telle que les enchères, car cela créerait une incertitude quant au maintien des droits d'utilisation du spectre déjà exploité pour fournir des services à des clients actifs. Le renouvellement devrait plutôt reposer sur un processus de négociation entre l'autorité de régulation et le titulaire de la licence, afin de déterminer un nouveau niveau de redevance objectif ainsi que des obligations de licence favorisant l'investissement.

Une présomption de renouvellement des licences encourage les investissements à long terme dans les réseaux. Compte tenu du caractère fortement capitalistique du secteur, des décisions de renouvellement transparentes et prises en temps utile sont essentielles. Elles offrent aux titulaires de licences la visibilité nécessaire pour réaliser d'importants investissements de long terme dans les services mobiles.

Selon les recherches de la GSMA[95] et conformément à la **Recommandation ATU-R 002-0 de l'Union africaine des télécommunications (UAT)**[96], les procédures de renouvellement des licences devraient être engagées en concertation avec le titulaire de la licence, au moins trois à cinq ans avant l'expiration de celle-ci. En outre, la durée des licences devrait être fixée entre 25 et 30 ans, afin de tenir compte de la longue période nécessaire à l'amortissement des investissements réalisés par les opérateurs de télécommunications. **Garantir la clarté, la prévisibilité et le renouvellement en temps voulu des licences permettrait d'éviter les incertitudes susceptibles de freiner les décisions d'investissement ainsi que le déploiement et la modernisation des réseaux**. Il est estimé qu'une finalisation rapide du processus de renouvellement des licences, menée de manière transparente et prévisible, permettrait de compter environ 590 000 abonnés supplémentaires à l'internet mobile (utilisateurs uniques) d'ici 2028.

Tableau 15:
**Adoption de l'internet mobile en l'absence de renouvellement des licences**

| Abonnés à l'internet mobile (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BAU** | 19.45 | 20.55 | 21.72 | 22.93 | 24.21 | 25.55 |
| **Renouvellement des licences en temps opportun** | 19.45 | 20.67 | 21.95 | 23.29 | 24.68 | 26.13 |
| **Écart annuel par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | 1% | 1% | 2% | 2% | 2% |
| **Hausse de la croissance par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | +1% | +1% | +2% | +2% | +3% |

**D'autres politiques visant à renforcer la prévisibilité et la sécurité des investissements devraient également être encouragées.** En octobre 2023, la modification de la Politique nationale des TIC a supprimé l'obligation imposant à tout titulaire d'une licence délivrée par l'Autorité des communications (CA) de détenir au moins 30 % de participation locale. L'abrogation de cette disposition a été largement saluée par les acteurs du secteur des TIC comme une évolution favorable de l'environnement des investissements et un facteur de stimulation des investissements directs étrangers (IDE).[97]

Par ailleurs, la politique relative au Fonds pour le service universel (USF) pourrait être améliorée en adoptant un modèle de type pay-to-play, déjà mis en œuvre dans plusieurs autres pays. Ce modèle pourrait notamment prévoir :

l'intégration des opérateurs de réseaux mobiles (MNO) au sein du Conseil consultatif du Fonds pour le service universel ;l'exonération des redevances de spectre pour les projets financés par le Fonds pour le service universel (USF).waiving of spectrum fees on USF funded projects.

95 GSMA, Best Practice in Mobile Spectrum Licensing, 2022.
96 Africa Telecommunications Union ATU-R Recommendation 002-0: https://atuuat.africa/wp-content/uploads/2021/04/English-ATU-R-Spectrum-Recommendation-002-0.pdf
97 https://investmentpolicy.unctad.org/investment-policy-monitor/measures/4425/kenya-removes-the-30-per-cent-local-shareholding-requirement-in-the-ict-sector- and interview with ICT Ministry.



## Priorité stratégique 5 : Lever les obstacles à la demande

**La demande d'accès à l'internet mobile est stimulée par un large éventail d'usages, notamment les communications, la recherche d'informations, le divertissement, l'éducation, ainsi que de nombreux autres services.** Le gouvernement a un rôle essentiel à jouer à cet égard, car l'extension de l'offre de services publics en ligne crée une demande croissante d'accès à Internet.De nombreux exemples illustrent cette dynamique. En numérisant la prestation de services publics essentiels, tels que la délivrance des permis de conduire, les demandes de passeport ou encore l'enregistrement des biens immobiliers, le gouvernement incite davantage de citoyens à accéder à Internet.

Il s'agit d'une situation gagnant-gagnant. D'une part, le gouvernement réduit les coûts et améliore l'accès aux services publics en les rendant disponibles par voie numérique. D'autre part, les citoyens bénéficient d'un accès plus simple aux services publics ainsi que d'une meilleure qualité de service grâce aux canaux numériques.

**Par ailleurs, en encourageant l'adoption d'Internet, cette démarche stimule plus largement la demande de services numériques.** Plus le nombre d'abonnés à Internet augmente, plus le gouvernement est en mesure d'atteindre les citoyens par le biais des canaux numériques. De même, l'élargissement de la base d'utilisateurs favorise le développement des fournisseurs de services, ce qui se traduit par une augmentation des recettes fiscales.

**La mise en œuvre de telles politiques visant à stimuler la demande pourrait permettre de compter au moins 3,26 millions d'abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile d'ici 2028.** Le tableau ci-dessous présente les résultats de la modélisation de l'impact des politiques de stimulation de la demande sur l'adoption de l'internet mobile.[98]

Tableau 16:
**Adoption de l'internet mobile grâce à la stimulation de la demande**

| Abonnés à l'internet mobile (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| BAU | 19.45 | 20.55 | 21.72 | 22.93 | 24.21 | 25.55 |
| Stimulation de la demande | 19.45 | 21.07 | 22.82 | 24.68 | 26.67 | 28.79 |
| Écart annuel par rapport au scénario de référence (BAU) | 0% | 3% | 5% | 8% | 10% | 13% |
| Gain de croissance par rapport au scénario de référence (BAU) | 0% | +3% | +6% | +9% | +13% | +17% |

98 Voir l'annexe et le document méthodologique séparé pour les hypothèses détaillées.

## C. Modélisation des évolutions futures du secteur des télécommunications

**Il existe un important corpus de données empiriques sur la dynamique des marchés des télécommunications.** Le secteur des télécommunications a fait l'objet de nombreuses études menées par les chercheurs et les décideurs publics, dont une grande partie porte sur les marchés africains. Ces travaux ont servi de base à l'élaboration d'un modèle du marché des télécommunications au Kenya, qui combine les données les plus récentes sur le marché actuel avec les enseignements issus de cette littérature.

**Le scénario de référence projette l'évolution du marché en supposant que** l'environnement réglementaire et les politiques publiques demeurent inchangés.Il s'appuie sur les tendances historiques et une analyse sectorielle, utilisées pour extrapoler l'évolution du marché jusqu'en 2028. Ce scénario de référence porte principalement sur les abonnements mobiles, l'adoption du haut débit mobile et l'utilisation du mobile money.

**L'impact des évolutions de la réglementation et des politiques publiques applicables au secteur est modélisé en analysant** la manière dont ces changements affecteraient les opérateurs de télécommunications de façon générale et, plus particulièrement, leur incidence sur l'adoption et l'utilisation du haut débit mobile ainsi que du mobile money (Tableau 17).

Tableau 17:
**Scénarios de réforme des politiques publiques et de la réglementation modélisés**

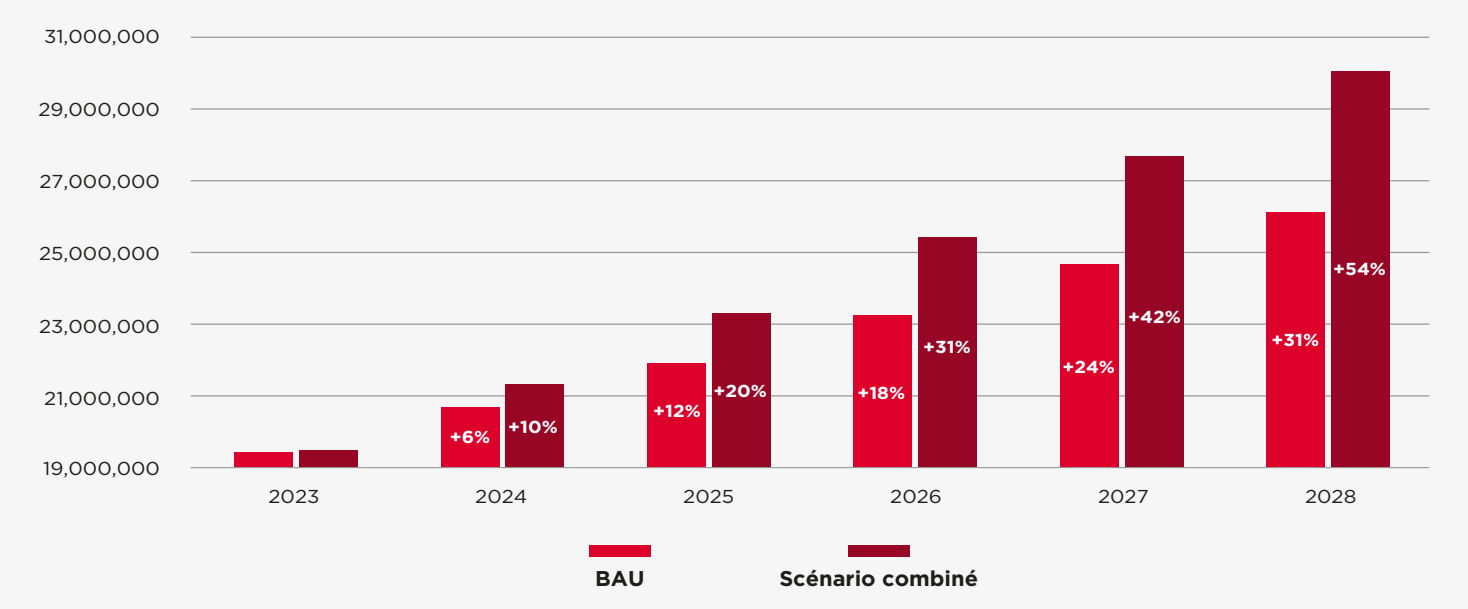
| Évolution des politiques publiques et de la réglementation | Impact attendu | Gain d'abonnés par rapport au scénario de référence (BAU) en 2028 |
|---|---|---|
| **1. Réduction des taxes et redevances sur les services mobiles** | Réduire les taxes sur les services mobiles et fixer des redevances appropriées pour le spectre permettra de baisser les prix de détail, ce qui stimulera l'adoption et l'utilisation du haut débit mobile. Cela rendra également le marché plus viable sur le plan commercial, notamment dans les zones rurales, et favorisera l'extension de la couverture réseau. | 1 % – 180 000 abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile. |
| **2. Réduction des taxes sur les appareils** | Réduire le niveau global de taxation sur les appareils de 10 points de pourcentage permettrait de diminuer le coût des terminaux pour les clients et de générer des abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile. | 2 % – 460 000 abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile. |
| **3. Réduction des droits d'accise sur les frais de mobile money** | Réduire les droits d'accise sur les frais de transaction de mobile money de 5 points de pourcentage rendrait les paiements plus abordables et pourrait augmenter le nombre d'utilisateurs actifs, tout en favorisant le recours aux transactions en espèces. | 5 % – 2,2 millions d'utilisateurs actifs supplémentaires. |
| **4. Accélération du processus de renouvellement des licences** | L'achèvement du processus de renouvellement des licences apportera davantage de visibilité à l'industrie concernant l'environnement commercial et opérationnel futur. Cela permettra aux opérateurs de s'engager à investir dans les réseaux et l'expansion des services. Cela accélérera la transition vers les technologies 4G et 5G, qui sont beaucoup moins coûteuses à exploiter que les générations précédentes. La baisse des coûts se traduira par des investissements plus élevés et/ou des prix plus bas pour les clients. | 2 % – 590 000 abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile.. |
| **5. Politiques favorables à la demande, y compris la réduction du prix des appareils** | L'adoption et l'utilisation de l'internet mobile et du mobile money sont également influencées par des facteurs liés à la demande. Une demande accrue favorise l'adoption et l'utilisation. Les politiques visant à stimuler la demande et à réduire le fossé d'utilisation peuvent inclure des mesures telles que des subventions sur les appareils, des programmes de formation aux compétences numériques, un soutien aux PME, la numérisation des services publics et des programmes visant à accroître l'adoption de nouvelles technologies par les entreprises et les consommateurs, y compris le mobile money. | 13 % – 3,2 millions d'abonnés uniques supplémentaires à l'internet mobile. |

**Le scénario de référence (Business as Usual – BAU) prévoit une croissance régulière de l'adoption du haut débit mobile.** Dans ce scénario, le nombre d'abonnés mobiles uniques devrait passer de 29,7 millions en 2023 à 36 millions en 2028. Parallèlement, le nombre d'abonnés au haut débit mobile devrait augmenter de 19,5 millions en 2023 à 25,5 millions en 2028.

**The Les recommandations de politique publique présentées ci-dessus permettraient d'accroître de manière significative l'adoption des services de télécommunications mobiles.** Si les mesures proposées étaient mises en œuvre pour répondre aux principaux défis auxquels le secteur est confronté, elles auraient un impact substantiel sur son développement.

La réduction des taxes, l'accélération du processus de renouvellement des licences, l'amélioration de l'accessibilité financière des terminaux et la stimulation de la demande d'internet mobile favoriseraient une adoption plus rapide des services mobiles par les Kényans (Figure 34). Les effets prévisionnels de ces mesures sont résumés dans la Figure 34..

Figure 34:
**Impact du scénario combiné de réformes sur le nombre d'abonnés à l'internet mobile**




Source: See separate methodological document that accompanies this report.

**The L'effet des recommandations de politique publique serait d'accroître de manière significative le niveau d'adoption du haut débit mobile au cours de la période considérée.** Le nombre de nouveaux abonnés uniques passerait de 6,1 millions dans le scénario de référence (BAU) à 10,6 millions si l'ensemble des mesures proposées était mis en œuvre, soit une augmentation de plus de 70 %.En tenant compte de la base existante d'abonnés à l'internet mobile, cela représenterait une hausse de 23 % du nombre d'abonnés uniques à l'internet mobile par rapport au scénario de référence (BAU). Concrètement, cela signifie qu'en 2028, 54 % de personnes supplémentaires utiliseront l'internet mobile par rapport à 2023.Le Tableau 18 ci-dessous présente les résultats de la modélisation de l'impact combiné des politiques visant à stimuler l'adoption de l'internet mobile.[99]

Par ailleurs, **un taux d'adoption plus élevé de l'internet produirait de nombreux effets d'entraînement positifs** sur le reste de l'économie, en améliorant la productivité et la croissance des différents secteurs, tout en générant des recettes fiscales supplémentaires pour l'État grâce au développement du secteur des télécommunications.

Ces impacts ont été **estimés pour différents secteurs de l'économie kényane et sont** présentés dans la section précédente du rapport.

99 See separate methodological document for detailed assumptions.
www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

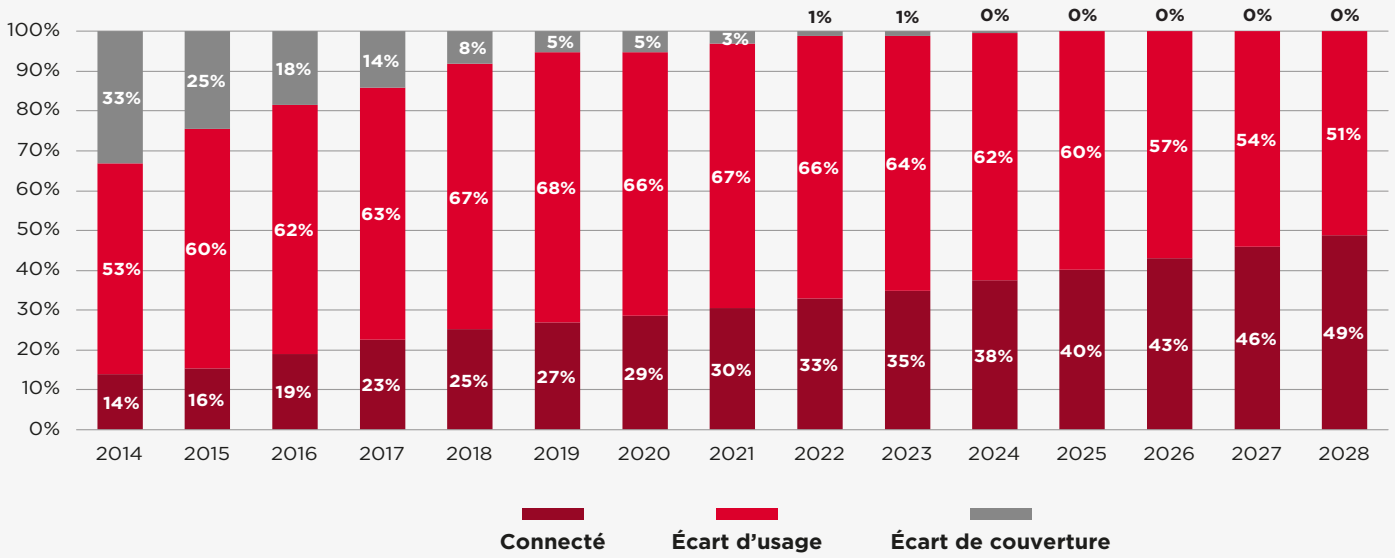
Tableau 18:
**Impact des recommandations de politique publique sur l'adoption de l'internet**

| Abonnés à l'internet mobile (m) | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **BAU** | 19.45 | 20.55 | 21.72 | 22.93 | 24.21 | 25.55 |
| **Politiques combinées** | 19.45 | 21.31 | 23.29 | 25.40 | 27.65 | 30.02 |
| **Écart annuel par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | 4% | 7% | 11% | 14% | 18% |
| **IGain de croissance par rapport au scénario de référence (BAU)** | 0% | +4% | +8% | +13% | +18% | +23% |

**La mise en œuvre des recommandations de politique publique** permettrait de réduire la fracture d'usage de l'internet de son niveau actuel de plus de 64 % de la population à 51 % en 2028.

Cela se traduirait par un taux de 49 % de la population kényane connectée à Internet, soit plus de 10 millions de personnes supplémentaires ayant accès à l'internet.

Figure 35:
**Évolution de la connectivité à l'internet mobile au Kenya sous l'effet des réformes de politique publique**



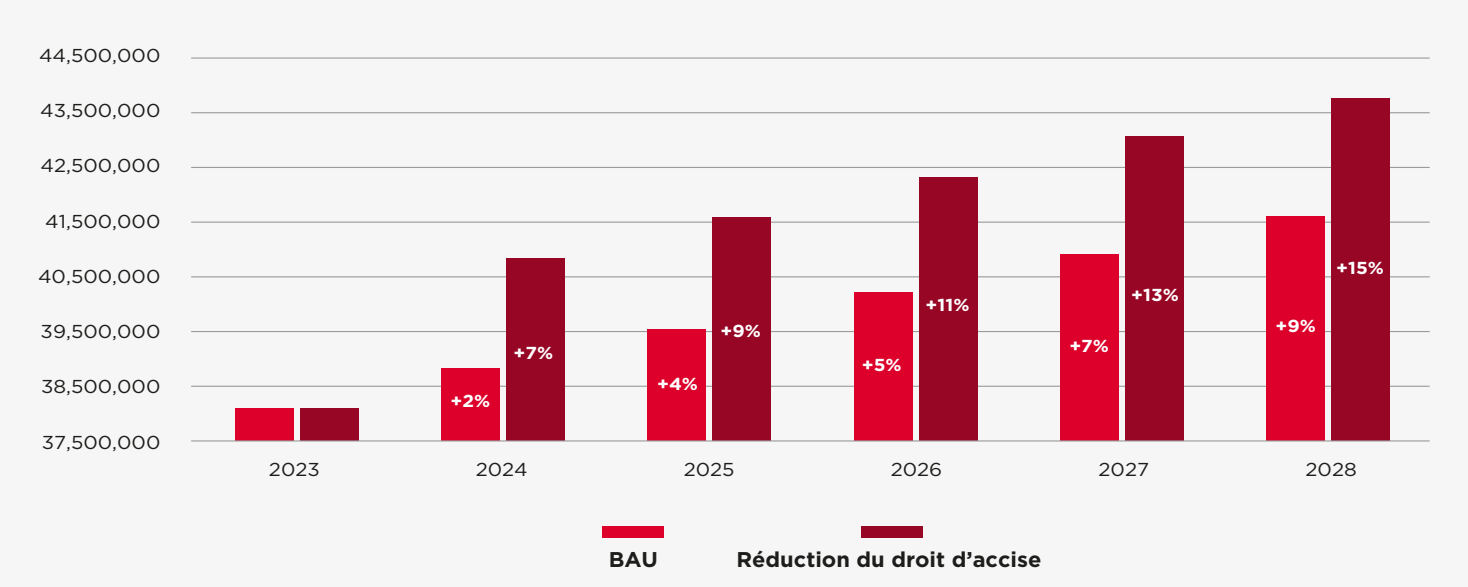

Source: GSMA Intelligence et calculs des auteurs. Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[100] « Connectés » désigne les abonnés uniques à l'internet mobile[101] en % de la population ; « Fossé d'usage » désigne les populations qui vivent dans la zone de couverture d'un réseau haut débit mobile mais qui n'utilisent pas l'internet mobile ; « Fossé de couverture » désigne les populations qui ne vivent pas dans la zone de couverture d'un réseau haut débit mobile (3G ou supérieure).

100 Voir l'annexe et le document méthodologique séparé pour les hypothèses détaillées.
www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

101 Dans le présent rapport, les termes « utilisateurs de l'internet mobile » ou « utilisateurs uniques de l'internet mobile » désignent les personnes uniques utilisant l'internet mobile. Cela ne fait pas référence au nombre de cartes SIM ou de comptes d'internet mobile, qui est généralement supérieur au nombre de personnes utilisant internet.

**Les recommandations de politique publique — notamment la réduction du droit d'accise appliqué aux frais de transaction du mobile money — permettraient également d'accroître de manière significative l'adoption du mobile money au cours de la période considérée.** Le nombre de nouveaux comptes actifs passerait de 3,5 millions dans le scénario de référence (BAU) à 5,7 millions grâce à la réduction du droit d'accise, soit une augmentation de plus de 60 % (Figure 36). À l'inverse, une augmentation du droit d'accise appliqué aux frais de transaction du mobile money produirait l'effet opposé et pourrait ralentir sensiblement la croissance de l'adoption et de l'utilisation du mobile money par rapport à la tendance historique.

Figure 36:
**Impact of policies scenario (number of mobile money active accounts)**




Source: Voir le document méthodologique séparé qui accompagne ce rapport.[102]

102 www.gsma.com/about-us/regions/sub-saharan-africa/gsma_resources/driving-digital-transformation-of-african-economies-evidence-and-methodology-document

GSMA

# 5.
# Recommandations de politique publique



Afin de réaliser pleinement le potentiel de la transformation numérique au Kenya, les réformes des politiques publiques doivent trouver un équilibre entre les objectifs à court terme et les impératifs d'investissement et de développement à long terme. **Pour tirer pleinement parti des nombreux bénéfices de la numérisation, il sera nécessaire de mettre en œuvre des réformes ambitieuses visant à stimuler la demande, à réduire les coûts de fourniture des services et à promouvoir** un environnement de politique publique favorable à l'investissement, afin d'atteindre les objectifs communs de transformation numérique et de connectivité universelle.

**La valeur économique et sociale des technologies numériques et émergentes repose sur les réseaux mobiles, qui constituent l'infrastructure essentielle de la transformation numérique de l'économie**. Le secteur mobile est particulièrement bien placé pour collaborer avec le Gouvernement dans le cadre d'une politique publique orientée vers une mission, capable de stimuler l'innovation dans de multiples secteurs de l'économie.

**Le présent rapport identifie quatre recommandations de politique publique prioritaires visant à renforcer le rôle catalyseur du secteur mobile**

| Recommandation de politique publique | Impact attendu | Parties prenantes concernées |
|---|---|---|
| **1. Réduire les taxes spécifiques au secteur des services mobiles** | La réduction des taxes spécifiques au secteur mobile devrait avoir deux effets majeurs. Elle se répercutera directement par des prix de détail plus bas, ce qui stimulera l'adoption et l'utilisation du haut débit mobile et du mobile money, y compris des services de crédit plus avancés et des économies. Elle rendra également le secteur plus viable commercialement pour investir dans les zones rurales, ce qui permettra d'étendre la couverture des réseaux. | Ministère des Finances, Ministère des TIC,<br><br>Autorités municipales chargées des droits de passage |
| **2. Soutenir l'accessibilité financière des appareils, y compris par la réduction ou la suppression de la taxation des appareils et des cartes SIM** | Les mesures visant à améliorer l'accessibilité financière des appareils stimuleront la demande et accroîtront l'adoption de l'internet mobile. Par exemple, la suppression de la taxe de 50 KES sur les cartes SIM se traduira directement par une hausse du nombre d'abonnés et une utilisation accrue des données mobiles. | Autorité des communications du Kenya (CA) |
| **3. Réduire ou supprimer le droit d'accise sur les frais de transaction du mobile money** | La réduction du droit d'accise appliqué aux frais de transaction du mobile money stimulerait l'adoption du mobile money, faciliterait davantage le développement du système de paiements numériques et encouragerait l'utilisation des paiements numériques dans l'ensemble des secteurs de l'économie. | Ministère des Finances, Ministère des TIC, Autorité des communications du Kenya (CA), Banque centrale du Kenya |
| **4. Assurer un environnement d'investissement durable et prévisible** | Soutenir la viabilité financière grâce à :<br>• des déductions fiscales sur les paiements liés au spectre ;<br>• une réduction des coûts de l'énergie et des prix équitables du spectre afin de garantir que l'industrie reste compétitive et favorable à l'investissement ;<br>• la clarté et la prévisibilité du processus de renouvellement des licences GSM, qui apporteront de la visibilité à l'industrie sur son environnement commercial et opérationnel futur.<br>Cela permettra aux opérateurs de s'engager à investir dans l'expansion des réseaux et des services. L'effet attendu est d'accélérer la transition vers les technologies 4G et 5G, dont les coûts d'exploitation sont bien inférieurs à ceux des générations technologiques précédentes. Ces coûts plus faibles se traduiront, à terme, par des investissements accrus et/ou par des prix plus bas pour les clients. | Autorité des communications du Kenya (CA), Ministère des TIC, Ministère de l'Énergie |

**In complément, le cadre d'action ci-après est proposé pour les politiques axées sur la demande ainsi que pour les autres recommandations de politique publique visant à accélérer la transformation numérique**. La mise en œuvre de ces réformes nécessitera l'implication d'un large éventail d'administrations publiques et exigera une approche coordonnée à l'échelle de l'ensemble du gouvernement (whole-of-government approach), fondée sur une collaboration étroite entre les responsables des politiques en matière de TIC et leurs homologues des différents ministères, notamment ceux de l'Agriculture, de l'Éducation, de la Santé, du Commerce et de l'Industrie.

| Pilier | Recommandations |
|---|---|
| **Accroître l'adoption et l'accès aux technologies numériques par les consommateurs** | • Soutenir les programmes de développement des compétences numériques destinés aux populations cibles (zones rurales, jeunes), y compris les compétences liées à l'intelligence artificielle (IA).<br>• Réduire les obstacles liés à l'accessibilité financière en collaborant avec le secteur privé, le Fonds pour le service universel (USF) et les institutions internationales de financement du développement afin de mettre en place des mesures incitatives, telles que des subventions et des microcrédits.<br>• Poursuivre le déploiement des infrastructures de télécommunications et augmenter le nombre de points d'accès aux services publics numériques, notamment par :l'extension de la couverture et de la capacité des réseaux mobiles,le déploiement ciblé de la fibre optique à haut débit,le développement de points d'accès dans les administrations publiques et les espaces communautaires ,les solutions satellitaires pour les zones rurales , le renforcement de l'approvisionnement en électricité ,la mise en place d'un cadre réglementaire favorable , ainsi que toute autre mesure visant à améliorer l'accès aux services numériques. |
| **Accroître l'adoption et l'accès aux technologies numériques par les entreprises** | • Soutenir la diversification de l'économie grâce à la transformation numérique et à l'utilisation productive des technologies numériques par les entreprises de tous les secteurs économiques, au moyen de politiques ciblées visant à : renforcer les compétences numériques et le capital humain ,soutenir les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) et les start-up, promouvoir des technologies adaptées au contexte national et répondant aux besoins locaux.<br>• Allouer des ressources financières et renforcer les capacités institutionnelles afin de favoriser le développement et l'adoption d'initiatives numériques dans les secteurs traditionnels tels que l'agriculture, le commerce, la logistique, la fabrication et le tourisme, y compris les initiatives d'agriculture de précision et d'Industrie 4.0.<br>• Mettre en place des mesures incitatives encourageant les entreprises à adopter les technologies numériques. En particulier, soutenir le développement de programmes d'entrepreneuriat numérique et l'adoption des technologies numériques par les PME.<br>• Créer des programmes favorisant la recherche-développement (R&D) et l'innovation technologique dans le secteur privé, au moyen de subventions ou d'autres mécanismes d'incitation.<br>• Améliorer le cadre réglementaire applicable aux industries numériques, notamment en matière :d'immatriculation des entreprises numériques , de fiscalité, de protection des droits de propriété intellectuelle , et veiller à ce que la réglementation relative au capital-investissement et au capital-risque (PE/VC) permette la création de fonds sous la forme de sociétés en commandite (limited partnerships). |
| **Gouvernement numérique** | • Poursuivre la mise en œuvre du Plan stratégique 2023-2027 du Ministère des TIC, visant à améliorer l'accès aux services et produits de gouvernement numérique, ainsi qu'à déployer le programme national d'identité numérique Maisha Digital ID. Intégrer une approche centrée sur l'utilisateur et favoriser la participation des citoyens dans le développement des services publics numériques.<br>• Allouer des financements et renforcer les capacités institutionnelles dédiés aux initiatives de gouvernement numérique.<br>• Renforcer les solutions numériques afin d'améliorer la rationalisation des dépenses publiques et de réduire les pertes ainsi que les fuites de ressources.<br>• Améliorer les performances des plateformes numériques gouvernementales, notamment par ,la réduction des interruptions de service , l'accélération des temps de traitement des transactions ,le développement de versions légères adaptées aux appareils mobiles, et l'amélioration de l'expérience utilisateur grâce à des principes de conception axés sur la simplicité d'utilisation.<br>• Renforcer les programmes de culture et de compétences numériques, ainsi que les campagnes de sensibilisation destinées aux administrations publiques (renforcement des capacités) et aux citoyens. Intégrer des modules de formation et d'information sur les compétences numériques directement au sein des plateformes de gouvernement numérique. |

| Pillar | Recommendations |
| --- | --- |
| **Renforcer la confiance dans la sécurité, la protection de la vie privée et la cybersécurité numériques** | • Promouvoir une utilisation sûre et responsable des services et des appareils numériques.<br>• Protéger les données personnelles ainsi que la vie privée et la sécurité des consommateurs..<br>• Prévenir les accès non autorisés aux réseaux et aux appareils en renforçant la sécurité et l'intégrité des infrastructures physiques et des infrastructures en nuage (cloud).<br>• Protéger les consommateurs et prévenir les préjudices en ligne (online harms).<br>• Mener des campagnes de sensibilisation du public, sous l'égide du Gouvernement, de l'autorité chargée de la protection des données personnelles et des autres autorités de régulation sectorielles concernées.<br>• Mettre à disposition des outils, des informations et des programmes de formation, notamment des modules de formation intégrés aux plateformes de gouvernement numérique.<br>• Mettre en œuvre des mesures réglementaires et opérationnelles visant à renforcer une confiance inclusive dans les paiements numériques et l'écosystème mobile. |





GSMA

1 Angel Lane, London, EC4R 3AB, UK
Tel: +44 (0)207 356 0600
Email: info@gsma.com